Il y a 25 ans : le peuple algérien entrait en lutte pour son indépendance

page 8–9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 596 - 3 novembre 1979 - prix : 5 F

Notre dossier
LE SAHARA OCCIDENTAL
p. 11 à 14

Le suicide de Boulin :

JEU DE MASSACRE AU GOUVERNEMENT

ESPAGNE : après le référendum sur l'autonomie

page 10

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Pages 8 et 9 :
— **Il y a 25 ans : le peuple algérien prenait les armes pour son indépendance.**
Page 10 :
— **Après les référendums sur l'autonomie en Catalogne et au Pays basque.**
Page 15 :
— **Dans la presse d'extrême-gauche :**
- **Massacre d'un village camerounais.**
- **La force d'intervention dans les Caraïbes.**

EN FRANCE

Page 4 :
— **Avortement : la loi et la réalité.**
— **Les deniers publics pour les écoles privées.**
Page 5 :
— **Embouteillages à Paris.**
— **Les handicapés rejetés par la société.**
Page 6 :
— **Prévision du chômage : des calculs contre la classe ouvrière.**
— **Le CNPF et le temps de travail.**
Page 7 :
— **Paris Gare de Lyon : une opération « coup de poing » provoque des incidents.**
Pages 16 et 17 :
— **Dans les entreprises : Ducellier Puy-de-Dôme ; Dassault ; URSSAF Paris ; Eaton Saint-Nazaire ; Hôpital de La Mure.**
Pages 18 et 19 :
— **5e semaine de grève à l'Alsthom-Belfort.**
— **CKD Renault Grand-Couronne : une leçon éclatante de démocratie.**
— **Rhône-Poulenc Pont-de-Chaix ; Massey Ferguson Marquette-les-Lille.**

DOSSIER

Pages 11 à 14 :
LE SAHARA OCCIDENTAL :
— **L'aventure saharienne d'Hassan II.**
— **Le jeu des puissances impérialistes.**
— **Le Front Polisario.**

DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Films :** Le Malin **de John Huston ;** Le toubib **avec Alain Delon.**
— **L'Islam aux Dossiers de l'écran.**
Pages 22 et 23 :
— **Livres :** La route de la liberté **d'Howard Fast ;** La Grande Armée **de Georges Blond ;** La mer confisquée **de G. Chouraqui ;** L'heure du taureau **d'Efremov.**
— **Exposition :** Picasso **au Grand Palais.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Grandes manœuvres militaires en Auvergne : 3 morts, 9 blessés

D'importantes manœuvres militaires se sont déroulées dans la semaine du 22 au 27 octobre, dans les départements de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme. Cela a provoqué trois jours de suite des accidents dont le bilan est lourd : trois morts, neuf blessés, dont deux grièvement.

L'exercice baptisé « Allier 79 » a mobilisé près de 9.000 soldats, 2.000 véhicules et l'aviation avec hélicoptères, Transall et Mirage Les soldats dits « bleus » étaient chargés de défendre la vallée de l'Allier au sud de Clermont, entre Issoire et Langeac, contre les « jaunes », formés de commandos de parachutistes, largués traîtreusement sur leurs arrières et dispersés dans les montagnes du Cantal et de la Haute-Loire.

Bref, une vraie petite guéguerre, bien mijotée par les bureaux de l'état-major. Dans une conférence de presse tenue à Clermont-Ferrand, généraux et colonels étaient très satisfaits d'eux-mêmes.

Mais les accidents humains n'étaient pas prévus. Le premier eut lieu lundi 22 octobre, dans la région d'Ambert-Saint-Anthème : deux blessés.

Le second s'est produit à l'opposé du département, vers Rochefort-Montagne. Par suite d'un affaissement de la chaussée, un VAB, véhicule de l'avant blindé, s'est retourné, provoquant la mort d'un soldat du contingent et sept blessés, dont un grave.

Enfin le troisième accident est survenu à une trentaine de kilomètres de Clermont, sur une route glissante, où la Méhari de deux officiers a dérapé et s'est jetée contre un camion : deux morts.

L'état-major a été fort discret sur ces accidents, alors que, dans les conférences quotidiennes, il en avait pour des heures à détailler les manœuvres.

Correspondant local

" Nouvelle race de magasin " et vieilles méthodes de gangsters !..

Mercredi 25 octobre, à l'Euromarché de Boussy-Saint-Antoine dans l'Essonne, Marcel Marceau, ajusteur à la Snecma, se fait assommer par deux gros bras armés de nunchaku (fléau japonais). Il a eu le tort de prendre la défense d'une jeune fille de quinze ans qu'un des deux vigiles bousculait en lui refusant l'entrée du magasin. Marcel Marceau se retrouve avec un arrêt de travail de quinze jours. La police, appelée sur place, ne s'est même pas dérangée. Et pour le directeur de la grande surface, la « bonne baffe » de son gorille est un « geste bien compréhensible » !

Le même jour, aux Galeries Lafayette, à Paris, un homme de 25 ans se serait fait rouer de coups par cinq inspecteurs du service de sécurité du magasin, parce qu'il avait sur lui pour 4,60 F de marchandises qu'il n'a pas payées. Des passants, indignés, essaient de porter plainte, mais le commissariat déclare leur plainte « irrecevable » et reçoit, par contre, celle de la direction du magasin, pour qui le jeune homme s'est « rebiffé ». Et c'est la victime des malabars des Galeries Lafayette qui est inculpée de coups et blessures volontaires. Cette version des faits est contestée par la direction des Galeries et certains membres du personnel ; elle est rapportée avec prudence par **Le Monde.** Mais elle n'étonne pas. Ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent ; et même, dans les grands magasins populaires, c'est une politique. Car si, pour appâter le public, on lui montre un visage souriant et on lui fait le boniment du genre **« Euromarché, le moins cher, le plus gai »,** la réalité est bien différente et s' **« il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette »,** cela ne veut pas forcément dire que c'est en faveur du client.

Vigiles, inspecteurs, surveillants : si le nom change, les façons et la mentalité sont bien les mêmes partout. Et du coup, en fait de « libre service », l'acheteur se retrouve, dès la porte franchie, en liberté surveillée, quasiment considéré comme un possible suspect bon à rosser, surtout s'il est jeune, surtout s'il est un peu basané.

Les directions des magasins savent tout cela, mais l'appétit de l'argent commande. Et puis, pourquoi se gêner puisque, de toute façon, la police ne les ennuiera pas ? Alors elles embauchent sciemment des cogneurs qui agiront vite et fort, « pour dissuader », disent-elles. Tant pis pour les bavures, ce n'est pas leur rayon.

Frédéric FERRIERES

Clermont-Ferrand : viande avariée en supermarché

Des tonnes de viande et de volailles avariées mais « reconditionnées » et revendues comme fraîches : voilà le trafic auquel se livrait le plus tranquillement du monde le directeur d'un hypermarché, « Le Radar », dans la banlieue clermontoise.

Il a fallu un contrôle surprise des services vétérinaires pour découvrir la fraude. La marchandise qui atteignait la date limite de vente était « rafraîchie » : les morceaux invendus étaient reconditionnés en laboratoire, où on les redécoupait, en les passant en même temps au suif, qui a pour propriété de supprimer l'odeur et de redonner de la couleur à un morceau défraîchi. Le tout était alors réemballé sous plastique avec une autre étiquette de date limite de vente.

Toutes ces opérations sont en principe interdites par les règlements d'hygiène et des services vétérinaires, qui prévoient de faire retirer absolument toute marchandise périmée, qui interdisent de la stocker et qui ordonnent la destruction, pour éviter les risques de contamination.

Le directeur escroc et empoisonneur ainsi que le chef de rayon de la boucherie ont été inculpés de fraude ; le directeur a été arrêté.

C'est ce même personnage qui a fait appel à la police, il y a quelques mois, pour faire évacuer le magasin occupé par le personnel en grève.

Voilà l'individu qui a pu pendant des mois mettre en danger la santé de plusieurs milliers de personnes, tout en se remplissant confortablement les poches.

Correspondant local

Le dernier numéro de Ceux du Technique **est paru :**

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 140 F
pour une période de six mois : prix : 80 F
LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).
Ci-joint la somme totale de : francs .. ..
.. ..

NOM : .. ..
.. ..
Prénom : .. ..
.. ..
Adresse : .. ..
.. ..
.. ..
Code postal : .. ..
.. ..
.. ..

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

(1) Rayer les mentions inutiles.

Le suicide de Boulin

Jeu de massacre au gouvernement

éditorial

EN se suicidant, Robert Boulin a lancé un pavé dans la mare, qui a fait pas mal d'éclaboussures. Les politiciens de la majorité, mais pas seulement de la majorité, s'indignent. Ils se transforment en professeurs de vertu, fustigeant ceux qui ont révélé le scandale. On n'a pas le droit, disent-ils, de mettre en cause la vie privée des hommes politiques.

Que des dirigeants politiques mélangent leur activité politique avec des intérêts privés, les leurs, ceux de leur famille ou ceux des gens qui appartiennent à la même classe qu'eux, c'est une chose. Mais ce n'est pas une chose à dire. Oser, par exemple, mettre en parallèle le fait que Giscard d'Estaing ait des cousins germains qui occupent de hautes fonctions dans des sociétés ayant des intérêts en Afrique et l'intervention des parachutistes français en Centrafrique, cela relèverait, à les entendre, d'une intrusion inadmissible dans les affaires de famille. Rappeler que, si Giscard d'Estaing siège à l'Elysée, son père siégeait, il n'y a pas si longtemps, dans un certain nombre de conseils d'administration de grosses sociétés et que cela explique, entre autres, ses largesses pour les industriels, cela deviendrait une attaque personnelle ! Et ce qui est vrai pour Giscard vaut pour bon nombre de ministres, de politiciens ou de hauts fonctionnaires, dont la carrière consiste à passer allègrement des fonctions officielles aux postes dans le privé, et réciproquement. Car, parmi tous ces censeurs, tous ces faiseurs de morale, nombreux sont ceux qui sont liés au monde de la finance et de l'industrie. La lecture du Bottin mondain est édifiante à cet égard. Eux, et ceux dont ils représentent les intérêts, gèrent les affaires de l'Etat comme une affaire de famille. Et c'est pourquoi ils défendent qu'on y mette le nez.

Ce sont les mêmes qui font les lois. Ils les font dans l'intérêt des possédants auxquels ils sont si liés. Et, contre les petites gens, ils les font respecter sans faiblesse, affirmant que ces lois doivent s'appliquer à tous. Mais là, ils nous mentent effrontément car, lorsque ces mêmes lois les gênent, eux ou leurs amis, ils ne se gênent pas pour les outrepasser. Ils bénéficient de passe-droits. Ils trafiquent ou spéculent aux limites de la légalité, sans qu'on sache bien s'il sont au-delà ou en deçà de cette limite. L'important est que cela ne soit pas connu. Et lorsque le scandale éclate, ce n'est pas, la plupart du temps, parce que le droit a triomphé mais parce que, dans leurs combines, il leur arrive de se faire des croche-pieds entre eux. Et l'on voit alors se lever un coin du voile. La population peut entrevoir ce qui se passe dans la coulisse. Mais ce qu'elle en voit n'est qu'une toute petite partie de ce qui s'y passe réellement.

Ainsi, on a pu dire que l'affaire Boulin était une affaire bénigne. On veut bien le croire, car ce scandale-là n'est rien auprès d'autres, cachés. Ce n'est rien, de toute façon, à côté du scandale permanent constitué par le fait qu'une minorité de banquiers et d'industriels tirent leurs richesses de l'exploitation du travail de la majorité de la population. Mais il est révélateur du monde qui nous gouverne et des mœurs de ceux qui s'enrichissent à nos dépens. Les Giscard, les Barre nous prêchent la bonne parole. Ils expliquent aux travailleurs qu'il est nécessaire de faire des sacrifices, qu'ils doivent se serrer la ceinture pour que, disent-ils, « la France puisse faire face à une passe difficile ». Ils n'hésitent pas à accuser d'égoïsme et d'irresponsabilité ceux qui revendiquent un meilleur salaire, ou encore du travail, et à les rendre responsables des difficultés de l'économie.

Tous ces gens-là ne parlent qu'en utilisant de grands mots : « l'amour de la patrie », « le service de l'Etat », « l'intérêt national », « la solidarité nationale ». Mais, derrière ces discours ronflants destinés à abuser la population laborieuse, il n'y a que la sordide défense des intérêts de classe des exploiteurs, et la défense de leurs propres intérêts, qu'ils n'oublient pas au passage.

Quand, de temps en temps, le voile se déchire, ce qu'on aperçoit n'est pas beau et sent mauvais. Mais c'est bien parce qu'en dessous tout est pourri. Et cela donne une idée de l'ampleur du ménage qui serait à faire.

Arlette LAGUILLER

Avortement : la justice plus prompte à réprimer qu'à faire appliquer la loi

Deux médecins parisiens ont été inculpés d'infanticide et emprisonnés. Ils auraient fait avorter, dans une clinique privée (fermée une dizaine de jours auparavant, à la demande du ministère de la Santé, et dans laquelle étaient pratiquées, semble-t-il, des interruptions de grossessé au-delà du délai légal de dix semaines) une jeune fille mineure et amenée par ses parents, enceinte de plus de sept mois.

Les médecins affirment qu'en réalité ils ont pratiqué une interruption de grossesse de moins de six mois. Nous n'en savons pas plus.

Mais ce qui est sûr, c'est que l'Inspection générale de la santé publique, sur la plainte de laquelle une enquête avait été ouverte, et que la justice ont été dans ce cas bien promptes à réagir et à emprisonner ; ce qu'elles ne font jamais contre les médecins qui tournent la loi en faisant « traîner » les choses (voir notre article, page 4), contre les hôpitaux qui n'accueillent pas assez rapidement, ou pas du tout, les femmes désireuses de se faire avorter et qui les obligent ainsi à dépasser ce délai de dix semaines, au-delà duquel l'avortement devient illégal.

Mais dans ce cas précis — s'il s'avère bien sûr que les faits sont réels — c'est peut-être tout simplement l'ignorance de la jeune fille, ou la peur de révéler à son entourage qu'elle était enceinte, qui ont entraîné qu'elle ait recours si tardivement à une interruption de grossesse. Mais à qui la faute, sinon aux carences mêmes de la loi, qui interdit toute publicité sur les possibilités et les modalités de l'interruption volontaire de grossesse et sur les moyens anti-conceptionnels. A qui la faute, sinon aux préjugés qui font que ce qui touche à la sexualité, à la grossesse hors mariage, à l'avortement, est encore bien souvent considéré comme des choses honteuses dont on ne parle pas — au point qu'il y a encore, de nos jours, des adolescentes ou des jeunes femmes qui accouchent clandestinement et vont, dans leur solitude, jusqu'à l'infanticide.

D'autre part, l'enquête aurait révélé que les conditions de sécurité de la clinique en question étaient loin d'être bonnes.

Mais là aussi, s'il existe des cliniques privées spécialisées dans l'avortement, où faut-il donc chercher les responsabilités ?

C'est parce que les hôpitaux publics sont, pour la plupart, même quand ils possèdent un service d'IVG, bien incapables d'accueillir toutes les femmes décidées à interrompre leur grossesse.

Les médecins actuellement inculpés n'ont peut-être pas pratiqué cet avortement uniquement dans l'intérêt de la jeune fille. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il est vraiment trop facile pour les pouvoirs publics d'en faire des boucs émissaires !

S.F.

Meeting Lutte Ouvrière à PARIS

LE VENDREDI

16 NOVEMBRE

A 20 H 30

Salle de la Mutualité

Rue Saint-Victor

Paris 5e

Métro :

Maubert-Mutualité

LUTTE OUVRIÈRE A 5 F

A PARTIR DE CE NUMÉRO

Notre hebdomadaire est désormais vendu au prix de 5 F.

Rappelons que le prix de Lutte Ouvrière **n'avait pas changé depuis un an, puisqu'il était passé de 4 F à 4,50 F en décembre 1978. Depuis, avec l'inflation, son prix de revient, tant en ce qui concerne le papier que les coûts d'impression, a, comme tout le reste, augmenté.**

Pour couvrir ces frais, nous sommes donc contraints aujourd'hui de le vendre à 5 F. Nous savons que nos acheteurs en comprennent les raisons, et nous les en remercions.

L'avortement : la loi et la réalité

Pour avoir fait état du refus de certains médecins de pratiquer dans le cadre de la loi Veil de 1975 des avortements, le journal F. Magazine **vient d'être traîné en procès pour diffamation par « l'Union syndicale des médecins respectant la vie humaine ». Les médecins de cette association s'estimaient diffamés par un article de** F. Magazine **paru en novembre 1978, qui dénonçait les médecins qui refusaient de pratiquer des IVG au nom, entre autres, de leur « pouvoir » de décision.**

Divulguer la réalité est-il devenu une diffamation ? Qui pourrait affirmer aujourd'hui, cinq ans après la discussion de la loi au Parlement, alors que le gouvernement prétend la faire rediscuter par les députés, que cette loi est intégralement appliquée ?

Les témoignages en faveur de F. Magazine **étaient sur ce point éloquents : Marie-France Hau-Rouchard, munie d'un faux certificat de grossesse, a voulu tester les réactions de certains médecins : 1 250 F, 1 600 F pour une interruption volontaire de grossesse et, dans un autre cas, un médecin avertissant sa cliente qu'elle avait « 90 % de chances » de devenir stérile !**

Les faits révélés par ce procès ne sont pas isolés.

Le journal Elle **du 29 octobre citait le professeur Duval, titulaire d'une chaire de gynécologie obstétrique au CHU de Rouen et adversaire de l'avortement, qui refuse de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse :** « En 1975, une femme a porté plainte pour non-assistance à personne en danger. Elle m'a fait un procès, j'ai plaidé la clause de conscience. J'ai été relaxé ». **Ou encore le docteur Montbazet, gynécologue obstétricien à Brive** : « Je fais de la contraception mais j'essaie d'encourager la natalité. Je fais traîner... ». **A Tours, selon cette enquête, un médecin, chef d'un service de gynécologie,** « non seulement refuse de pratiquer un avortement, mais empêche toute son équipe d'en faire et menace de licenciement les infirmières qui participeraient à des IVG ». **Et ce journal constatait que** « la situation tient à un fil, à une « blouse blanche » plutôt », **et faisait état d'une quinzaine de départements ou bien tout à fait dépourvus de centres d'IVG, ou bien équipés d'un ou deux centres qui fonctionnent peu. En fait, ces médecins de « l'Union syndicale des médecins respectant la vie humaine » n'étaient pas nominalement attaqués par le journal** F. Magazine. **Mais s'ils le poursuivent en justice, c'est parce qu'ils sont opposés au droit à l'avortement pour les femmes.**

Ce que ces médecins dissimulent derrière cette « clause de conscience », c'est leur volonté de faire obstacle à l'application de la loi. Ils voilent derrière leur liberté personnelle leur choix de faire pression sur le corps médical, de limiter la liberté des femmes de pouvoir interrompre leur grossesse. Pourtant, quels hauts cris pousseraient tous les réactionnaires qui s'opposent à la liberté de l'avortement si des typographes communistes par exemple refusaient, par clause de conscience, d'imprimer le Figaro !

Et certains de ces médecins, dont de nombreux chefs de services de gynécologie-obstétrique, non seulement refusent de faire des avortements personnellement, au nom de la « clause de conscience », mais en plus imposent cette « clause de conscience » à tous les services dont ils sont responsables. La moindre des choses serait tout de même que les médecins gynécologues obstétriciens favorables à l'avortement puissent les faire et que ce ne soit pas quelques mandarins réactionnaires qui fassent la loi en leur nom.

Ce qui est essentiel, c'est que les femmes qui désirent avorter puissent le faire dans les meilleurs délais et conditions permises par les progrès scientifiques et dans tous les hôpitaux sans exception, y compris contre la volonté de certains médecins.

Nelly MEYER

Les deniers publics pour les écoles privées

Le gouvernement vient de prendre une décision favorisant les écoles privées. Actuellement les écoles privées ayant passé un contrat avec l'Etat bénéficient des subsides publics pour le paiement de leurs enseignants. Mais la plupart d'entre elles sollicitent des conventions ou des contrats dits « d'association », plus avantageux puisqu'ils font participer également les communes à leurs frais de fonctionnement. Et comme de nombreuses municipalités de gauche se montrent peu enclines à subventionner les écoles privées au même titre que les écoles publiques. Christian Beullac, le ministre de l'Education, a décidé de passer outre à leurs réticences. Les préfets pourront désormais, en cas de litiges entre écoles privées et municipalités, comme cela s'est produit ces derniers mois à Nantes, obliger ces dernières à assurer les dépenses de fonctionnement en question : 500 F en moyenne par élève et par an, comme cela se fait pour l'enseignement public.

Pour justifier son attitude, le gouvernement prétend que, de toute façon, l'enseignement public serait incapable d'accueillir les élèves qui se trouvent actuellement dans les établissements privés. C'est faire d'incapacité vertu. Et dans ce domaine comme dans bien d'autres, il avoue sa carence.

Mais il n'y a pas que cela. Car il prétend par ailleurs agir au nom de la liberté de conscience. Comme quoi, près de 80 ans après la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le jésuitisme continue de faire école. Car dans les faits, il ne s'agit pas de donner toutes facilités pour que chaque « famille de pensée », comme on dit, dispose des mêmes possibilités d'instruire et de former des jeunes. Chacun sait en effet qu'en France plus de 90 % de l'enseignement privé sous contrat est confessionnel, et plus précisément catholique.

Ainsi, même dans les municipalités qui ne seraient pas d'accord, les contribuables, quelle que soit leur « conscience », qu'ils soient d'une autre religion ou qu'ils refusent justement l'obscurantisme religieux devront subventionner les « écoles de curé ». En toute liberté, cela va de soi.

Dominique LEGER

Harrisburg : 17 infractions à la sécurité mais la direction ne s'estime pas "déficiente"

On se souvient de l'accident survenu à Harrisburg aux USA dans la centrale nucléaire de Three-Mile-Island en mars dernier.

S'il fallait une preuve de plus de l'irresponsabilité avec laquelle les capitalistes gèrent le nucléaire, la Commission américaine de réglementation nucléaire (NCR) vient de l'apporter : elle a infligé une amende de 150 000 dollars à la Metropolitan Edison qui exploite la centrale, coupable de 17 infractions relevées — rien que cela ! Et pas des peccadilles, puisqu'il s'agissait de fuites de tuyauterie non signalées, d'une valve laissée en mauvaise position pendant six mois, de l'explosion dans le bâtiment du réacteur signalée avec deux jours de retard, etc.

Le vice-président de la compagnie a reconnu « qu'il y avait eu des déficiences », *mais a déclaré qu'il ne pensait pas que la compagnie,* « ses ressources, ses capacités techniques, son organisation, sa compétence ou son souci de sécurité étaient déficients » !

On ose à peine imaginer ce que cela aurait été si la direction de la compagnie se considérait comme déficiente ! De tels propos ne sont-ils pas à l'image de l'irresponsabilité des capitalistes, qui sont prêts à confesser quelques erreurs, lorsque celles-ci sont tellement visibles qu'ils ne peuvent pas faire autrement, mais qui réclament aussitôt qu'on continue de leur faire confiance ?

C'est le même raisonnement que font les ministres en France. Ils nous demandent de faire confiance et d'accepter que l'on mette en activité des centrales nucléaires, alors qu'on y a décelé des fissures, comme à Tricastin ou Gravelines. Après tout, disent-ils, rien ne prouve que ces fissures soient dangereuses ; et rien ne garantit qu'il y aura un accident. Ils ont le front d'affirmer que faire des réparations dans ces conditions, ce serait peut-être faire des dépenses inutiles. Si un automobiliste refusait de changer un pneu usé sous prétexte qu'il n'est pas certain qu'il éclate, non seulement il ferait preuve d'inconscience envers lui et envers les autres usagers, mais il serait répréhensible devant la loi.

Mais le bon sens et la loi qui s'imposent à de simples usagers n'ont plus cours lorsqu'il s'agit des intérêts des capitalistes. Dans ces conditions, leur faire confiance c'est accepter de les laisser jouer à la roulette russe avec la sécurité de populations entières.

Michel BROUSSE

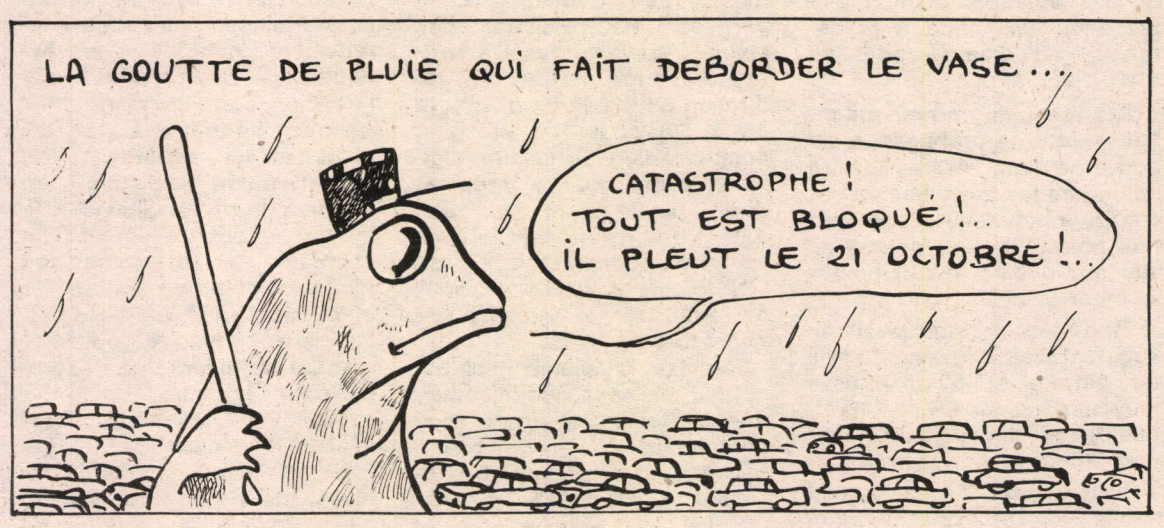
Fête de Lutte Ouvrière à Lille

SAMEDI 17 ET 18 NOVEMBRE
AU PALAIS RAMEAU

SAMEDI : BAL A PARTIR DE 19 H

DIMANCHE : MOULES-FRITES A MIDI

Il n'y a pas que la circulation qui « décode » de plus en plus...



Jeudi 25 et vendredi 26 octobre en fin d'après-midi, la circulation était pratiquement paralysée dans tout Paris. Dans les grandes artères comme dans les petites rues, aux carrefours comme sur le périphérique, des centaines de milliers de conducteurs étaient bloqués pare-chocs contre pare-chocs.

Dès le samedi, la police et « Monsieur Sécurité Routière » ont tenu à faire savoir que « les codes n'y sont pour rien ». En effet, ces soirs-là, il y avait eu plus d'automobilistes en panne que d'habitude, au point que bien des conducteurs s'étaient demandé si, la pluie aidant, les batteries n'avaient pas été trop sollicitées par l'obligation récente de rouler tous feux allumés.

Que les nouvelles dispositions du code de la route aient pris au dépourvu certains automobilistes, ce n'est pas impossible, bien que dans la plupart des autres pays d'Europe l'obligation de rouler en code dans les villes existe depuis longtemps sans que cela rende la circulation ni plus ni moins difficile qu'ici, apparemment.

Ceci dit, codes ou pas, jeudi et vendredi, on a été à deux doigts de la saturation, selon l'aveu même des responsables de la circulation. Et pas seulement aux heures de pointe ; ou alors il faut étendre ce terme à l'ensemble de la journée. Jeudi, le souterrain qui mène des Tuileries aux berges de la Seine a vu passer 62.000 automobilistes en 24 heures, alors que l'on estime à 63.000 la limite de blocage de ce souterrain. Dans certains carrefours on a assisté à des attentes inimaginables : 40 minutes pour traverser la place Pereire, vendredi soir, plus de 45 minutes pour dépasser la gare du Nord (cela fait 300 mètres de chaussée) ce même soir... Des exemples semblables, tous les Parisiens ou les banlieusards en ont à raconter.

Du côté des pouvoirs publics officiellement, on ne s'affole pas. On a même une explication : les embouteillages, ce serait normal, avec l'arrivée du mauvais temps, l'augmentation du trafic... et la mauvaise conduite des automobilistes.. Vraiment, bravo pour ces messieurs qui décident de l'organisation des réseaux de transports ! Considérer que, à Paris, fin octobre, la pluie est un phénomène somme toute accidentel, puisqu'il ne rentre pas dans les prévisions, c'est vraiment fort !

Et ils vont sûrement trouver des explications analogues pour justifier le fait que, dans le métro, plus cela va, plus les rames sont bondées. Même longtemps après la sortie des usines ou des bureaux, sur certaines lignes, on est entassés comme des sardines, à 20 heures et plus, parfois. Si certaines stations, (bien rares) ont été ouvertes, comme sur la ligne d'Aubervilliers, elles sont pratiquement déjà engorgées, à peine créées.

Eh oui, c'est bien là le problème. Métro, circulation, on va de plus en plus souvent se trouver à la limite de la catastrophe et du point de rupture. D'un côté, les gens sont poussés à utiliser leur voiture, car on manque de transports en commun, tandis que de l'autre, il y a tellement de voitures en circulation que l'on ne peut plus rouler et que Paris peut se trouver paralysée pendant deux, trois ou quatre heures. Mais comme, avec l'élévation du coût de l'essence et la perte de temps qu'occasionnent les embouteillages, il y a tout lieu de prévoir qu'un certain nombre d'automobilistes vont se rabattre sur les transports en commun... et que ceux-ci surchargés, risquent de s'engorger complètement et de se paralyser à certaines heures, la boucle est bouclée et la situation inextricable. Car ce qui est en cause, ce ne sont pas les conducteurs, la pluie ou on ne sait trop quoi d'autre, mais bien l'anarchie, l'improvisation qui sont de règle dans cette société.

C'est toute l'organisation sociale qui est en cause, l'organisation du travail qui fait que des millions de personnes se déplacent en même temps, ainsi que l'extension monstrueuse de la banlieue parisienne...

Bien sûr, à chaque fois que la situation est critique, l'Etat intervient... juste ce qu'il faut pour que la société ne périsse pas étouffée, bloquée dans les embouteillages, ou les rames de métro. Et même cela, il n'est pas certain qu'ils en soient capables.

Pierre LAFFITTE

Les motards ne veulent pas casquer

Le gouvernement a beau faire la sourde oreille, il est bien obligé d'entendre parler des motards ! Dimanche dernier, ils ont encore fait parler d'eux, manifestant une nouvelle fois leur mécontentement devant la décision d'instituer une vignette pour les motos et la réforme du permis moto.

Le défilé de milliers de motards a ralenti la circulation dans Paris et sur les routes du week-end ? Bien sûr ! Mais il faut avoir l'esprit chagrin et la mauvaise foi d'un rédacteur du **Figaro** pour prétendre que cela **« exaspère tout le monde »**. Non, dimanche, les motards ont trouvé le moyen de mettre les automobilistes de leur côté en investissant les péages des autoroutes, permettant ainsi à tous de passer gratuitement. Les automobilistes étaient invités par les motards à verser à une quête dont le produit était destiné aux personnes âgées — ce qui était, soit dit en passant, la destination toute théorique du produit de la vignette automobile lorsqu'elle avait été instituée...

Les motards ne font que se défendre contre un gouvernement qui prétend les faire rentrer dans la catégorie des trop nombreuses personnes qu'il rançonne à coups de taxes. Ils ont déjà fait faire un premier recul au gouvernement, qui n'a maintenu la vignette que pour les motos de plus de 750 cm3. Ils n'ont pas de raison d'en rester là, et ils ont déjà annoncé leur intention de venir le dimanche 4 novembre de tout le pays manifester dans Paris en moto...

Souhaitons-leur de réussir. Ils prouveront, ils prouvent déjà, que ce n'est pas une fatalité de se faire coller des vignettes à tout propos ! Et que, cette vignette-là, le gouvernement peut se la mettre quelque part...

J.J.F.

Le 27 octobre : à Marseille, comme à Paris, les motards manifestent.

Les handicapés rejetés par la société

Le Conseil municipal de Sèvres, dans les Hauts-de-Seine, après un débat auquel a assisté un public assez nombreux, vient de décider d'accepter le projet d'implantation d'un centre d'accueil pour handicapés adultes dans l'un des quartiers de cette ville. Et ceci malgré l'opposition d'un certain nombre d'habitants de ce quartier qui, sous des prétextes divers, et quelquefois pour des raisons sordides, comme la crainte de voir le prix de leur propriété baisser à cause de ce voisinage, refusaient de voir ce foyer s'installer à leurs portes.

La presse a largement repris cette affaire, peut-être parce que c'est l'acteur Lino Ventura qui avait acheté, pour l'association « Perce-Neige », la maison qu'il s'agissait de transformer en foyer ; peut-être aussi parce que la municipalité de Sèvres est dirigée par un maire communiste et que les journaux pro-gouvernementaux ont saisi l'occasion de montrer ses difficultés.

En tout cas, le ton était à l'indignation vis-à-vis de ces gens qui refusaient de voir s'installer près d'eux des handicapés adultes.

On peut bien sûr s'indigner, et il y a de quoi. Mais au fond, les habitants du quartier de La Châtaigneraie à Sèvres n'ont jamais fait que calquer leur attitude sur celle de toute la société et de l'Etat...

Car l'attitude générale vis-à-vis des handicapés, qu'ils soient atteints de handicaps physiques ou mentaux, c'est de les exclure de la vie sociale, de les parquer dans des maisons ou des asiles, de les cacher.

Et de plus, c'est souvent dans des conditions déplorables qu'ils sont accueillis. Parce qu'il s'agit de gens sans défense, l'Etat n'accorde que de maigres crédits et laisse le plus souvent à des associations et à des dévouements privés la tâche de s'occuper de ce problème.

L'attitude générale, c'est de ne rien faire pour les insérer dans la société, pour leur donner sans doute pas des travaux ou des tâches que leur handicap ne leur permettent pas d'accomplir, mais une activité sociale, un travail, à la mesure de leurs moyens, qui leur permettent de vivre au milieu des autres hommes, d'être utiles et de trouver leur place.

Alors, tant mieux si, malgré les oppositions, le foyer peut être installé à Sèvres.

Mais le problème de la place des handicapés dans cette société reste entier.

Roger PERIER

Des statistiques qui servent à programmer des sacrifices pour la classe ouvrière

L'Institut de la Statistique vient de publier les résultats d'une enquête sur l'évolution de la situation économique jusqu'en 1985, faite à la demande du Commissariat au Plan.

Ces résultats correspondent tellement à la propagande du gouvernement, visant à faire croire que les travailleurs n'ont d'autre choix que d'accepter une baisse de leur niveau de vie, que celui-ci aurait pu les inventer.

En partant du principe d'une augmentation moyenne du prix du pétrole et d'une baisse moyenne de la devise américaine, les statisticiens imaginent différentes hypothèses.

Tout d'abord ils envisagent que le gouvernement continuerait à mener la même politique en « ajustant » simplement quelques données (augmentation de l'impôt, « modération » de la consommation des ménages). Dans ce cas, le chômage, d'après l'INSEE continuerait d'augmenter au rythme de 80.000 à 150.000 chômeurs en plus par an pour atteindre le chiffre de 2.400.000 ou 2.500.000 en 1985.

Jugeant cette aggravation désastreuse, les experts ont donc envisagé une seconde hypothèse, correspondant à une politique dite « d'adaptation structurelle ». En quoi consiste cette dernière ? D'une part en une réduction des charges sociales des entreprises et d'autre part en une réduction du temps de travail (à 35 h 50) sans (ou presque) compensation de salaire. Cette solution, qui se traduirait donc ouvertement par une baisse des revenus de la classe ouvrière, permettrait, dit l'INSEE, de limiter à 1 900 000 ou 2 000 000 le nombre de chômeurs en 1985.

Reste la troisième hypothèse, qui envisage que la réduction du temps de travail soit compensée à 75 % par exemple. Elle nous ramènerait quasiment, toujours d'après l'INSEE, au premier cas et ses 2 400 000 chômeurs.

Conclusion simple, que le gouvernement s'est empressé de développer : la diminution du chômage à moyen terme dépendrait donc, selon lui, des sacrifices que la classe ouvrière est prête à consentir dès maintenant si elle accepte de voir ses ressources diminuer. Comme si c'était les travailleurs qui sont responsables du chômage !

Comme si préserver la rentabilité des entreprises et sauvegarder les profits des patrons était la meilleure façon de limiter le chômage ! La chanson n'est pas nouvelle. « Ajustées » ou « structurellement adaptées », les hypothèses développées par l'INSEE correspondent aux besoins du patronat. Et les plans et les hypothèses du gouvernement reviennent en quelque sorte à diminuer le rythme d'accroissement du chômage en proposant au mieux d'étendre à tous le chômage partiel. Mais les statisticiens, comme le gouvernement, n'imaginent que des travailleurs résignés.

Les 35 heures sont à l'ordre du jour, c'est l'INSEE qui l'affirme. Sans amputation du niveau de vie des travailleurs, c'est possible ! A condition de réduire les profits des industriels et des banquiers et, s'il le faut, de s'en prendre à leurs capitaux. C'est une hypothèse qui n'a pas été envisagée par l'INSEE, et pour cause. Car elle suppose que les travailleurs s'en prennent aux possédants, à ceux qui sont responsables de la crise... Mais c'est le seul scénario raisonnable et sérieux pour la classe ouvrière.

Marielle LEMONNIER

Le gouvernement voudrait nous faire croire que le seul moyen d'éviter que le nombre de chômeurs n'atteigne les 2.400.000, c'est d'accepter le travail — et le salaire — partiels !

PAS DE VERITE DES PRIX POUR LES BANQUES

Les prix doivent être affichés visiblement ! Quand on est petit commerçant, pas possible de se soustraire à la réglementation : les services officiels veillent.

Par contre, monsieur Monory ne semble guère s'en prendre aux banquiers qui, eux, se gardent bien de pratiquer la « vérité des prix ».

Il est vrai que cela voudrait dire annoncer à la clientèle que le même produit a au moins... sept prix différents.

C'est le cas par exemple au Crédit Lyonnais pour les deux crédits les plus courants : l'escompte commercial et le découvert par caisse.

La clientèle est codifiée en catégories ; et une remise d'effets de commerce, qui coûtera à un trust environ 12 % d'agios, sera facturée à certains petits commerçants plus de 17 % ! Ces derniers paient donc pour le même produit 40 % plus cher.

En somme, il y a sept classes différentes, et c'est le tarif de 1re classe qui est de loin le moins cher !

Alors, messieurs les banquiers, chiche que vous affichiez vos prix !

LA FACTURE PETROLIERE DIMINUE, LES PRIX AUGMENTENT

Si tout va mal en France, d'après le gouvernement et la presse, c'est à cause du prix du pétrole qui coûterait toujours de plus en plus cher. C'est lui qui est présenté comme la cause de tous les maux, du chômage, de la hausse des prix, etc. Il faut donc se serrer la ceinture, se chauffer moins, rouler moins vite, etc.

Or le très officiel Institut de la Statistique (INSEE) vient de montrer qu'en 1979 la France paie moins cher son pétrole qu'en 1974. La facture pétrolière, par rapport à l'ensemble des richesses produites en France, serait comparativement moins élevée aujourd'hui qu'il y a cinq ans.

Quant aux pays producteurs, leur pouvoir d'achat a baissé de 5 % en 6 ans. C'est-à-dire qu'ils ont augmenté moins vite le prix du pétrole que les pays riches n'ont augmenté le prix de leurs produits manufacturés.

Alors, comment se fait-il que nous, nous payions notre essence et notre fuel toujours plus cher ? C'est que les compagnies pétrolières, elles, font des super-bénéfices. En un an, l'augmentation des bénéfices a été de + 140 % pour Mobil, + 120 % pour Exxon, + 97 % pour Gulf. Alors, il ne faut pas s'en faire : notre argent n'est pas perdu pour tout le monde.

Laurence VINON

Le CNPF et le temps de travail : MOINS = PLUS

CNPF et syndicats se sont à nouveau rencontrés le 29 octobre pour discuter de l'aménagement du temps de travail. Ils ont repris rendez-vous pour le 15 novembre.

Mais pour le patronat, pas question de diminuer le temps de travail ou d'allonger la durée des vacances, comme le réclament les syndicats. Au contraire, il veut surtout profiter de la crise pour obtenir un retour en arrière sur la législation sociale et pouvoir adapter la durée du travail au mieux des besoins de la production. Ainsi, par la bouche d'Yvon Chotard, vice-président du CNPF, les patrons ont réclamé de pouvoir imposer les heures supplémentaires sans avoir à demander l'accord préalable de l'inspecteur du travail. De même, ils voudraient que le calcul des heures supplémentaires soit effectué sur le mois, et non plus sur la semaine, ce qui leur laisserait la possibilité d'employer des travailleurs 50 heures une semaine et 30 heures une autre, au gré de la conjoncture, et de supprimer le paiement d'une bonne partie des heures majorées. A ce prix, ils seraient prêts à concéder une petite réduction des heures supplémentaires portant la semaine de travail à 44 heures en moyenne pour 1982 (au lieu de plus de 45 heures aujourd'hui).

Une assemblée du CNPF : ces messieurs veulent aménager notre temps de travail à leur avantage.

Ainsi, loin de discuter d'une diminution du temps de travail pour résorber le chômage, les patrons entendent surtout en profiter pour disposer d'une main-d'œuvre encore plus souple, susceptible de répondre encore plus à leurs besoins, au moindre coût.

Les syndicats se sont, paraît-il, montrés déçus au sortir de cette rencontre. Ils auraient été refroidis par les propositions patronales. La CFDT a cependant tendu une perche en faisant des contre-propositions qu'Yvon Chotard a jugées intéressantes, sur le retour progressif aux 40 heures pour... 1983. Quant à la CGT, par la bouche de Lucien Chavrot, elle juge que les propositions patronales *« sont en régression sur des garanties acquises »*.

Mais que peut-on espérer de ces négociations, entamées maintenant depuis un an et demi, et sur un sujet qui est loin de répondre aux préoccupations majeures des travailleurs aujourd'hui ? Les patrons se proposent de revoir le temps de travail à leur avantage. Les syndicats discutent du problème et cherchent à négocier quelques réductions d'horaires. Mais ce sont les 35 heures qui sont nécessaires, sans réduction de salaire, pour les travailleurs aujourd'hui. Et cela ne peut certainement pas être obtenu par ces discussions autour du tapis vert.

Roger MEYNIER

PARIS - GARE DE LYON

Une opération "coup de poing" qui provoque des incidents

La presse et un poste de radio ont évoqué des incidents qui se sont produits mardi matin 30 octobre, à la gare de Lyon à Paris. Un contrôleur aurait été roué de coups et hospitalisé à la suite d'une altercation avec des voyageurs. Que s'est-il réellement passé ?

Comme cela se produit souvent, la SNCF avait décidé un « contrôle général » des billet ce matin-là à l'arrivée des lignes de banlieue. L'extrémité du quai C était donc barrée par des barrières métalliques et une vingtaine de contrôleurs laissaient passer les voyageurs au compte-gouttes. Derrière eux une bonne dizaine de civils (policiers ou agents SNCF ?) et enfin une escouade de policiers en uniforme.

Les voyageurs évidemment n'appréciaient pas ce quadrillage quasi militaire, et surtout la perte de temps due à l'embouteillage occasionné par ces contrôles, à une heure où la plupart des usagers sont pressés.

Sous des quolibets, les contrôleurs continuaient imperturbablement à contrôler ou à verbaliser. Un attroupement eut lieu lorsqu'une femme fondit en larmes au moment de devoir payer une amende, la situation était déjà tendue, lorsque peu après 8 heures, un contrôleur s'empara de la carte orange d'une femme âgée, habituée de la ligne et voulut lui faire payer une amende sous un prétexte futile. De tels prétextes ne manquent pas : il suffit de n'avoir pas signé sa carte orange, ou de n'avoir pas reporté le numéro de la carte sur le coupon mensuel pour ne pas être en règle.

Mais cette fois un attroupement se forma. Une vingtaine de voyageurs ont entouré le contrôleur, lui demandant de rendre la carte. Ils scandèrent « Rendez la carte ! Rendez la carte ! ». Des injures fusaient : « Salaud, vendu, tu l'auras ta prime ! », un voyageur exaspéré : « Moi je suis cadre, je tiens à vous dire que la SNCF n'est pas en règle quand elle nous transporte comme du bétail. Rendez cette carte immédiatement ! ».

L'attroupement grossissait, la température montait. Le contrôleur ne voulait toujours rien savoir.

Des voyageurs ont alors décidé d'aller à la direction de la gare, en amenant avec eux le contrôleur. Une mini-manifestation d'une cinquantaine de personnes s'est alors formée aux cris de « A la direction, rendez-lui sa carte ! ».

C'est à ce moment-là que la police est intervenue en saisissant au hasard l'un des voyageurs et en le traînant de force au commissariat de la gare. Les voyageurs indignés tentèrent de s'interposer et c'est alors qu'une bagarre se déclencha. Le soir même un voyageur signalait au Comité d'usagers d'une des gares du réseau, que sa femme, enceinte, avait été projetée dans les escaliers mécaniques !

Mais les voyageurs ont continué à manifester vers le commissariat de la gare, rue de Bercy : « Libérez-le ! Rendez-lui sa carte ! ». Et c'est dans ces circonstances que les policiers ont interpellé un postier du centre PLM, situé juste à côté de la gare de Lyon, et qui est allé rejoindre au poste le voyageur interpellé. Ces deux personnes ont passé la journée au poste et n'ont été relâchés que dans la soirée.

Quant au contrôleur soi-disant hospitalisé, deux heures après les incidents, il est entré au poste de police, sur ses deux jambes et apparemment en excellente santé...

Dans ce genre d'affaires, c'est la direction de la SNCF qui est entièrement responsable. Pour des raisons d'économies, pour supprimer des postes de travail, elle a mis fin aux contrôles des titres de transports qui se faisaient auparavant à l'entrée des gares et des quais. Et elle les a remplacés par des opérations « coup-de-poing » comme celle du mardi 30, qui exaspèrent les voyageurs et leur font perdre leur temps. En tout cas, les usagers ont montré ce jour-là qu'ils entendaient se faire respecter, et la SNCF ferait bien d'y réfléchir à deux fois avant de refaire à nouveau une telle opération coup-de-poing anti-voyageurs.

Un employé des PTT menacé de sanction

L'incident de la gare de Lyon a provoqué une certaine émotion au centre de tri-PLM. Ce sont les syndicats CGT puis CFDT des cheminots qui nous ont prévenus que l'une des deux personnes interpellées le matin était un de nos camarades de travail.

Dans la soirée une délégation CGT-CFDT s'est donc rendue au commissariat de police de la gare. Là, elle s'est entendu répondre : « Ce n'est pas une affaire politique, c'est une affaire de droit commun, nous n'avons rien d'autre à vous dire, si vous voulez en savoir plus, adressez-vous à votre chef de centre ». Ce dernier était absent le soir même, nous avons demandé audience pour le mercredi matin. Entre temps les deux interpellés étaient relâchés. Le chef de centre a répondu aux syndicats que si l'affaire n'avait pas de suite juridique, elle serait classée, mais que dans le cas contraire, notre collègue aurait une sanction administrative. On en est là pour le moment : deux personnes risquent donc d'être poursuivies par les tribunaux et un postier est sous la menace d'une sanction, alors que ni l'une ni l'autre n'ont commis de délit ! Une affaire à suivre donc, car il n'est pas dit que les travailleurs du tri, ni les voyageurs d'ailleurs, laissent faire sans réagir.

FOYERS SONACOTRA :

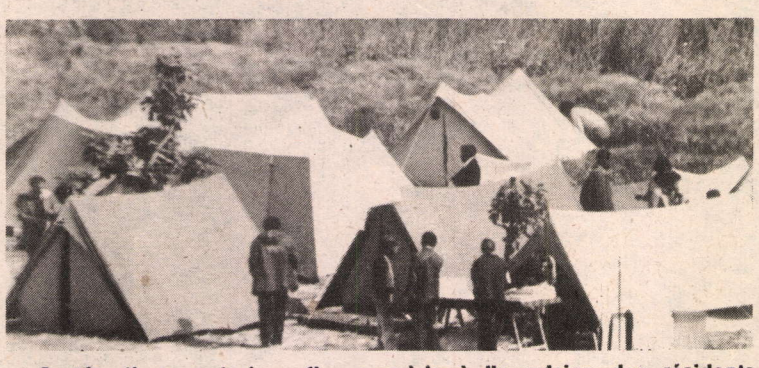
un témoignage sur l'expulsion au foyer de Nanterre par la police

Dans les foyers Sonacotra, la grève des loyers a commencé il y a quatre ans. Après avoir multiplié les procès contre les résidents en grève, la direction de la Sonacotra fait expulser les occupants par la police. Un résident de Nanterre raconte comment la police procède :

« A Nanterre, il y a deux foyers l'un à côté de l'autre, dans chaque foyer résidaient cinq cents travailleurs. Dans le foyer situé au numéro 6, il y avait 85 personnes qui étaient passées en jugement pour la grève des loyers, et ils avaient été condamnés à payer l'arriéré sous peine d'expulsion.

La semaine dernière, la police est venue vers 9 heures du matin pendant que tout le monde était au travail, ils ont encerclé le quartier, et ils sont entrés dans le foyer du n° 6, ils ont sorti toutes les affaires.

Quand on est arrivé le soir, en rentrant de notre travail, il y avait plein de policiers dans la rue. Il a fallu passer devant 5 ou 6 CRS pour entrer dans le foyer. Ils demandaient les papiers, la carte de séjour et tout, ils nous disaient que si nous étions d'accord de payer 1.500 F tout de suite, on pouvait rentrer, sinon il fallait rester dehors. Et il pleuvait. Nous n'avions pas d'argent sur nous. Si nous disions que nous voulions bien payer, il fallait aller chez le gérant et il disait, selon la tête du client, **« Oui celui-là c'est d'accord »** ou non. Il donnait alors une carte rose « un laissez-passer » ou une carte jaune valable quelques jours pour ceux qui ne versaient pas les 1.500 F tout de suite.



Systématiquement, la police procède à l'expulsion des résidents des foyers Sonacotra. Ici ceux du foyer de Garges-lès-Gonesse, après leur expulsion en juin 1979.

Les portes du foyer au n° 6 étaient bouchées avec des parpaings, et ceux qui acceptaient de payer ont été regroupés dans l'autre foyer au n° 4. L'autre est maintenant vide. Même au n° 4 on ne peut rentrer que par une petite porte. Ceux qui n'ont pas payé sont hébergés chez des amis, d'autres dans une salle prêtée par la mairie.

— Comment s'est passée l'expulsion ?

Quand les policiers sont entrés dans les chambres, ils ont empilé toutes les affaires en vrac, même les costumes, dans des sacs en plastique, et ils ont tout emmené. Plus tard, la mairie nous a fait rapporter les sacs, en bas dans la rue, et chacun allait voir s'il retrouvait ses affaires. Il y a des copains qui n'ont pas retrouvé certaines choses : surtout des postes transistors, quelques-uns avaient de l'argent dans leur chambre, 300 F, 400 F ils n'ont rien retrouvé.

— Ils n'ont pas porté plainte ?

— A qui ? Ceux qui avaient laissé des papiers dans leur chambre ne les ont pas retrouvés. Cela c'est pour nous faire des embêtements car il faudra retourner à la préfecture. »

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS :

un budget en culottes courtes

0,64 % des dépenses totales de l'Etat, telle est la part ridicule attribuée cette année au ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ce budget finance non seulement l'ensemble des activités sportives, le salaire des professeurs d'éducation physique, mais il comprend également les subventions pour les colonies de vacances et pour les associations de jeunesse. Le ministère ayant dû augmenter un peu le nombre de professeurs d'éducation physique, ce sont tous les autres postes qui subiront une grave diminution. L'Etat en laissera la plus grande part retomber sur le dos des municipalités et des comités d'entreprise. Un exemple : la subvention de l'Etat aux colonies de vacances revient à donner 30 centimes par jour de vacances et par enfant !

Jean-Pierre Soisson, monsieur 0,6 pour cent, manque de crédits, mais il ne manque pas de souffle puisqu'il a osé déclarer qu'il faisait **« une véritable politique du sport à mi-chemin entre le sport d'Etat des pays de l'Est et le libéralisme absolu des pays anglo-saxons »**. Il s'est également félicité de bénéficier d'un apport financier non négligeable grâce à un prélèvement affectué sur les bénéfices du loto et du PMU. Eh oui, Soisson trouve une partie de son budget sous les sabots d'un cheval !

Au moins on ne pourra pas accuser le ministre de favoriser le sport d'élite au détriment du sport de masse, car il ne pourra rien faire ni pour l'un ni pour l'autre.

Soisson est également ministre de la Jeunesse, mais la jeunesse ça passe, alors pourquoi se donner du mal ?

IL Y A 25 ANS : le peuple a

Les réactions de la presse en France après le 1er novembre 1954

C'est à Mendès-France, chef du gouvernement depuis le 18 juin 1954, assisté alors de Mitterrand au ministère de l'Intérieur, qu'allait revenir la responsabilité de réprimer les premières manifestations de l'insurrection algérienne.

Dès les lendemains du 1er novembre 1954, CRS, gardes mobiles et parachutistes furent envoyés en renfort en Algérie. Les arrestations, les tortures, les ratissages, la répression commençait. L'impérialisme français s'engageait dans une nouvelle guerre coloniale, guerre dont le gouvernement d'ailleurs n'a jamais voulu dire le nom, ne parlant que d' **« opérations de maintien de l'ordre »**, de **« pacification »** et de **« lutte contre une rébellion »**.

Et cette politique a reçu un large soutien des partis et de la presse. Pour la quasi-totalité des quotidiens, les attentats du 1er novembre ne pouvaient être le fait que de « bandits » ou de « terroristes agissant dans le cadre d'un complot étranger ». Ainsi **L'Aurore** du 2 novembre écrit : **« L'Afrique du Nord est l'objet d'une véritable agression. Il s'agit de la défendre contre un banditisme étranger qui prétend exercer contre nous et nos amis musulmans un véritable chantage à l'assassinat »**. Le gouvernement annonçait que des mesures avaient été prises. **« La sauvagerie des actes commis doit exclure, dans la prévention et dans la répression toute idée de faiblesse »**.

Quant à **France-Soir** du 3 novembre, sous un gros titre en première page déclarant **« Les terroristes d'Algérie sont dirigés de l'extérieur »**, il écrivait : **« Il s'agit vraisemblablement d'une manœuvre de choc commandée par des spécialistes de l'agitation islamique pour tenter de créer un climat d'insécurité dans un pays dont la population est parfaitement calme et où ne se pose aucun problème politique sérieux »**. Complot aussi pour **Le Figaro** du 2 novembre : **« Dans l'ombre, des hommes cherchant à devancer les accords possibles, à annihiler les effets d'un plan d'action économique et social, emploient tous les moyens — ceux de l'attentat, de l'assassinat, de l'émeute — pour empêcher une entente entre la France et les peuples d'Afrique du Nord »** (...) **« Les fils du complot ne passent pas tous par Le Caire où, tout au moins, ils se prolongent et se ramifient bien au-delà de ce grand centre d'agitation islamique ». Le Monde** n'était pas en reste. Dans son numéro daté du 3 novembre, il écrivait : **« Il semble en tout cas que l'on se trouve en face d'une organisation étrangère aux formations nationalistes comme à la population. Tout se passe comme si une main invisible cherchait à ruiner les solidarités verticales France-Afrique du Nord dans l'instant même où l'on parait pouvoir les renforcer. Les animateurs de cette œuvre de destruction doivent être combattus, ses exécutants doivent être découverts, poursuivis et châtiés. Mais la répression doit être lucide et loyale si l'on ne veut pas pousser les populations dans les rangs des hors-la-loi »**.

La gauche et sa presse allaient soutenir, sinon dans la forme, du moins sur le fond, l'attitude de l'impérialisme français. Ainsi dans **le Populaire,** organe du Parti Socialiste (SFIO) du 2 novembre, on pouvait lire : **« Certains, qui ne trouvent pas toujours leur inspiration en France et dans l'Union française, auraient-ils intérêt à brouiller les cartes, à pratiquer la politique du pire pour empêcher toute réconciliation franco-musulmane ? »**.

Quant au PCF, il y mit quelque forme. En 1945, alors associé au pouvoir, il dénonçait à propos de l'insurrection de Sétif la **« provocation politique savamment organisée par les gens des trusts en Algérie et par les hauts fonctionnaires vichystes qui sont leurs instruments au sein du gouvernement général »**, et son Comité central déclarait le 12 mai qu' **« il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute »** car il considère comme **« inséparables les intérêts de la République, de la France et de l'Union française »**. En 1954, reléguée dans l'opposition, sa position fut plus enveloppée. Sans renoncer à sa thèse de la provocation, il se contenta dans les premiers jours de critiquer la répression. Et il fallut attendre le 9 novembre pour qu'enfin il prenne position par l'intermédiaire de son bureau politique et rejoigne, tout en dénonçant les méfaits de la politique coloniale française, le chœur de ceux qui condamnaient les auteurs du 1er novembre : **« Le Parti Communiste Français ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, SI MEME ILS N'ETAIENT PAS FOMENTES PAR EUX »** (souligné par nous). Comme on peut voir, le PCF répandit, lui aussi, la thèse de la provocation, sous la forme hypocrite de l'insinuation. Quant à ses solutions politiques, il proposait : **« Arrêter immédiatement la répression »**, **« Ramener en France les troupes et les forces de police acheminées en Algérie depuis trois mois »**, **« Reconnaître le bien fondé des revendications à la liberté du peuple algérien »** et de **« Discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion algérienne : délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, profesisonnelles et culturelles, personnalités »**. Mais ce n'est pas par hasard qu'il ne prononçait pas le mot d'indépendance. C'est une solution qu'il refusait — et refusera des années — de soutenir.

DANS la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, à Kenchala et à Arris dans les Aurès, en Kabylie, dans le Constantinois, dans l'Algérois et à Alger même ainsi qu'en Oranie, des groupes de quelques hommes, posant des bombes artisanales et tirant les quelques cartouches dont ils disposent, donnaient le signal d'une insurrection qui allait mettre fin à la domination française en Algérie. Cette insurrection, transformée rapidement en guerre de libération, allait durer sept ans et coûter près d'un million de morts au peuple algérien, sur une population de neuf millions.

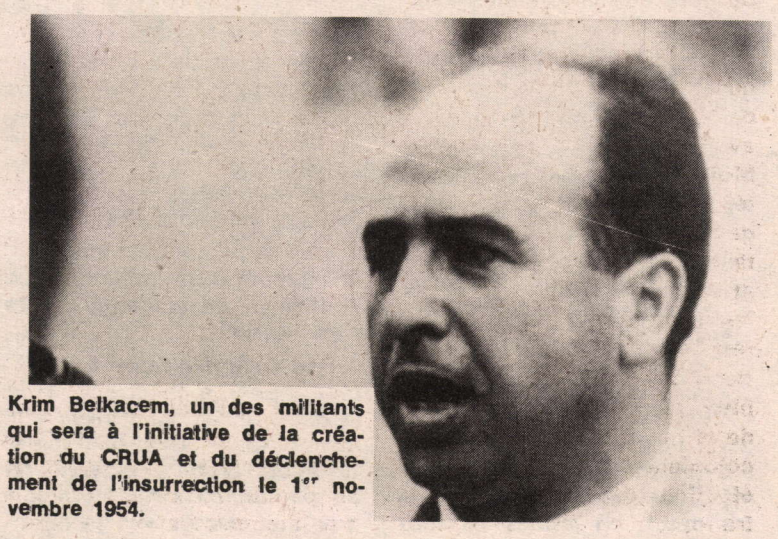
Une poignée d'hommes, décidés et organisés, purent entraîner derrière eux tout un peuple. C'était la réponse à plus d'un siècle d'exactions et d'oppression de l'impérialisme français, qui avaient fait naître en Algérie une situation explosive.

Colonisée depuis près de 125 ans, la population algérienne avait été dépossédée. Trois millions d'hectares de terres, les meilleures, étaient passées aux mains des colons. Les grands domaines de plusieurs milliers d'hectares, permettant les cultures modernes et mécanisées, produisaient pour l'exportation. Deux tiers des six cent mille hectares de bonnes terres étaient plantées en vignes. Par contre, les cultures vivrières étaient en régression.

En 1940, chaque Algérien ne disposait déjà plus que de 2,5 quintaux de céréales par an, moitié moins qu'en 1871.

Les « réalisations apportées par la France » se sont traduites par la ruine de l'artisanat traditionnel, sans pour autant qu'il se soit développé une industrialisation. L'Algérie n'avait aucune sidérurgie, mais de grandes sociétés pillaient et exportaient ses richesses en phosphate et en fer. Le grand commerce était aux mains de compagnies françaises qui importaient à des prix élevés les produits de la métropole. Non seulement le régime colonial avait bouleversé l'économie traditionnelle, mais il n'offrait aucun débouché à ceux qu'il avait déracinés. La majorité des postes de cadres supérieurs, de cadres moyens et même de fonctionnaires subalternes étaient occupés par des Européens. Dans l'administration et la fonction publique, 29 % des postes seulement étaient occupés par des Algériens. Malgré une forte émigration — 400 000 Algériens vivaient en France — le nombre de chômeurs partiels ou permanents atteignait un million.

Mais l'impérialisme n'avait pas piétiné que l'économie. Puisque l'Algérie était un



Krim Belkacem, un des militants qui sera à l'initiative de la création du CRUA et du déclenchement de l'insurrection le 1er novembre 1954.

Le mouvement nation

Messali Hadj, le fondateur de l'Etoile Nord-Africaine.

En 1912, se forma le Parti des Jeunes Algériens. Créé au moment où le service militaire français était rendu obligatoire pour tous les Algériens, cette organisation se prononça contre le service militaire et demanda la suppression du « Code de l'indigénat » et des inégalités fiscales, la diffusion de l'enseignement, l'augmentation du nombre de représentants dans les assemblées élues.

En 1924, se créa l'Etoile Nord-Africaine, à l'initiative d'un membre du comité central du Parti Communiste, Hadj-el-Kader. En 1926, Messali Hadj en devint l'un des dirigeants les plus influents, et il donna au mouvement son caractère nationaliste radical. Chadly Khayrallah, son président, déclarait en février 1927 qu' **« il fallait mener jusqu'au bout la lutte pour l'indépendance en se plaçant sur le terrain du nationalisme révolutionnaire »**. Il recommandait pour cela **« l'action directe, méthodiquement préparée »**.

Dès 1929, l'Etoile Nord-Africaine fut dissoute. Elle devint désormais clandestine. En 1933, Messali Hadj fut emprisonné pour reconstitution de ligue dissoute.

Durant la période du Front Populaire, Messali Hadj multiplia les meetings en Algérie, et les efforts des militants de l'Etoile se traduisirent par le développement de l'Etoile Nord-Africaine. En octobre 1936, elle comptait 11.000 adhérents dans une trentaine de sections. Messali Hadj, pour ne pas mettre le gouvernement de Front Populaire en situation délicate, modéra son programme, abandonnant provi-

lgérien prenait les armes pour son indépendance

« département français », l'arabe n'était pas enseigné dans les écoles publiques, tandis que plus de 90 % de la population restait illettrée. Quant aux enfants algériens scolarisés — 1 sur 10 — ils devaient apprendre l'histoire de « leurs ancêtres les Gaulois ». Le mépris du colonialisme pour les traditions algériennes s'exprime aussi sur le plan religieux.

Exclue de son propre pays, la population algérienne l'était aussi sur le plan politique. Certes quelques mesures avaient été prises, surtout après 1945 ; mais si elles satisfaisaient une élite de notables, de féodaux et de chefs religieux, elles n'ont rien changé. C'était toujours l'administration coloniale et quelques grands colons qui décidaient. Et quand, en 1947, il avait été créé une assemblée algérienne de 120 députés, répartis en deux collèges — 60 députés représentaient un million d'Européens et 70 000 Algériens tandis que les 60 autres étaient censés représenter 8 millions d'Algériens musulmans. De même, bien qu'assurée de disposer de la majorité, l'administration coloniale se livrait à chaque élection, ouvertement, à des fraudes, à des bourrages d'urnes et à des pressions tandis que les nationalistes étaient pourchassés, tant en Algérie que dans l'immigration, par les gouvernements de droite comme par ceux de gauche.

Dès le lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le caractère explosif de cette situation s'était d'ailleurs traduit par des émeutes comme celle de Sétif.

Le 1er mai 1945, les nationalistes organisèrent des manifestations pour la libération de Messali Hadj et pour l'indépendance de l'Algérie. Ces manifestations, qui durèrent plusieurs jours, notamment à Sétif, se transformèrent rapidement dans les jours qui suivirent en véritable insurrection.

La répression, décidée par un gouvernement dans lequel le PCF avait des ministres, fut impitoyable et à la mesure de la peur et de la haine des Européens qui prirent part aux opérations. L'armée engagea une dizaine de milliers d'hommes, l'aviation intervint. On compta 45 000 tués.

C'est pouquoi, le 1er novembre, ceux qui, les armes à la main, donneront le signal de la révolte, verront se rallier à eux la population algérienne.

Des combattants du FLN s'entrainent. Malgré l'armement rudimentaire, face à l'armée française super-équipée, le peuple algérien finira par vaincre.

aliste algérien

soirement la revendication d'indépendance nationale et réclama seulement l'octroi des libertés démocratiques.

Le 27 janvier 1937, le gouverneur général Le Beau obtint la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine. Messali Hadj, en réponse, créa le 11 mars le PPA, Parti du Peuple Algérien. Sa devise était : **« Ni assimilation, ni séparation, mais émancipation ».** Le PPA s'implanta en Algérie et surtout parmi la jeunesse. Le 29 septembre 1939, le PPA fut dissous, Messali Hadj fut de nouveau arrêté et condamné cette fois-ci à seize ans de travaux forcés.

Parallèlement, en 1930, s'était créée l'association des Oulémas d'Algérie, mouvement religieux et culturel qui regroupait des notables, des intellectuels musulmans.

En 1938, Ferhat Abbas créa « l'Union Populaire Algérienne ». Il se proposait alors de poursuivre **« l'évolution et l'émancipation de l'Algérie en véritable province française ».** L'Union Populaire Algérienne ne recrutera que des notables.

A l'initiative de Ferhat Abbas, qui a joué un rôle de conciliateur, se créa le 14 mars 1944 les Amis du Manifeste Algérien, qui regroupa les Oulémas et Messali Hadj, dont le but était de **« rendre familière l'idée d'une nation algérienne et désirable la constitution en Algérie d'une république autonome, fédérée à une République française rénovée, anticoloniale et anti-impérialiste ».**

Avec les événements de Sétif, le mouvement nationaliste se disloqua.

En avril 1946, Feraht Abbas créa l'UDMA, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, une organisation composée de notables qui chercha à collaborer avec la France. L'UDMA aura quelques députés, mais le mouvement nationaliste se perpétua à travers le PPA de Messali Hadj qui sortit de clandestinité et qui se transforma, en novembre 1946, en Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, dont le premier congrès se déroula début 1947.

C'est du MTLD que sont issus les militants qui vont être à l'initiative des attentats du 1er novembre. Son audience était très forte dans les milieux populaires. Mais le MTLD avait commencé aussi a glissé vers le légalisme.

En 1953, le Parti se divisa entre les **« centralistes »** et les **« Messalistes »** (partisans de Messali Hadj alors assigné à résidence en France) sur la tactique à adopter. Devant les centralistes, qui se déclaraient partisans d'une action légale, et les Messalistes, qui tergiversaient sur la lutte à mener, une poignée de militants, dont certains dirigeants du MTLD, déçus par ses querelles intestines, le réformisme des uns et le manque d'action des autres, décidèrent de fonder le CRUA, Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, qui donna naissance au FLN.

Ainsi, en novembre 1954, quelques centaines d'hommes décidaient de passer à l'action.

C'est ce groupe d'hommes bien organisés qui va jouer un rôle déterminant et constituer la direction du FLN.

Pour Mitterrand : « la seule négociation, c'est la guerre »

François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, intervint violemment contre les nationalistes algériens. Pour lui, « On ne négocie pas avec les ennemis de la patrie ; la seule négociation, c'est la guerre ». *Et encore :* « Tous ceux qui soutiennent les revendications nationales en Algérie sont des ennemis à qui nous devons faire la guerre ». *Cette guerre, il se déclarait bien décidé à la faire :* « Pour réduire l'Aurès, tout sera mis à la disposition des généraux Cherrière et Spillmann », *annonçait-il le 5 novembre, en même temps qu'il confirmait l'intention du gouvernement d'utiliser les soldats du contingent. Il dit encore le 7 novembre, lors d'une allocution radiodiffusée* « L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. Le seul arbitre des différents entre les citoyens, c'est l'Etat ».

Le 12 novembre, devant l'Assemblée, Mendès-France, de son côté, déclarait : « A la volonté criminelle de quelques hommes, doit répondre une répression sans faiblesse et sans injustice. Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps. (...) Jamais la France, jamais aucun Parlement, jamais aucun gouvernement, ne cédera sur ce principe ». *Et Mitterrand lui faisait écho :* « Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche ».

Pour Mitterrand à gauche et Mendès-France à droite, la « seule négociation c'est la guerre ».

Après les référendums sur l'autonomie

Catalogne : les abstentions du désenchantement

« Oui » ou « Non » ? 48 ans après le référendum sur le premier statut catalan, abrogé par Franco en 1938-1939, la même question.

Le taux de participation aux référendums sur l'autonomie a été un peu plus fort en Catalogne (60,48 %) qu'au Pays basque (59,78 %). Mais, autant au Pays basque il a été considéré comme un succès par les partis politiques qui appelaient à voter « oui », et qui redoutaient une abstention encore plus importante, autant en Catalogne il a déçu les milieux politiques favorables au statut. Le matin même du vote, la presse n'avait-elle pas publié un sondage effectué à la demande de la Généralité (le gouvernement catalan), qui prévoyait imprudemment une participation de 77,6 % des électeurs inscrits ?

Pour expliquer ce haut taux d'abstention, qui dépasse celui, déjà important, qui avait été enregistré lors du référendum constitutionnel de décembre 1978, nombre de commentateurs ont évoqué les conditions météorologiques. Et c'est un fait qu'il est tombé des trombes d'eau sur la Catalogne ce jour-là. Mais la participation électorale n'a pas été meilleure dans les endroits les moins arrosés...

Quant à la répartition sociale des abstentions, on a beaucoup dit que le chiffre en avait été moindre dans les quartiers ouvriers, y compris dans ceux peuplés d'émigrés venus des autres régions d'Espagne, que dans les quartiers bourgeois. Et si on ne regarde que les chiffres, il semble y avoir en effet une légère différence en ce sens. Mais pour apprécier les faits à leur juste valeur, il ne faut pas oublier qu'en Espagne on vote en semaine, et que chaque salarié bénéficie d'une demi-journée de congé payé, à condition de faire la preuve qu'il a bien été voter.

Si le statut d'autonomie a donc été approuvé par une majorité écrasante des votants (85,75 %), le résultat est infiniment moins glorieux par rapport aux inscrits, dont moins de 52 % ont été porté leur bulletin « oui » dans l'urne.

Bien sûr, ce référendum était sans grand enjeu politique, puisqu'en dehors de l'extrême-droite, qui appelait à voter « non » au nom de « l'unité de l'Espagne », et de l'extrême-gauche qui dans sa grande majorité appelait à l'abstention, tous les partis politiques étaient partisans du « oui ». Mais cela ne suffit pas pour expliquer une telle indifférence électorale, sur un problème qui a été au cœur des revendications de tous les partis catalans ces dernières années, et sur lequel ils parvenaient à mobiliser le jour de la « Diada » (la fête nationale catalane) des masses énormes. Il n'y a pas si longtemps que le badge « Nous voulons le statut » fleurissait aux boutonnières.

Mais ce résultat est celui du désenchantement, sinon par rapport à l'autonomie, du moins par rapport à la démocratie parlementaire. De scrutin en scrutin (c'était la sixième fois que Catalans et Basques allaient aux urnes en moins de trois ans), de négociations en discussions, se mettent en place en Espagne des institutions qui intéressent au plus haut point les partis parlementaires, car elles représentent postes et sièges, mais dont la grande majorité de la population ne voit pas très bien en quoi elles pourraient bien lui être utiles.

La Catalogne est d'ores et déjà entrée dans la campagne électorale qui verra, le 15 février au plus tard, l'élection des 135 membres du premier Parlement catalan élu depuis la guerre civile. Il n'est pas certain que celle-ci suscite un bien plus grand intérêt que le référendum sur le statut d'autonomie.

François DUBURG

Pays basque : l'ETA à la croisée des chemins

C'est manifestement un « ouf » de soulagement qu'a poussé le gouvernement espagnol, et avec lui tous les partis politiques qui soutiennent le statut d'autonomie, devant les résultats du référendum au Pays basque. 59,78 % de participation, ce n'est certes pas glorieux ; c'est loin des résultats du triomphal référendum de 1933, qui avait vu, il y a 46 ans, dans les provinces de Guipuzcoa et de Biscaye, 90 pour cent des électeurs accourir aux urnes pour approuver à 98 % le premier statut d'autonomie basque ; mais c'est mieux que ce que tous les partis parlementaires craignaient. Les partisans du « oui » peuvent maintenant affirmer que plus de la moitié des électeurs inscrits (54 %) ont approuvé le statut de Guernica, et que ce résultat démontre la perte d'influence de l'ETA-militaire, qui par la voix de la coalition électorale « Herri Batasuna » appelait à l'abstention.

On n'a d'ailleurs sans doute pas fini, dans les milieux politiques basques, de discuter le sens des abstentions du 25 octobre, de l'ETA qui revendique pour son compte la quasi-totalité des 40 % d'abstentions, à ses adversaires qui, mettant en parallèle le taux d'abstention observé lors des élections législatives et municipales du printemps dernier, où « Herri Batasuna » présentait des candidats, et celui du référendum sur l'autonomie, ne créditent l'ETA que de 2 à 3 % des abstentions.

La vérité est sans doute loin de ces deux chiffres extrêmes, mais si elle est difficile à établir, car il peut y avoir eu bien des glissements dans le corps électoral, le taux de participation relativement élevé, dans le contexte basque, tend sans doute à prouver qu'une partie au moins de la population voit dans la mise en place des institutions autonomes basques une solution, ou un espoir, pour sortir de la situation actuelle.

Et de la même manière que les partisans du « oui » ont vu dans ce résultat un succès, l'ETA-militaire peut y voir d'autant plus une menace d'isolement que c'est dorénavant à des hommes politiques se réclamant du nationalisme basque, voire à une police basque, qu'il devra s'opposer, et que cela peut fort bien changer l'attitude d'une partie au moins de la population à son égard, comme viennent de le montrer les événements qui ont suivi l'assassinat dans la province du Guipuzcoa du militant socialiste German Gonzalez.

Cet assassinat revendiqué samedi 27 octobre par les « commandos autonomes de l'ETA », qui accusaient la victime d'avoir collaboré avec la police, a été désavoué le lundi 29 par l'ETA-militaire. Ce désaveu tardif ne permet pas de savoir si l'ETA-militaire a été mis devant le fait accompli par des groupes incontrôlés se réclamant de lui, ou s'il s'agit d'une retraite tactique, devant l'ampleur de l'indignation soulevée et le succès du mot d'ordre de grève lancé ce même lundi par les Commissions Ouvrières et l'UGT pour protester contre l'assassinat du militant socialiste. Mais, quoi qu'il en soit, les réactions populaires enregistrées à cette occasion montrent que, si l'ETA a pu compter sur la solidarité d'une grande partie de la population à chaque fois qu'il a été en butte à la répression, sur la sympathie de celle-ci dans sa lutte contre la police espagnole, les choses risquent de changer s'il prend pour cible des militants de partis ouvriers ou nationalistes modérés.

Or, avec la mise en place des institutions autonomes, l'ETA va se trouver devant le choix suivant : ou il renonce à la lutte armée et s'engage dans une collaboration de fait avec le futur gouvernement basque (en risquant d'y perdre son originalité et son influence aux dépens du Parti Nationaliste Basque) ; ou il s'affronte avec le gouvernement basque et avec les deux partis les plus influents au Pays basque, le PNB et le Parti Socialiste (et il risque de se trouver très vite isolé au sein de la population).

En ce qui la concerne, la branche politico-militaire de l'ETA a déjà choisi le premier volet de l'alternative, en appelant à voter « oui » le 25 octobre. Au sein même de l'ETA-militaire, il n'est pas certain que des courants ne puissent pas être tentés de suivre le même chemin.

L'ETA se trouve à une croisée des chemins. Mais quels que soient les choix qu'il puisse faire, quelles que soient les péripéties internes qu'il puisse traverser, les travailleurs basques n'ont rien à en attendre, car les seuls objectifs de cette organisation sont des objectifs nationalistes, et non la défense des intérêts des exploités.

Que les assassins de German Gonzalez aient agi ou non de leur propre chef, les deux jours de réflexion qu'il a fallu à l'ETA pour désavouer le meurtre d'un militant ouvrier montre assez que cette organisation ne se situe pas dans le camp de la classe ouvrière.

F.D.

Bilbao : Le Bobigny espagnol

L'Espagne est en train de vivre son procès de Bobigny sur l'avortement, avec le procès de Bilbao, intenté contre douze femmes accusées d'avoir avorté ou d'avoir pratiqué des manœuvres abortives.

Il s'agit de faits remontant à l'époque de Franco et d'une affaire judiciaire qui remonte à plus de trois ans. Mais l'annonce de jugement a fait d'autant plus de bruit que la législation espagnole en la matière, qui n'a pas changé depuis la mort du dictateur, est particulièrement scandaleuse, puisqu'en cas de grossesse difficile, elle va même jusqu'à donner la priorité à la vie du foetus sur celle de la mère.

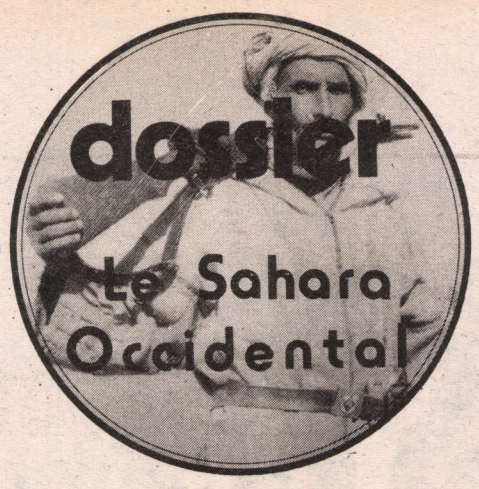
Des protestations innombrables ont eu lieu. Huit cents femmes ont signé un texte où elles reconnaissent s'être fait avorter. Et la protestation ne s'est pas limitée à la gauche. La femme d'un des ministres de Suarez, après s'être fait matraquer et traiter de « putain » par la police, au cours d'une manifestation de solidarité avec les accusées, a porté plainte.

Une conseillère municipale d'Oviedo, la capitale des Asturies, a démissionné du parti gouvernemental à ce propos, et demandé la légalisation de l'avortement.

Finalement, malgré les demandes des accusées demandant à être jugées tout de suite, pour qu'on en finisse, le tribunal de Bilbao a décidé d'ajourner l'affaire, prétextant de l'absence de deux des prévenues.

Il est peu probable que le gouvernement accepte de se heurter à l'Eglise pour changer cette législation moyenâgeuse. Mais devant l'ampleur des protestations, il pourrait bien conseiller à ces juges de la laisser disparaître sous la poussière.

F.D.



Une manifestation du Front Polisario dans le désert... (octobre 1975) du temps du Sahara espagnol. (Fotolib)

L'enlisement

Depuis plusieurs années, une véritable guerre se déroule au Sahara occidental, ce petit pays désertique peuplé d'à peine plus de cent mille habitants pour la plupart des éleveurs nomades. Une des dernières colonies en Afrique, attribuée en son temps à l'Espagne par accord entre grandes puissances, le Sahara occidental fut « décolonisé » en 1975 de la même manière. Il fut dépecé entre le Maroc et la Mauritanie, avec la bénédiction de l'Espagne et de la France, sans que l'avis de la population concernée soit seulement demandé.

Eh bien, le peuple sahraoui n'a pas accepté le dépeçage. Il se bat. Au point d'avoir déjà contraint la Mauritanie, trop pauvre, exsangue, militairement, économiquement et politiquement incapable de faire face aux guérillas nationalistes du Front Polisario, à se dégager, en laissant face à face la guérilla sahraouie et les troupes marocaines qui occupent désormais l'ensemble du pays.

Mais cette guerre, l'armée marocaine a aujourd'hui de plus en plus de mal à la mener. Ainsi les 6 et 7 octobre derniers, plusieurs milliers de combattants sahraouis ont harcelé les troupes marocaines retranchées à Smara, deuxième ville du Sahara occidental, sorte de capitale spirituelle du peuple sahraoui. Le Front Polisario s'en est retiré après avoir libéré des Sahraouis et fait prisonniers de nombreux soldats marocains. Pour garder le contrôle de Smara, l'armée marocaine a dû utiliser des Mirage FI.

Le Maroc a beau bénéficier de l'aide de l'impérialisme français et du soutien des USA, cela ne suffit pas sur le terrain pour vaincre la résistance sahraouie. La monarchie marocaine, elle, continue et s'accroche. Mais tout ce que peut faire son armée, c'est se retrancher dans quelques villes et essayer sans succès de protéger les mines de phosphates de Bou Crâa ; tandis que les combattants du Front Polisario en lançant des raids contre Tan Tan, en territoire marocain, ou Nouakchott, en Mauritanie, tiennent à faire la démonstration qu'ils circulent quasiment librement d'un bout à l'autre du Sahara occidental, et qu'ils peuvent harceler les troupes d'occupation marocaines quand ils veulent et où ils veulent, prouvant par ces actions qu'ils bénéficient de l'aide et du soutien de tout un peuple.

Hassan II ne peut plus dire aujourd'hui que les Sahraouis sont et veulent être Marocains, ni même que les combattants sont des « mercenaires d'Alger ».

Des soldats marocains faits prisonniers par le Front Polisario lors des combats de Smara, le 14 octobre 1979. (Ph. Sipa Press)

Certes, le Front Polisario n'aurait sans doute jamais pu se développer, constituer une armée de plusieurs milliers de soldats déterminés sans l'aide morale et matérielle de l'Algérie. Mais cet important soutien qu'il a reçu de l'Algérie ne peut à lui seul expliquer la résistance du peuple sahraoui, la volonté de ces milliers d'hommes de ne pas vivre sous la domination d'un Hassan II. .

Le régime marocain peut, pendant un temps, continuer à faire payer au peuple sahraoui et aux populations misérables du Maroc un tribut sanglant chiffré en milliers de morts et en restrictions de toutes sortes ; chaque jour, il s'enfonce dans une guerre sans issue, qui risque fort d'ébranler le régime ; et c'est bien ce que semblent penser ses bailleurs de fonds, tant les USA que la France, qui apparaissent aujourd'hui préoccupés de trouver une autre solution qui puisse malgré tout préserver leur influence et leurs intérêts économiques dans cette région.

Peut-être qu'en menant leur combat, les Sahraouis réussiront à obtenir ce pourquoi ils luttent : le droit de créer un Etat indépendant. Cet Etat leur permettra au moins de ne plus subir l'oppression marocaine. C'est le maximum qui puisse sortir du combat nationaliste engagé par les Sahraouis. Bien sûr, un Etat du Sahara occidental indépendant sera, dans ce désert, sans ressources, sauf celles qui sont aux mains des puissances impérialistes, qu'un Etat étriqué et économiquement inviable. Mais ce monde dominé par l'impérialisme et par des régimes agressifs, qui ne connaît guère d'autres relations que des relations d'oppressions, ne laisse guère d'autre choix au peuple sahraoui.

En l'absence d'un mouvement ouvrier capable de renverser les forteresses capitalistes qui imposent aux petits peuples de telles solutions, les révolutionnaires sont en tous les cas, du côté des peuples qui se battent contre l'oppression nationale.

Colonisé ou annexé, toujours insoumis

La ruée sur l'Afrique

A la fin du XIX[e] siècle, la fièvre colonialiste s'empare des bourgeoisies européennes en plein essor ; toutes les puissances européennes grandes ou petites se mettent sur les rangs, à la suite de la France et de l'Angleterre dont les rivalités se poursuivaient déjà depuis le début du siècle.

Quatorze nations européennes réunies à la conférence de Berlin en 1885, dont certaines trop faibles n'auront jamais rien, consacrent le dépeçage de l'Afrique entre quelques grandes puissances impérialistes.

Dans un premier temps, on trace sur une carte les zones d'influence entre brigands impérialistes en fonction du rapport des forces. Puis c'est la ruée. On envoie l'armée signer des **« traités indigènes »** et assurer **« l'occupation effective »**. En moins de vingt ans, l'Afrique sera complètement dépecée.

Colonie espagnole sous surveillance française

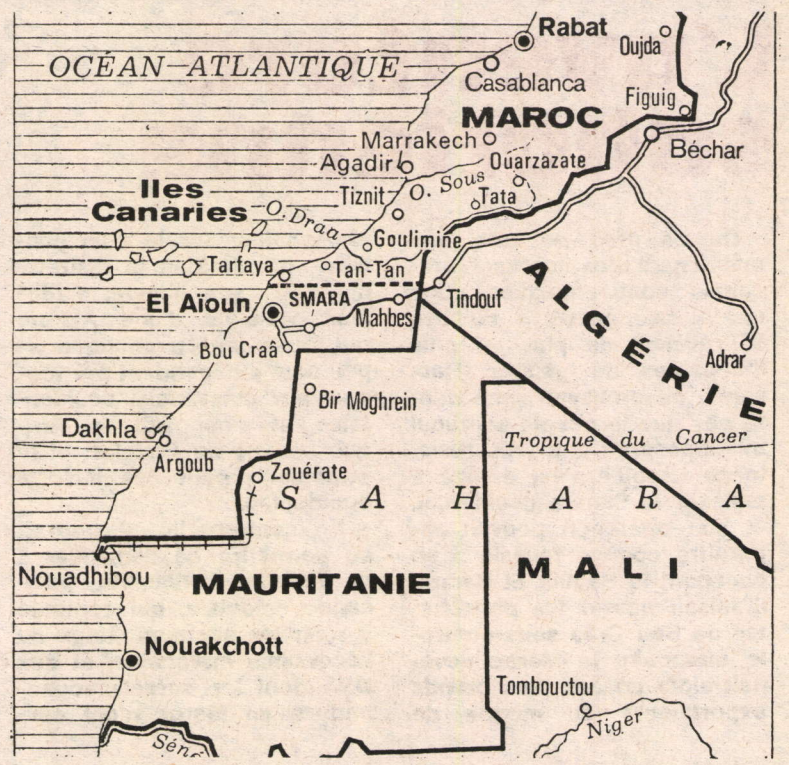
C'est ainsi que sont définies les frontières absolument rectilignes du Sahara, sur une carte, en Europe. En fait, à Berlin, le roi d'Espagne revendique une partie du Maroc, la bande côtière de Saguia El Hamra et du Rio de Oro, au large de laquelle l'abondance de poissons avait jusqu'alors attiré les pêcheurs espagnols. Il essaye de faire reconnaître quelques traités passés avec les chefs locaux sans succès. Car la France, qui occupe l'Algérie depuis près de cinquante ans et dont l'influence diplomatique et militaire s'étend sur tout le Maghreb, ne les reconnaît pas.

Ce n'est qu'en 1904 que la France change sa politique envers l'Espagne et lui abandonne les bandes côtières de la Saguia El Hamra et du Rio de Oro afin de s'en faire une alliée dans la rivalité qui l'oppose successivement à la Grande-Bretagne, puis à l'Allemagne, pour le contrôle de cette bien plus grosse proie qu'est le Maroc.

La France préfère encore avoir pour voisin un Etat faible qu'elle puisse manœuvrer. C'est donc sous la haute tutelle de la France que le Sahara occidental devient une colonie espagnole.

L'occupation espagnole

Les Espagnols, incapables d'occuper militairement les 300 mille kilomètres carrés de désert où ils se heurtent continuellement aux tribus sahariennes hostiles, s'enferment dans quelques comptoirs en bordure des côtes. Cette occupation militaire restreinte, sans administration directe en zone nomade, se poursuit à peu près jusqu'en 1956. C'est dire que, même si sur les cartes politiques le Sahara occidental était coloré aux couleurs de l'Espagne, la faiblesse relative des colonisateurs espagnols, conjuguée à l'absence totale de richesses à piller à l'intérieur des terres, ont permis aux tribus sahraouies de mener leur vie comme elles l'entendaient.



Mais l'armée française doit intervenir à plusieurs reprises, car ce territoire devient rapidement le refuge et parfois le centre de la résistance à l'occupation française.

Les interventions militaires françaises

En 1913, en guise de représailles, la colonne militaire française dirigée par le colonel Mouret détruit la ville de Smara d'où le cheikh Ma el Aïnin prêchait la guerre sainte contre l'armée française.

En 1934, la France, qui a des difficultés, avec les nationalistes marocains cette fois, signe avec l'Espagne un accord de coopération militaire pour coordonner leurs efforts contre les nomades sahraouis, sans suite d'ailleurs, car peu après la signature de l'accord, l'armée espagnole sera trop occupée dans la guerre civile en Espagne même pour mener la guerre aux Sahraouis.

Ce n'est qu'en 1958 que l'attitude du gouvernement espagnol vis-à-vis de sa colonie change. C'est qu'entre-temps, on a découvert un des plus grands gisements de phosphates à ciel ouvert du monde. Et pour permettre aux Rothschild et autres Paribas d'encaisser en paix les bénéfices que devra leur rapporter l'exploitation des mines, l'Espagne fait appel à la France pour assurer la tranquillité du territoire.

Les deux puissances organisent l'opération Ecouvillon : 14 mille hommes en armes et 130 avions ratisseront de fond en comble pendant quinze jours tout le Sahara occidental.

L'occupation espagnole pendant l'exploitation des mines de phosphate de Bou Crâa

Cette répression donne un répit d'une dizaine d'années au gouvernement franquiste, pendant lesquelles il installe tout un dispositif policier : la légion passe de quelques centaines à 50 mille hommes — c'est-à-dire un légionnaire pour trois ou quatre habitants, enfants compris —, la police à 4.000 hommes pour protéger les installations minières, portuaires, et les 98 km au long desquels le plus grand tapis roulant du monde achemine le phosphate vers la côte...

Le décrochage de l'Espagne

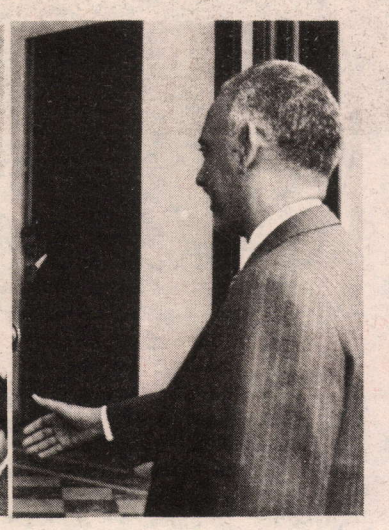
Dans le cadre de la décolonisation, l'ONU en 1964 demande à l'Espagne d'envisager son départ. Celle-ci refuse et s'efforce de gagner du temps ; en 1973, le gouvernement franquiste octroie un statut d'autonomie à sa colonie, sans remettre en cause sa présence. Cependant, les pays voisins du Sahara espagnol, qui sont indépendants, s'impatientent et exercent un certain nombre de pressions sur l'Espagne : ils abritent les réfugiés du Sahara, alimentent et soutiennent toutes les résistances. Enfin, le Maroc déploie une intense activité diplomatique, pour persuader les USA, la France, et l'Espagne, qu'il peut prendre la succession sans que les intérêts capitalistes de cette région soient menacés. Finalement, l'Espagne accepte et se retire en 1975, à la suite d'un accord avec le Maroc lui garantissant la préservation de ses intérêts dans les mines de phosphate et les zones de pêche. Le Maroc associe la Mauritanie à l'opération, en lui concédant l'occupation d'une partie du territoire.

L'occupation marocaine

Tandis que le roi Hassan II du Maroc mobilisait des centaines de milliers de Marocains dans une marche pacifique vers la frontière du Sahara, afin de montrer que sa politique annexionniste avait la caution et le soutien de son peuple, l'armée royale précédant ou accompagnant les marcheurs, a pénétré au Sahara occidental. Rapidement, les marcheurs sont retournés chez eux, mais l'armée est restée.

LE MAROC

Hassan II, le roi du Maroc...



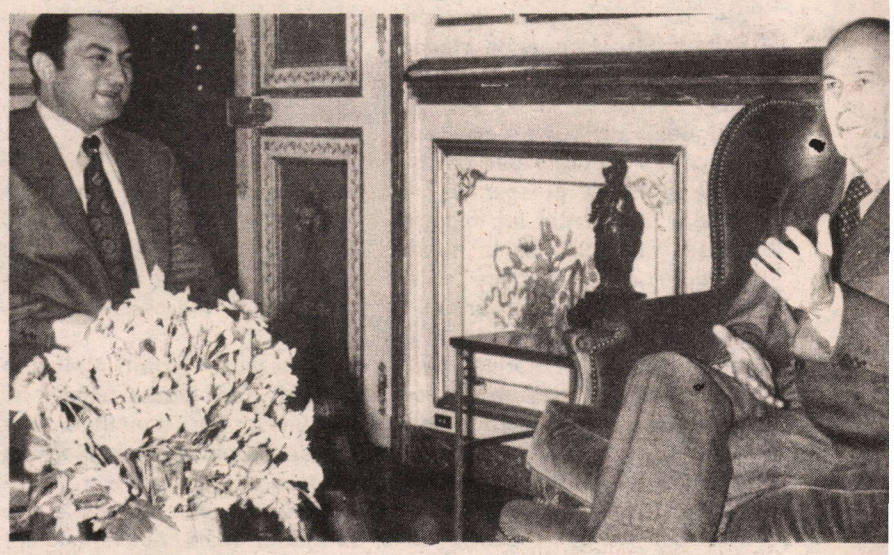
Ould Daddah, l'ex-chef d'Etat de la Mauritanie...

L'aventure saharienne

Depuis près de cinq ans maintenant, les forces marocaines sont engagées dans une « sale guerre » qu'elles se révèlent de plus en plus incapables de gagner. Hassan II ne prévoyait sans doute pas que le peuple sahraoui lui opposerait une telle résistance lorsqu'il s'est décidé à annexer le Sahara occidental, et son opération pouvait apparaître comme réussie : en occupant la Saguia El Hamra, il faisait passer les phosphates de Bou Crâa sous contrôle marocain, le Maroc devenait alors un des plus grands exportateurs du monde de phosphates. Sur le plan politique, il entraînait la Mauritanie dans son sillage, s'affirmait vis-à-vis d'une Algérie qui jouait un jeu politique un peu plus indépendant par rapport aux puissances occidentales, et s'imposait en Afrique comme un Etat fort et le principal garant des intérêts occidentaux.

En contrepartie, il pouvait se permettre de demander à la France, l'ancienne puissance coloniale, qui continue à régir les secteurs vitaux de l'économie marocaine, et aux USA dont les intérêts économiques au Maroc n'ont cessé de croître, de « soutenir par une aide économique et militaire, par une diplomatie dynamique, ses amis qui œuvrent dans l'intérêt du monde occidental. En effet, si le Maroc est intervenu au Zaïre, c'est pour protéger des ressources minières vitales pour l'Occident » **(discours d'Hassan II).**

Mais ce n'est pas seulement pour jouer un rôle en Afrique ou recevoir des subsides des impérialistes qu'Hassan II s'est lancé dans l'aventure saharienne. La situation intérieure, et en particulier l'usure de son pouvoir, exigeaient qu'il obtienne l'adhésion des différentes couches sociales du pays pour retrouver un temps son crédit.



Et Giscard d'Estaing. Ils se sont entendus pour dépecer le Sahara occidental.

La Marche verte : un exutoire pour le peuple marocain. (Ph. Sygma)

Toutes les couches de la population ont des griefs envers le pouvoir. La bourgeoisie se voit préférer les firmes étrangères quand il s'agit d'obtenir des commandes, les petits et moyens propriétaires, à qui le régime avait promis des terres des colons, les voient aller grossir le patrimoine des grands propriétaires fonciers et de la famille royale. L'inflation lamine le niveau de vie de la petite bourgeoisie citadine et tout espoir de promotion sociale est bouché. Seule une infime minorité, directement chargée de faire respecter les intérêts des sociétés étrangères — les hauts fonctionnaires, l'armée et la police — jouit de privilèges ; c'est le règne du pot-de-vin et du passe-droit. Mais ceux qui paient le plus pour que le Maroc puisse continuer à offrir les mêmes avantages à l'impérialisme sont les ouvriers et les paysans maintenus dans une condition misérable.

L'affaire du Sahara occidental offrait à Hassan II le moyen de redorer son blason, et d'attirer l'opposition — dont la majorité ne demandait que cela — dans une union sacrée nationaliste derrière sa personne. En proposant d'aller délivrer les « frères Marocains du Sahara », en mobilisant plus de 350 000 personnes dans la « Marche verte » destinée à appuyer les prétentions marocaines sur le Sahara, il comptait offrir un exutoire à son peuple, et un moyen de faire passer tous ceux qui s'opposaient à sa politique pour des traîtres aux « intérêts nationaux » du Maroc.

L'union sacrée

En se lançant dans la conquête du Sahara, Hassan II espérait bien rallier une partie de son opposition pourtant écartée du pouvoir depuis longtemps et pourchassée par la police marocaine. Car un des chevaux de bataille des partis nationalistes marocains (dont l'Istiqal) est, depuis 1956, la reconquête du « grand Maroc ». Pour eux, la lutte doit se poursuivre jusqu'à ce que soient libérés du colonialisme et rattachés au Maroc tous les territoires qui auraient dans le passé appartenu au royaume du Maroc, c'est-à-dire : une partie de l'Algérie, un morceau du Mali, du Sénégal, la Mauritanie et le Sahara occidental. Aussi, lorsque le roi annonce une marche pacifique de volontaires marocains, *« armés du seul Coran »*, pour rejoindre et libérer les « frères Marocains » du Sahara occidental, l'opposition, en accord avec l'objectif, hypnotisée par la perspective d'une participation à la vie politique, s'associe dans l'enthousiasme à l'initiative, faisant de cette « Marche verte » de 350.000 civils, venus de tous les coins du Maroc, un triomphe. Le roi réussira même à cette occasion à rallier le Parti du Socialisme et du Progrès (ex-Parti Communiste). Dissous et complètement mis à l'écart de la vie politique, il s'associe, croyant ainsi sortir de son isolement ; à cette occasion, il fait publiquement allégeance au roi, *« pour le triomphe d'une cause nationale »*.

Le roi se permet même d'envoyer Ali Yata, le dirigeant du PSP, comme ambassadeur de sa politique dans les capitales arabes.

Avec la Marche verte, le roi venait de réussir une véritable croisade d'union sacrée !

Le prix payé

La Marche verte avait déjà coûté cher à l'économie marocaine : les exportations d'agrumes, par exemple, ont été suspendues pendant trois semaines, parce que tous les camions étaient réquisitionnés pour les marcheurs.

A cela s'ajoute les dépenses de la guerre : 35 % du budget y sont consacrés ; le Maroc renouvelle son matériel militaire, l'armée est augmentée de façon considérable.

L'économie marocaine n'a pas les moyens de supporter des dépenses : entre 1973 et 1977, le coût de la vie a augmenté de 66,6 %, et les produits alimentaires de 75 %. Pour remplir les caisses de l'Etat, le gouvernement vit d'expédients. En 1976, Hassan II lance l'emprunt Sahara. Au début, les journaux font tout un tapage sur les souscriptions de quelques grands bourgeois, mais cela s'est arrêté là. Même le roi et sa famille se sont abstenus de verser. Et très vite, c'est l'armée et la gendarmerie qui vont chercher les « volontaires » dans les campagnes, les quartiers et les usines. Cet emprunt forcé représente quinze jours ou un mois de salaire, et souvent des émeutes se produisent à l'arrivée de la police. Des grèves éclatent dans les secteurs de l'économie contre le coût de la guerre. A cette désorganisation intérieure s'ajoute la démoralisation de l'armée : les désertions ne sont pas rares ; le Polisario fait même état de suicides et, dernièrement, en juin, des soldats d'une garnison se sont mutinés et ont tué leur colonel. Malgré une répression féroce, l'agitation sociale n'a pas cessé depuis 1975. Pour le régime de Hassan, la guerre n'a réglé aucun problème, bien au contraire...

Armement marocain récupéré par le Polisario : l'armée marocaine, démoralisée, l'abandonne sans combattre. (Sipa Press)

LA MAURITANIE

Un pays exsangue

Le renversement d'Ould Daddah, le chef de l'Etat mauritanien par un coup d'Etat militaire en juillet 1978 est la première conséquence de la lutte des Sahraouis. Un an après, en août 1979, l'équipe de militaires qui lui succède se décide enfin à signer un accord de paix avec le Front Polisario. Mais il n'est pas sûr aujourd'hui que ce changement de politique permette à l'Etat mauritanien de se survivre et qu'il ne puisse, à plus ou moins longue échéance, faire face aux énormes difficultés nées d'une guerre où l'a entraîné le Maroc, et à laquelle il ne pouvait être que le grand perdant.

Le Maroc avait un intérêt évident à faire participer la Mauritanie au dépeçage du Sahara occidental. Cela lui permettait d'associer un autre pays riverain du Sahara occidental à son opération d'annexion, et d'apparaître moins isolé face à ceux qui, Algérie en tête, réclamaient l'indépendance du Sahara. Par ailleurs, Ould Daddah, qui venait de nationaliser les mines de fer mauritaniennes et qui entretenait des relations avec les pays de l'Est, avait une réputation de « progressiste » utile également pour cautionner le dépeçage.

C'est finalement le régime mauritanien qui a pris le plus de risques dans cette association. Or, si l'annexion avait pu se faire sans guerre, cela aurait sans doute consolidé le pouvoir d'Ould Daddah. Mais ce pays pauvre, avec une petite armée tout juste capable de faire la répression à l'intérieur, ne pouvait pas faire la guerre longtemps. En outre, la prolongation de la guerre renforçait la dépendance du régime à l'égard du Maroc. L'alliance dans le brigandage au détriment du peuple sahraoui pouvait très bien se transformer en une annexion pure et simple de la Mauritanie par l'armée marocaine. Le Maroc a longtemps officiellement affirmé, en effet, qu'il considérait la Mauritanie — artificiellement transformée en Etat par la volonté de l'impérialisme français — comme faisant partie du territoire marocain.

D'ailleurs, sans même les prétentions marocaines, les mécontentements suscités par la guerre ont avivé les contradictions de cet Etat créé par la France en 1960 pour servir de cadre à l'exploitation des richesses minières de Zouérate. La Mauritanie regroupe en effet deux populations qui n'ont aucun lien commun : les populations noires vivant sur les rives du Sénégal, proches de leurs voisins sénégalais, et les populations d'origine maure. Et elle pourrait bien ne pas résister à la crise née de la guerre.

Le Front Polisario a d'ailleurs misé sur les faiblesses de la Mauritanie en essayant de lui porter les coups les plus rudes, appelant les Sahraouis mauritaniens à la solidarité, en organisant des raids sur Nouakchott, en sabotant le train desservant Zouérate.

Malgré l'intervention directe de l'aviation française, sous prétexte d'aller défendre les résidents français, et la présence de 9 000 soldats marocains, la Mauritanie ne peut pas empêcher le Front Polisario de frapper. Elle ne peut pas non plus faire face aux dépenses. En juin 1978, l'Arabie Saoudite lui a prêté de l'argent pour payer les fonctionnaires ; la même année, la Côte d'Ivoire a fait un don pour payer les indemnités dues aux anciens actionnaires de Zouérate ; un impôt de un à trois jours de salaire est perçu sur la paye des salariés, des taxes exceptionnelles sont extorquées aux paysans, alors qu'une période de sécheresse de plusieurs années successives les réduit à la famine. Comme ils ne peuvent pas les payer, l'armée investit les villages pour les y contraindre quand même.

Pour mener sa guerre, la caste dirigeante mauritanienne a imposé durant plusieurs années de lourds sacrifices à la population mauritanienne, sans succès cependant. La Mauritanie fut contrainte à dégager.

Chargement du train minéralier Zouérate-Nouadhibou, régulièrement attaqué par le Front Polisario. (Ph. Sygma)

Le jeu des puissances impérialistes

L'intérêt que les puissances impérialistes portent à l'avenir de l'ex-Sahara espagnol confirme l'importance stratégique de ce bout de désert. De par sa situation géographique, ce territoire est au confluent de l'Afrique arabe et de l'Afrique noire et, de surcroît, il est écartelé entre les rivalités de ses voisins : le Maroc, ami de longue date de l'impérialisme, et l'Algérie et la Mauritanie au jeu politique plus indépendant.

Les préoccupations économiques ne sont pas absentes de l'attitude de l'impérialisme, de nombreux capitaux occidentaux étant investis dans les phosphates de Bou Crâa ou dans les prospections pétrolifères.

D'un autre côté, en laissant le Maroc agir seul et à son compte, les impérialistes semblent vouloir maintenir le conflit saharien dans un cadre local. D'ailleurs, l'attitude du Maroc, tant vis-à-vis des impérialistes qu'au Sahara, où il revendique simplement de mettre la main sur des territoires qui lui ont appartenu dans le passé, corrobore cette politique. D'autant plus que les impérialistes ne verraient pas d'un mauvais œil que le Maroc, à la suite de son intervention au Sahara, s'affirme en Afrique comme une puissance militaire.

Les USA ainsi que la France, l'ancienne puissance colonisatrice qui a de nombreux intérêts au Maroc et dans une bonne partie des pays du Maghreb, ont donc jusqu'à présent soutenu le Maroc. Soutien illustré par les interventions de la France, auprès de l'Espagne, au moment du dépeçage du Sahara ; par des fournitures d'armes ; par son appui diplomatique ; en intervenant même militairement, comme ce fut le cas en 1977 lorsque la France fit intervenir ses avions Jaguar en Mauritanie.

Malgré la résistance inattendue du peuple sahraoui, et le tour qu'a pris la guerre aujourd'hui, les puissances impérialistes accordent toujours leur soutien au Maroc et la décision, dernièrement, des USA de livrer des armes au Maroc illustre cet appui, même s'il s'agit, comme dit le Département américain, de **« conforter psychologiquement le souverain du Maroc, qui traverse une période difficile, pour l'aider à obtenir une négociation avec l'Algérie, le Front Polisario et les autres parties intéressées en vue de mettre fin au conflit »** (commentaire du Département américain, cité par **Le Monde** du 24 octobre 1979).

D'ailleurs, le soutien des Américains est logique, car ils ont toutes les raisons de faire confiance à un laquais comme Hassan II, blanchi sous le harnais. Quant aux Français, présents sur place depuis des décennies, ils sont unis par mille liens au personnel politique marocain ; ils préfèrent, s'ils ont le choix, faire défendre leurs intérêts par ceux qu'ils connaissent bien, dont la fidélité est éprouvée, que par des gens qu'ils connaissent moins. Le Front Polisario, de surcroît, est lié à l'Algérie dont la politique, vis-à-vis de la France en tout cas, se veut indépendante.

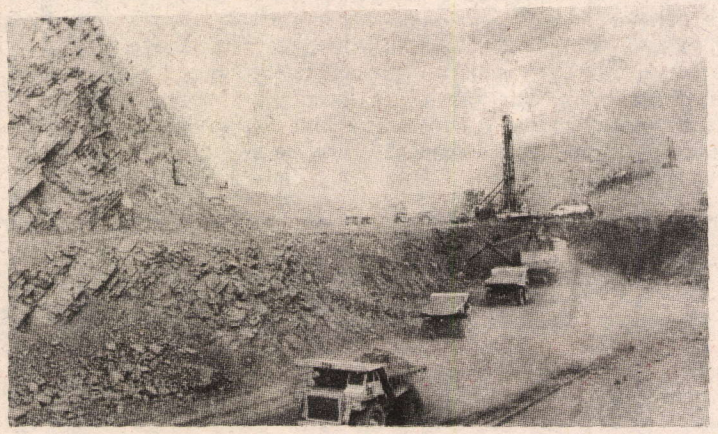
Les impérialismes américain et français changeront-ils de politique dans l'avenir ? Il est difficile de le savoir. Oui, sans doute, s'ils ont de bonnes raisons de le faire, et en particulier si cette guerre qui se prolonge ne provoque pas au Maroc des difficultés économiques et sociales graves qui risquent de remettre en cause la stabilité du régime marocain lui-même ; ou si l'évidente incapacité du Maroc à l'emporter sur le plan militaire entraîne une déstabilisation de toute la région.

En tout cas, il est une chose certaine, c'est que ce n'est pas la nature du Front Polisario qui les empêchera éventuellement de changer de politique et d'accepter l'idée d'un Etat indépendant du Sahara occidental. Non seulement le Front Polisario et ses objectifs nationalistes limités ne représentent bien évidemment pas un danger social pour l'impérialisme, mais, même sur le plan politique, le Front se sert de ses succès militaires et du soutien dont cela témoigne pour convaincre les grandes puissances qu'elles ont intérêt à le reconnaître.

Mais pour que l'impérialisme change son fusil d'épaule, il faudrait que, par leur combativité, leur endurance, les Sahraouis persuadent les impérialistes qu'il y aura dans cette région un facteur permanent de déstabilisation que ni l'armée marocaine, ni l'envoi d'armes de plus en plus sophistiquées ne pourront réduire, et qu'au contraire, à ce contact, l'armée marocaine risque de se démoraliser profondément.

Les grands gagnants

Au lendemain de l'annexion du Sahara occidental, le régime marocain pouvait affirmer fièrement qu'il était devenu le principal producteur du monde de phosphates. En fait, en regardant de plus près les intérêts qui sont dans les phosphates, il faut ramener les prétentions de Hassan II à de plus modestes proportions. L'Etat marocain est tout au plus devenu le vigile unique chargé d'assurer l'ordre pour le compte des mêmes Rothschild et Paribas qui, de part et d'autre de l'ancienne frontière, contrôlent en fait l'exploitation du phosphate. En quittant le territoire, les Espagnols transfèrent 65 % du capital de la société qui exploite les mines de Bou Crâa à l'Office chérifien des phosphates (OCP) ; en contrepartie, l'organisme marocain s'engage à vendre du minerai à un prix préférentiel aux firmes espagnoles. Ils conservent 35 %. La société espagnole qui contrôle ces 35 %, l'Enmisa, est financée par des sociétés américaines, allemandes et françaises dont la banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas) et la banque Rothschild. Ainsi, l'Office chérifien devient propriétaire du plus grand gisement de phosphates du monde. Or, l'office, qui a été créé en 1920 pour protéger les intérêts français de la concurrence anglaise ou allemande, et qui exploite depuis le début les phosphates marocains, appartient pour moitié à l'Etat marocain, et pour moitié à des firmes étrangères ; le transport et la transformation des phosphates est assuré par Péchiney, lui-même lié à la banque Paribas, qui contrôle un certain nombre de secteurs vitaux de l'économie marocaine. En 1955, Rothschild prend des participations dans les phosphates.



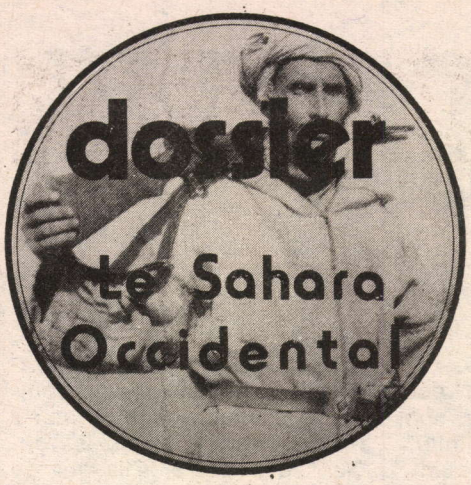
Les mines de fer de Zouérate : la propriété de Paribas, Rothschild, Usinor, Krupp, etc. (Ph. Sygma)

Après l'indépendance du Maroc, de nombreux capitaux américains affluent et s'investissent un peu partout, notamment dans les phosphates.

Ces trusts font d'autant plus confiance à l'armée chérifienne qu'ils connaissent son efficacité à protéger leurs intérêts au Maroc même ; car, si Hassan II représente le Maroc dans les réunions internationales, sur le plan économique, le Maroc c'est aussi la banque Paribas, installée depuis 1913, bien avant que le père de Hassan II remonte sur son trône au moment de l'indépendance.

En Mauritanie, on retrouvait les mêmes actionnaires dans la Miferma, la société qui exploitait le fer de Zouérate, Paribas et Rothschild, avec en plus Usinor, Krupp, Thyssen. La Miferma a certes été nationalisée en 1973 ; mais, d'une part, l'Etat marocain a copieusement indemnisé ceux qui avaient pillé jusque-là les richesses minières mauritaniennes, et d'autre part les grands trusts qui contrôlaient avant la Miferma continuent à en contrôler les débouchés. Ainsi, la société nationalisée continue à travailler pour les mêmes trusts.

En somme, ces groupes contrôlent toutes les richesses de la région, et quelle que soit la frontière derrière laquelle ils se trouvent, quel que soit l'uniforme qui monte la garde aux abords des mines, ce qu'ils veulent, c'est d'être assurés qu'il y aura des troupes pour continuer à les protéger.



Un peuple guerrier sans frontière ni État

Les Sahraouis sont des éleveurs de diverses origines ethniques, Berbères, Arabes ou Noirs, tous musulmans et parlant, ou comprenant à peu près tous, la même langue, le hassanya (proche de l'arabe).

Ils se répartissent selon des traditions ancestrales les pâturages sahariens où ils nomadisent avec leurs troupeaux dans une zone qui va de la côte atlantique à l'Erg Chech, au milieu de l'Algérie, et du Maroc aux fleuves Sénégal ou Niger, indépendamment du tracé des frontières. D'ailleurs, les tribus du sud-marocain ou du nord de la Mauritanie sont des tribus sahraouies qui passent indifféremment d'un pays à l'autre. Aucun recensement n'a permis de savoir combien ils sont exactement ; selon les estimations d'un envoyé spécial du **Monde** en 1976, ils seraient entre 200 et 300.000.

Les plus importants groupes de tribus sont les Regueibats, les Maures et les Teknas. Chaque tribu a une fonction sociale qui définit son rang par rapport aux autres. Les tribus guerrières sont les plus nombreuses, au sommet de la hiérarchie, avec les tribus maraboutiques, parfois guerrières elles aussi, mais chargées de transmettre l'héritage religieux musulman. D'autres sont « tributaires », et doivent payer un tribut ; elles pratiquent les travaux méprisés comme certains artisanats ou la culture des oasis.

Au-dessus de ce tissu plus ou moins lâche de règles et de coutumes qui lient les tribus les unes aux autres existaient parfois certains liens de suzeraineté les rattachant au royaume du Maroc. Les tribus sahariennes étaient bien loin, toutefois, de se soumettre à l'autorité du roi.

Depuis toujours, ces nomades habitués à se battre ont résisté à tous les envahisseurs, roi du Maroc compris. Les armées coloniales espagnoles et françaises se sont constamment affrontées à eux sans jamais réussir à les soumettre totalement. Au début du siècle, c'est de Smara, la ville sainte du Sahara occidental, que partira une des plus importante résistance à l'invasion du Maroc par les Français. Et les colonisateurs devront à plusieurs reprises lancer de véritables opérations de ratissage pour essayer de « pacifier », selon l'expression colonialiste, ces tribus irréductibles.

Sahraouis au combat. (Ph. APS)

Cependant, depuis la découverte des mines de phosphates de Bou Crâa, l'Espagne, aidée de la France, avait, en engageant une impressionnante armée du Sahara occidental, réussi à occuper une partie du territoire et à réduire les Sahraouis en décimant leurs troupeaux, empoisonnant les puits, les poussant à se réfugier au Maroc. En pénétrant le Sahara occidental, l'armée marocaine a poursuivi la même politique : arroser de napalm les camps de réfugiés, décimer les troupeaux et pousser une partie de ces populations à fuir cette fois en Algérie.

Le Front Polisario : les plus résolus

Le Front Polisario (Front populaire pour la libération de la Saguia El Hamra et Rio de Oro) s'est constitué en mai 1973. La plupart de ses jeunes fondateurs étaient d'anciens étudiants, fils de notables à l'itinéraire politique différent. Certains venaient de l'opposition mauritanienne, d'autres avaient milité dans les rangs de la gauche marocaine ou de l'UNEM (l'organisation étudiante marocaine). Le noyau se réclamait de Bassiri, le fondateur de « l'Organisation d'Avant-Garde pour la Libération du Sahara » (OALS), mort dans les geôles espagnoles après avoir organisé une grande manifestation pacifique à El Aioun en 1970.

C'est au cours de leur vie universitaire, à Rabat, Nouakchott, ou Paris, qu'ils découvrent les idées tiers-mondistes influencées par toutes les luttes pour l'indépendance nationale des pays opprimés : la révolution cubaine, la lutte des peuples vietnamien et surtout palestinien.

Coupés dans les faits du mode de vie nomade de leur famille, ils ramènent à leur retour, en plus des idées sur l'indépendance nationale d'un peuple qui ne sait pas encore qu'il constitue un peuple, un certain nombre de remises en cause des règles et traditions ancestrales.

Mohamed Abdelaziz, le secrétaire général du Polisario.
(Ph. Sipa Press)

Malgré cette coupure, cette nouvelle génération de jeunes Sahraouis aux idées modernes gagne rapidement de l'influence parmi les guerriers, anciens notables et chefs de tribus habitués à se battre, à résister dans le désert qu'ils connaissent parfaitement. Car ils s'engagent résolument, aussitôt après la création du Front, dans des opérations de harcèlement de l'armée espagnole. Cette politique leur permet de s'affirmer rapidement par rapport aux autres mouvements sahraouis, trop liés soit à Madrid, soit à Rabat. Et ils restent les seuls à reprendre le flambeau de la lutte contre l'armée marocaine qui, dès son arrivée, massacre les troupeaux et disperse les familles.

Cependant, le soutien de l'Algérie va permettre au Polisario de devenir une véritable armée dont il reçoit instruction, armes, matériel. Aujourd'hui, le Polisario affirme compter près de 10 000 combattants, armés et motorisés avec du matériel moderne. Ils sont même équipés du missile anti-aérien SAM 7.

Pour avoir pris la tête de la résistance contre l'occupation marocaine dont la population sahraouie, traditionnellement rétive à toute forme d'oppression, ne voulait pas ; pour avoir apparemment gagné sur cette base une influence incontestable, l'équipe de jeunes bourgeois nationalistes du Front Polisario aura par la même occasion réussi à canaliser la combativité des nomades vers un objectif qui n'était pas nécessairement le leur au départ : la création d'un Etat au sens moderne du terme. Création de cet Etat, vers laquelle s'est engagé le Polisario en formant le gouvernement provisoire de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) le 28 février 1976, signifie forcément la consolidation de frontières qui, même différentes de celles résultant de l'annexion marocaine, seront tout aussi artificielles pour des nomades qui en ont toujours ignoré le tracé et qui font partie d'un ensemble plus vaste de populations installées dans tout le Maghreb. Par ailleurs, la création d'un petit Etat sahraoui indépendant dans ces régions désertiques sans ressources, sauf celles des mines de phosphates que seule la technique occidentale permet d'exploiter, inviable économiquement, est certainement un non-sens à plus longue échéance.

Mais ce n'est pas le peuple sahraoui qui est responsable d'une situation qui ne lui laisse pas d'autre choix qu'entre l'annexion par le Maroc, avec la dictature d'Hassan II en prime, ou le combat pour l'indépendance nationale.

L'impérialisme, principal obstacle à l'union des peuples du Maghreb

Il a fallu à peine plus d'un siècle aux nations capitalistes européennes, nanties de leur industrie, de leurs armes et de leur bon droit — celui du plus fort — pour pénétrer le continent africain et le bouleverser.

En quelques dizaines d'années, après avoir écrasé toutes les résistances, elles l'ont dépecé et s'en sont partagé les bouts comme d'une vulgaire propriété. Indépendamment des hommes qui y vivaient, regroupant des populations différentes ici, séparant des populations identiques là.

En retirant leur administration, elles ont laissé une situation d'autant plus inextricable que leurs intérêts économiques étant toujours présents, elles continuent à piller leurs anciennes colonies.

Alors, les révolutionnaires sont solidaires de tous ceux qui se battent contre l'oppression nationale, lorsque cette oppression est le fait de l'impérialisme bien évidemment, mais aussi lorsque c'est le fait d'autres nations, elles-mêmes opprimées par l'impérialisme. Le combat que mène le peuple sahraoui le libérera peut-être du carcan marocain, mais certainement pas d'une autre oppression, celle de la misère.

Mais dans l'état actuel des choses, quels sont les autres choix possibles pour les Sahraouis, s'ils ne veulent pas vivre sous la férule du dictateur Hassan II, eux qui ont dû subir la légion espagnole ?

Car tel est le drame pour les peuples qui réclament le droit à l'existence dans ce monde moderne dominé par les capitalistes : de ne pas avoir d'autre choix que de se barricader dans leurs frontières, quitte à y crever de misère ! Alors même que les nations occidentales possèdent les moyens techniques, culturels et humains de sortir toute la planète de la misère.

Mais tant que c'est le capitalisme, c'est-à-dire des rapports d'exploitation et d'oppression qui dominent la planète, les petits peuples n'ont que le mauvais choix entre appartenir à des ensembles un peu plus vastes, mais le payer par l'oppression nationale, ou se débarrasser de l'oppression nationale, mais au prix de la multiplication des frontières dans un monde où les frontières sont depuis longtemps dépassées.

C'est bien pour cela que les révolutionnaires sont convaincus que la tâche la plus urgente pour que tous les peuples puissent vivre libres est le renversement du capitalisme.

En réalité, la seule solution pour les peuples de cette région est de ne pas reconnaître les frontières, telles que les ont artificiellement découpées les capitalistes, mais de constituer une entité bien plus large, plus vaste, au moins au niveau du Maghreb, qui regroupe des peuples qui parlent la même langue, qui ont les mêmes façons de vivre et qui ont été arbitrairement séparés par le colonisateur. Cela créerait un ensemble suffisamment varié et riche pour rendre l'ensemble viable et infiniment supérieur aux petits Etats.

Cela serait même souhaitable et possible, à un niveau plus vaste, à l'échelle de tout le continent, à une condition : de former de vastes fédérations qui ne soient pas sous la houlette d'un Hassan II, d'un Amin Dada, et autres Bokassa et au sein de laquelle les peuples soient libres et puissent alors s'épanouir.

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

"Rouge" devant les tribunaux pour diffamation envers l'armée

Lundi 29 octobre, Alain Bobbio, directeur de publication du journal trotskyste Rouge **et l'un des journalistes de l'équipe, Patrick Mars, comparaissaient devant la 17e chambre correctionnelle de Paris.**

On les accuse d'avoir fait, dans leur quotidien du 18 octobre 1978, le compte rendu d'une conférence de presse sur les accidents à l'armée, au cours de laquelle des parents de victimes dénoncèrent « le mur du silence » **que les autorités militaires leur ont opposé quand ils ont demandé des éclaircissements sur les circonstances de la mort de leurs enfants.**

Relater des faits évoqués par les parents, citer leurs témoignages, reprendre dans un titre les paroles mêmes d'une mère de soldat, voilà ce qui constitue pour le ministère public « une diffamation publique à l'égard de l'armée et un procès d'intention ».

Critiquer l'armée parce qu'elle fait des morts, n'est-ce pas un pléonasme... plutôt que de la diffamation ?

A.G.

lu avec intérêt...

Libération

Le journal Libération **du mardi 30 octobre publie un article sur un village camerounais décimé parce qu'il réclamait une école.**

« POUR AVOIR UNE ECOLE

En fait, cette énième « histoire camerounaise » ne date pas d'aujourd'hui. Elle commence, en 1976, dans un village camerounais peuplé par des « Arabes » et situé à environ 30 kilomètres de la petite ville de Makari (104 km au nord de Kousséri). (« Arabes » n'est ici que le nom d'une ethnie sahélienne, au confluent des populations noires et berbères).

Oubliés par l'administration centrale, les Arabes de ce village décident donc en 1976 de faire quelque chose pour sortir de leur dépendance : une école est à leurs yeux la base de tout. Comme on la leur refuse, ils décident tout simplement de se cotiser et versent aussitôt 300.000 F CFA (6.000 FF) à un responsable local, pour que l'on construise enfin une école chez eux. Mais l'argent disparaît.

Deux ans plus tard, les villageois se cotisent à nouveau et versent une autre somme assez importante à un autre responsable de l'administration. Celui-ci empoche à nouveau l'argent et se lance dans un commerce très juteux au Nigeria voisin. Il y a quelques mois, ces mêmes villageois décident de ne plus se cotiser, mais de fabriquer eux-mêmes des locaux. Ils construisent des hangars et demandent aussitôt à l'administration de leur envoyer des maîtres d'école. Réponse de l'administration : *« Nous ne pouvons vous envoyer de maîtres, ce n'est pas possible ».*

14 GENDARMES MASSACRES

Quelque temps plus tard, les villageois, enragés, tombent sur un instituteur voisin. Ils le passent à tabac. Celui-ci se rend aussitôt à la brigade de gendarmerie la plus proche, porte plainte et demande justice. Des gendarmes interviennent pour arrêter les agresseurs, mais sont accueillis par les villageois à coups de couteaux, de sagaies et de flèches empoisonnées. Bilan de ce premier assaut : quelques blessés du côté de la gendarmerie.

Samedi 21 octobre. La gendarmerie de Kousséri, prévenue de l'affaire de Makari, envoie un petit contingent de gendarmes rétablir l'ordre dans le village en révolte. Le préfet de Kousséri s'y joint. Deux chauffeurs civils sont réquisitionnés pour conduire plus de vingt gendarmes à Makari dans deux camions. Mais la réaction des villageois est la même. Les deux chauffeurs, effrayés par l'accueil que leur réservent les Arabes de Makari, rebroussent chemin, emportant leur seul bien : les deux camions. Seul le préfet de Kousséri et deux gendarmes ont le temps de s'embarquer dans les camions. Les autres y passent, tous. Bilan : quatorze gendarmes tués, trois autres disparus. Mais on peut douter que l'on puisse les retrouver un jour. Quant aux 14 cadravres, on pouvait les voir, mercredi dernier encore, à 10 heures, à l'hôpital de Kousséri, où quatorze cercueils attendaient d'être transférés au Sud-Cameroun.

L'affaire de Makari devient **vite une « affaire d'Etat ».** Le gouverneur du Nord-Cameroun, Ousman Mey, appartenant à l'ethnie Kotoko, décide l'intervention de l'armée. Le même jour un détachement de paras - commandos stationnés à Maroua (ville située à 260 km de Kousséri) est dépêché par hélicoptère sur les lieux du massacre des gendarmes, avec pour mission de *« récupérer les cadavres ».* La mission est accomplie assez facilement, et les corps transférés à Kousséri. Mais aussitôt après, alors qu'on pouvait penser l'affaire close, ces commandos repartent au village en question. Ils demandent d'abord à la population de mettre d'un côté tous les enfants de moins de cinq ans. Ce seront les seuls épargnés. Tous les autres, encerclés par les paras-commandos, sont exécutés, femmes et enfants compris. Le village est rasé et brûlé. Il ne figurera plus sur la carte du Nord-Cameroun. Bilan provisoire de l'opération commando : au moins 200 morts. »

lu avec intérêt...

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IVe Internationale

du 27 octobre 1979

commente la mise en place d'une force d'intervention impérialiste dans les Caraïbes.

« Le gouvernement des Etats-Unis vient d'annoncer la création d'une force d'intervention dans les Caraïbes avec le Canada et la Grande-Bretagne, cette décision s'ajoute à celle de créer une flotte spéciale d'intervention basée en Floride.

Depuis quelque temps, l'impérialisme américain porte donc une attention particulière aux Caraïbes.

Les mesures militaires qu'il prend sont destinées à surveiller l'évolution de certains Etats, à intimider certains gouvernements et aussi à prévenir tout mouvement radical de type castriste qui pourrait surgir dans une zone que l'impérialisme US ne tient pas à voir échapper, après Cuba, à son influence directe ou indirecte.

Certains changements politiques sont intervenus dans les Caraïbes qui, s'ils n'inquiètent pas outre mesure l'impérialisme US, lui suffisent néanmoins pour justifier une apparition militaire dans la région.

Ce fut le coup d'Etat de Grenade et la prise du pouvoir par Maurice Bishop contre le réactionnaire Gairy et les prises de position du nouveau gouvernement de Grenade en faveur de Cuba, ce furent les manifestations qui, à la Dominique, ont abouti à l'éviction de Patrick John et aujourd'hui l'instabilité politique causée par les destructions du cyclone David dans ce même pays. De plus dans un certain nombre de pays, comme la Jamaïque, la Guyana, le Surinam et d'autres, existe une certaine instabilité politique causée par l'extrême pauvreté de la population et l'expression fréquente du mécontentement populaire.

Une manifestation de la population de Saint-Georges-de-Grenade (Caraïbes) en 1977 contre le Premier ministre Eric Geiry. Depuis, Geiry a été renversé.

Alors, comme un peu partout dans le monde, l'impérialisme place ses navires de guerre. Cela fait partie du jeu stratégique auquel se livrent les grandes puissances dans le monde : en particulier les USA et l'URSS. »

Meeting Lutte Ouvrière

A Bordeaux

VENDREDI 9 NOVEMBRE

SALLE DE L'AIGLON
Place Puy-Paulin

— **Le nucléaire entre les mains des capitalistes : danger !**

— **Projection d'un montage audiovisuel sur l'avortement.**

Les travailleurs en lutte...

DASSAULT (Région parisienne)

Ça continue

Les mouvements continuent dans pratiquement toutes les usines Dassault. A Argenteuil et à Seclin, la majorité des travailleurs ont décidé l'occupation.

A Saint-Cloud, jeudi 25 octobre, nous avons fait 4 heures de débrayage et un vaste casse-croûte a eu lieu dans les ateliers. On discutait, on écoutait de la musique, un accordéon, tout en faisant griller des sardines et des merguez. Aux Machines, on a sorti notre petit bonhomme de 1968 qui tient un drapeau rouge. Toute une brochette de directeurs a d'ailleurs essayé de mettre fin à notre banquet, sans succès.

Puis dans la foulée, les syndicats ont organisé le blocage du restaurant d'entreprise le midi et ont empêché le personnel non gréviste de déjeuner. Le soir, alors que le travail avait repris en début d'après-midi, une dizaine de travailleurs, pour l'essentiel des délégués, étaient frappés de mise à pied de 8 jours ou 4 jours, selon les cas, par la direction.

Le lendemain, le travail n'a pas repris à Saint-Cloud et les syndicats nous ont proposé alors d'occuper l'usine toute la journée.

Après le week-end, le lundi 29 au matin, nous étions 600 à nous réunir (sur 800 ouvriers) pour décider de la continuation du mouvement. La CGT avait le matin sorti un tract proposant des actions de débrayage pour la semaine. A cette assemblée générale, il a été proposé par les syndicats de voter sur deux types d'action : soit la grève avec occupation, soit 2 heures de grèves tournantes par jour. La CFDT a expliqué qu'elle était contre l'occupation. A l'assemblée générale, la CGT, elle, n'est intervenue ni dans un sens ni dans un autre.

Malgré cela, 259 travailleurs ont voté pour la grève avec occupation et 317 pour les deux heures. Nous avons donc débrayé deux heures, mais ça discute beaucoup de l'occupation.

Une manifestation des travailleurs des usines Dassault le 16 octobre devant l'immeuble de « Jours de France », propriété de Dassault.

Le lendemain, jour de la paye, c'est en moyenne 800 F qui nous ont été retirés pour les heures de débrayage faites au cours des dernières semaines. Certains parlent d'aller vraiment à la bagarre.

Correspondant LO

URSSAF (Paris)

Une journée animée

Ces derniers temps, il y a eu un peu d'ambiance à l'URSSAF (un des organismes de la Sécurité sociale). A plusieurs reprises, depuis quelques semaines, à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour les 35 heures, nous sommes rentrés un quart d'heure puis une demi-heure en retard au bureau le matin.

Le 24 octobre, jour où se réunissait le Conseil d'administration, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à une journée de grève. Nous avons débrayé à près de 40 % (personnel de la cantine compris) et nous nous sommes retrouvés à 170 présents à Bolivar, en assemblée générale.

Des délégués proposèrent, pour occuper les grévistes, une séance de ciné-club... Mais, en fait de cinéma, nous avons décidé d'aller plutôt en faire nous-mêmes sur le palier de la direction !

Cette fois-ci, pas question pour le directeur de se défiler... Il sortit, outré par ce vacarme, et nous dit que, sur les 35 heures, il ne pouvait rien faire. Et nous de reprendre tous ensemble : « Il peut, il peut » !

Ensuite nous avons manifesté dans les couloirs, scandant : « Abaissez nos horaires », « Augmentez nos salaires », etc.

L'ambiance était chaude, surtout quand nous sommes arrivés aux guichets qui reçoivent le public (les employeurs inscrits à l'URSSAF). Voilà des employeurs qui ont pu voir un spectacle peu habituel : des employés affichant une mine réjouie...

Mais la journée n'était pas finie. L'après-midi nous avons envahi la séance du conseil d'administration qui prétendait ne pas nous recevoir.

Le président décida de lever la séance... Mais pour eux cela ne faisait que commencer, car on les empêcha de sortir.

Une gréviste lança à un des patrons qui siègent au conseil d'administration : « Nous gagnons juste 2.000 F par mois, comment vivre avec ça ? » A quoi ce patron répondit : « Ce n'est pas mon problème ! » « Evidemment, cette somme, pour vous, c'est pour votre week-end », lui lança une autre gréviste !

Bref, les répliques fusaient. Heureusement, des bouteilles d'orangeade destinées primitivement aux patrons vinrent désaltérer des gosiers qui en avaient bien besoin.

La majorité des grévistes restèrent encore un peu, pour partir finalement en scandant « Ce n'est qu'un au revoir ».

Pour les employés qui ont participé à ce mouvement, ce fut une très bonne journée...

Correspondant LO

Le président du Conseil d'administration de l'URSSAF se lève... il n'ira pas loin !

EATON (St-Nazaire - Loire-Atlantique)

Une direction qui veut imposer sa loi

L'entreprise Eaton, qui fabrique des boîtes de vitesses pour camions semi-remorque, est venue s'implanter dans la région il y a peu de temps.

Le 28 septembre, les travailleurs étaient venus poser un certain nombre de revendications, dont les 35 heures, pour ceux qui travaillent en quart, les 37 heures pour les autres, ainsi que l'augmentation des salaires. Devant les menaces de débrayage, la direction devint hargneuse. Le ton monta, mais le débrayage eut lieu malgré les intimidations, le chef du personnel et le directeur allant jusqu'à venir faire pression sur les travailleurs dans les ateliers. A la suite de ce débrayage, la direction annonça qu'elle ne distribuerait pas les bulletins de salaires à ceux qui avaient débrayé !

Cela ressemblait à une véritable provocation, et des travailleurs en colère ont poursuivi la direction pour réclamer leur dû. Dans la bousculade, quelques coups furent échangés.

Dès le lundi, 13 travailleurs ont reçu une lettre de licenciement, la réaction ne s'est pas fait attendre et l'usine s'est mise en grève, avec des piquets qui en interdisent l'entrée.

La police est intervenue contre les grévistes.

Mais la direction, qui a bénéficié du soutien des policiers, a dû en partie reculer, puisque trois licenciés ont été réintégrés. Ce qui a été ressenti par tous comme une victoire. Reste le problème des autres licenciés.

Correspondant LO

FAUT PLUS SE PRIVER !

Alors que les femmes de l'Etamage avaient arrêté la chaîne pour aller aux toilettes, un chef a cru bon de la remettre en route.

Eh bien, si avant on avait des scrupules pour aller aux wc, on n'a plus de raison d'en avoir.

Il faut laisser la place aux ambitieux qui, tout seuls, prétendent faire le travail de cinq.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Chaffoteaux (Saint-Brieuc) du 23 octobre 1979.

SERVICE CLANDESTIN !

La semaine dernière, au 2e étage de Pédiatrie, on a vu jusqu'à 8 lits trôner dans le couloir.

S'il s'agit d'un nouveau service clandestin, autant le savoir. On pourrait ainsi réclamer du personnel spécialement formé sur planche à roulettes, pour faire du slalom entre les lits !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* CHU Charles-Nicolle (Rouen) (Seine-Maritime) du 23 octobre 1979.

ON VA CREVER LE PLAFOND !

Au Pavillon des célibataires, nous allons payer 20 F de plus pour le loyer.

240 F pour une dizaine de mètres carrés, un lit, une chaise et un lavabo, c'était déjà cher payé ! Surtout pour des dortoirs que Michelin a amortis depuis bien longtemps !

Peut-être ces 8 % d'augmentation sont-ils le prix des morceaux de plâtre qui continuent à nous tomber sur la tête ?

A ce tarif, lorsque les chambres du premier étage seront tombées au rez-de-chaussée, Michelin va nous faire payer un loyer double !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Michelin - St-Doulchard (Cher) du 22 octobre 1979.

DES CERVEAUX POUSSIEREUX

Savez-vous que, si une employée des PTT épouse un étranger, l'administration lui envoie une petite note lui précisant que désormais elle ne peut plus postuler au poste de receveur d'un bureau de poste ? Que craint donc l'administration ? Que l'on divulgue des secrets d'Etat peut-être ? Ou reste-t-il dans la tête de nos administrateurs de vieux relents xénophobes ou racistes ?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Chèques Postaux - Bouseul (Paris) du 29 octobre 1979.

DUCELLIER (Puy-de-Dôme)

Cinquième semaine de grève

Depuis le 24 septembre, les usines Ducellier qui fabriquent des accessoires automobiles électriques, dans la région Issoire-Brassac, à la limite des départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire, sont en grève.

L'ORIGINE DU CONFLIT

C'est de l'usine de Grosmesnil qu'est parti le conflit avec la mise en place des postes globalisés. Le montage des allumeurs s'effectue ainsi avec moins de monde pour une production qui est passée de 1.600 à 3.000 pièces. En compensation, la direction a proposé un changement de catégorie, mais seulement à une partie du personnel concerné. D'où la colère, les premiers débrayages et la revendication pour passer P1. A l'usine d'Issoire, pour des problèmes spécifiques, l'atelier des montages de carcasses débrayait aussi. Les revendications avancées étaient les suivantes : augmentation de 400 F pour tous, suppression du travail au rendement et paiement des jours de grève.

LES MANŒUVRES DE LA DIRECTION

La paralysie partielle de la production, l'attitude des cadres, plutôt favorables aux grévistes, ont provoqué des réactions assez vives de la part de la direction. Faisant traîner le conflit en longueur, refusant de négocier avec les syndicats, la direction a utilisé largement la presse et la télévision locale pour faire pression sur les grévistes. D'une part, ce furent les menaces de poursuivre en référés au tribunal du Puy une demi-douzaine de délégués, et d'autre part, l'envoi d'une lettre à chaque salarié pour dénoncer la grève, puis le chantage à la soi-disant perte de marchés : Renault, principal client, s'adresserait à des fabricants étrangers ; ou encore le chantage aux licenciements de 200 à 300 personnes, si le travail ne reprenait pas tout de suite, sans compter les menaces d'appeler la police pour faire évacuer l'entrée de l'usine occupée, ainsi que les quais d'accostage pour camions.

LE DURCISSEMENT DE LA GREVE

Malgré cela, la détermination des grévistes n'a pas faibli. La réunion du comité central d'entreprise au siège social de Créteil n'a rien donné. Bien que l'usine d'Issoire participe peu au mouvement, celle de Grosmesnil a fait connaître la grève dans la région.

Jeudi 18 octobre, plusieurs centaines d'ouvriers ont manifesté à Brassac aux cris de : *« Ducellier peut payer », « 400 F pour tous ! ».*

Le lendemain, 200 grévistes sont allés renforcer ceux de l'usine de Sainte-Florine, en traversant les ateliers et en s'en prenant à la maîtrise. A Lempdes, une diffusion de tracts a perturbé la circulation pendant trois heures.

Lundi 22, tandis qu'une réunion de conciliation tentée par l'Inspection du travail au Puy échouait, plusieurs centaines de grévistes montaient à Clermont, à une cinquantaine de kilomètres, devant la chambre patronale de la métallurgie, et défilaient en ville.

Quelques municipalités de gauche ont débloqué un soutien exceptionnel aux grévistes, mais cela reste symbolique puisqu'il s'agit de 50 F par personne.

Après cinq semaines de grève, une certaine inquiétude existe, d'autant plus que l'ensemble des usines du groupe n'est pas mobilisé, sauf à Grosmesnil, et que des travailleurs ont repris, tandis que d'autres se sont mis en congé maladie. Mais la conscience qu'il faut l'emporter, tenir plus longtemps que la direction de Ducellier, pousse à continuer.

Correspondant LO

LA MURE (Isère)

● Grève à l'hôpital

A l'hôpital de La Mure, en Isère, les raisons de mécontentement ne manquaient pas.

En effet, l'hôpital est vétuste, et les conditions de travail particulièrement difficiles. Le déficit budgétaire se chiffrerait à 250 millions environ, et la direction menace de ne pas payer les salaires de novembre et décembre. Enfin, la direction refuse de remplacer le personnel en départ, s'abritant derrière les directives Veil qui voudraient imposer un maximum d'un agent hospitalier par lit (ou demi-lit en gériatrie), ce qui représenterait ici de 30 à 40 emplois en moins.

A l'appel de la CGT, la quasi-totalité des 210 travailleurs ont réagi à ces menaces par une série de débrayages depuis le 3 octobre, puis par la grève reconductible depuis le 14 octobre. Environ 20 % des 200 lits ont été fermés, et le service assuré par seulement 60 % du personnel, désignés tour à tour par la CGT. Ils exigent le remplacement du personnel au fur et à mesure des départs, la titularisation des auxiliaires, des assurances pour les salaires de fin d'année. Après une première semaine de grève et la séquestration durant 10 heures du conseil d'administration, ils obtenaient des promesses sur ces deux derniers points, mais décidaient de poursuivre le mouvement pour obtenir l'embauche de personnel.

Un vote doit avoir lieu lundi 29 pour la suite du mouvement.

Correspondant LO

● Les mineurs en colère

A La Mure également, suite au refus de la direction d'accorder une prime d'insalubrité aux piqueurs du puits le plus vétuste de la mine, puits où les ouvriers travaillent les pieds dans l'eau, la colère est montée dans toute la mine où les conditions de travail de ces piqueurs sont bien connues.

Une grève totale a été déclenchée à l'appel des syndicats, en particulier de la CGT qui dirige le mouvement. 800 travailleurs sont concernés. Pendant plus de trois semaines, les puits ont été totalement arrêtés, les directeurs interdits de séjour dans leurs bureaux se sont réfugiés dans un baraquement du carreau de la mine. Une centaine de mineurs formaient le piquet de grève devant les portes des bâtiments administratifs et directoriaux. Des collectes de soutien financier ont été organisées dans la région de la Mure et à Grenoble. Les mineurs ont mis en avant des revendications dans leur lutte : alignement de leurs salaires sur ceux des autres mineurs du sud-est, soit une augmentation d'environ 200 F, et la prime pour les piqueurs. Ils ont obtenu pour ces piqueurs une prime de 25 à 50 F mensuelle, ce qu'ils jugent dérisoire.

Néanmoins, le mardi 30 octobre, les mineurs réunis en assemblée générale ont voté par 73 voix de majorité sur 504 votants la reprise du travail. La CGT, donc, appelle à la reprise ce matin mercredi 31 octobre, et elle appelle à poursuivre l'action sous d'autres formes, notamment pour les travailleurs dont les revendications ne sont pas satisfaites.

Correspondant LO

Drôle d'outil

MILITANT DU PR. SUR SON OUTIL DE TRAVAIL

Jacques Blanc, secrétaire du PR, le parti de Giscard, a déclaré qu'il souhaitait que « les adhérents deviennent les meilleurs outils du meilleur ouvrier de France ». *En disant* « meilleur ouvrier de France », *il voulait parler de Giscard.*

Effectivement, Giscard se défend : on l'a connu meilleur ouvrier plombier de France lors de l'affaire des plombiers du Canard Enchaîné, *meilleur ouvrier électricien de France lors de la grande panne de l'EDF, meilleur artisan joaillier lors de l'affaire de Bokassa.*

Faudra-t-il que les militants giscardiens, pour être de bons outils, se déguisent en micros baladeurs, en lampadaires ou en petits écrins ? Quelle touche ils auraient !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SFM (Issy-les-Moulineaux)

Dans notre courrier

Ambarès (Gironde) : Labaz en grève

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Chers camarades,

Je me permets de vous envoyer des nouvelles au sujet de l'entreprise où je travaille. Il s'agit de l'entreprise pharmaceutique Labaz à Ambarès (Gironde) dans une banlieue de Bordeaux. Nous nous sommes mis en grève le jeudi 18 octobre pour :

— le maintien du pouvoir d'achat (soit 1,5 % à partir du 1er août. Il s'agit de rattraper les hausses occasionnées par la cotisation de Sécurité sociale) ;

— la diminution du temps de travail (une demi-heure sans diminution de salaire bien sûr), voire aller vers les 35 h ;

— et le paiement des heures de grève.

Voici maintenant un peu comment cela s'est passé. A la suite d'une assemblée générale ayant eu lieu le mercredi 17 octobre, tout le monde en avait ras-le-bol et nous avons décidé de nous mettre en grève dès le lendemain jeudi. Ce jeudi, nous étions environ 70 % en grève (source CGT). Bien sûr, comme toujours en pareil cas, la direction n'acceptait de discuter que... si nous rentrions bien sagement au travail. Elle ne manque pas d'air. »

Juste avant la visite du P-DG qui devait avoir lieu le mardi 23 octobre, il y avait 500 grévistes. « Nous avons arrêté la grève le jeudi 25 octobre et nous avons obtenu seulement 1,5 % correspondant à l'augmentation de la Sécurité sociale. Bien sûr, nous n'avons pas eu tout ce que nous demandions mais, quand nous avons repris le travail, le moral était quand même bon, et la prochaine fois on s'organisera mieux encore. Mais surtout, ce qui nous a bien aidés, cela a été le soutien actif et financier de la population et des municipalités qui entourent Ambarès, ainsi que celle d'Ambarès. »

Un lecteur et sympathisant de Lutte Ouvrière.

CKD RENAULT (Grand-Couronne - Seine-Maritime)

Une leçon éclatante de démocratie

Les dirigeants de la CGT avaient fait casser en justice les élections professionnelles de juin dernier. En vain, car les travailleurs les ont désavoués à nouveau en s'abstenant ou en votant nul à 66,7 % aux élections de mardi dernier.

En juin dernier, les électeurs s'étaient déjà abstenus ou avaient voté nul à 57,8 %. Ils protestaient alors contre le fait que cinq délégués de la CGT étaient écartés de la liste des candidats par quelques dirigeants de la CGT. Ceux-ci n'avaient donné aucune explication, mais il était évident qu'ils leur reprochaient d'être militants de Lutte Ouvrière. Le quorum n'avait pas été atteint et un deuxième tour avait eu lieu en juillet. Nos camarades présentaient une liste intitulée Démocratie Ouvrière avec d'autres travailleurs. Cette liste arrivait en tête avec 43 % des voix, et obtenait quatre élus en titulaire, et deux en suppléant. La CGT obtenait 29,8 % des voix, deux élus en titulaire et quatre en suppléant. En fait, la liste Démocratie Ouvrière avait obtenu suffisamment de voix pour avoir huit élus, mais comme elle était incomplète, la CGT recevait deux élus en suppléant.

Les bureaucrates faisaient grise mine. Ils avaient pourtant mis le paquet en faisant venir la veille du premier tour Sylvain, secrétaire général de la CGT Billancourt, et une quarantaine de responsables de Cléon, Flins, Sandouville, et Billancourt appuyés par une grosse sono. Le jour du premier tour, c'est encore à 60, dont de nombreux dockers, qu'ils étaient venus à la porte du CKD pour impressionner les électeurs. De nombreux travailleurs n'avaient pas apprécié, et le leur avaient dit énergiquement.

La CGT fait casser les élections

Mais les bureaucrates de la CGT croyaient avoir encore une carte dans leur manche pour contrer l'avis de la majorité des travailleurs. Ils attaquaient la Régie en justice sur la validité du 1er tour. Ils avaient le culot d'affirmer qu'il y avait eu « des pressions » et des « violences » sur les électeurs. La CGT gagnait son procès, en octobre, et un représentant de la direction, le sourire aux lèvres, annonçait que la Régie avait perdu son procès. Elle espérait bien sûr que les nouvelles élections la débarrasseraient des délégués de la liste Démocratie Ouvrière.

FO et CFTC en rajoutent

Au cours du procès, les dirigeants de FO allaient dans le sens de la CGT, alors que la CFTC reconnaissait que rien n'avait compromis l'indépendance du vote. Mais après le procès, les dirigeants de FO et de la CFTC se retrouvaient d'accord pour refuser que les mandats des anciens délégués du personnel se poursuivent jusqu'aux prochaines élections, alors que ceux de la CGT se prétendaient d'accord pour les prolonger. Devant le « désaccord » entre les syndicats, la direction suspendait tous les mandats jusqu'aux prochaines élections. Cela visait surtout les délégués de Démocratie Ouvrière, du coup paralysés à leur poste de travail.

Les dirigeants de la CGT déversaient des calomnies par tracts sur nos camarades, assimilés par eux à Ceyrac, Lecanuet, et la CFT.

Les syndicats déboutés par les travailleurs

Toutes ces manœuvres n'ont servi à rien aux bureaucrates syndicaux. La CGT a encore perdu 35 voix par rapport au premier tour de juin dernier, FO 29, la CFTC 32 voix. De façon encore plus nette, le quorum n'est pas atteint. Il y aura un deuxième tour permettant à tous les travailleurs qui souhaitent être candidats de se présenter.

	1978	1er tour juin 1979	1er tour octobre 1979
Inscrits	998	950	914
Abstentions	246	383	375
Blancs et nuls	74	167	235
Exprimés	679	400	304
CGT	483	206	171
FO	106	92	63
CFTC	89	102	70

RHONE-POULENC
(Pont-de-Claix - Isère)

Une semaine de grève

Depuis le vendredi 19 octobre, les portes de l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix sont cadenassées et gardées par des piquets de grève qui comptent une cinquantaine de grévistes en début de semaine et une vingtaine en fin.

Une grève de 32 heures pour répondre au lock-out de cent travailleurs, fut commencée le vendredi 19 octobre à 4 heures du matin, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO.

Elle fut très suivie et l'usine était déserte. Devant le refus de négocier que la direction opposait à la revendication de trois cents francs pour tous, l'intersyndicale, avec l'accord tacite des travailleurs, décidait de reconduire la grève jusqu'au lundi 22 octobre. Depuis à trois reprises les travailleurs ont voté à chaque fois majoritairement à bulletin secret la continuation de la grève.

Ce sont essentiellement des militants des trois organisations syndicales, CGT, CFDT, FO, qui sont présents aux piquets. La majorité des grévistes se déplace à l'occasion des votes, et encore, puisque 700 ne se présentent même pas du tout. Les manifestations prévues dans la localité ne rassemblent que de 100 à 250 grévistes.

Elles sont très dynamiques, avec le ralentissement de la circulation automobile sur la nationale qui traverse la commune, des jets de pétards, la diffusion de tracts, et le slogan « **Rhône-Poulenc doit payer** », très repris.

Le vendredi 26, la direction a assigné en tribunal des référés dix-neuf grévistes dont la majorité sont des délégués. Sous une pluie battante, en début d'après-midi, une dizaine d'automobiles descendirent à 30 km à l'heure les 10 km qui séparent Pont-de-Claix de Grenoble, ce qui créa un gigantesque bouchon.

A 14 heures 30, le tribunal se réunissait. Il donnera son avis dans les jours qui viennent.

Cette grève, suivie par la majorité, n'est pas une grève active, la plupart des travailleurs restant chez eux. C'est pour les travailleurs l'expression d'un ras-le-bol, mais ils laissent aux syndicats le soin de décider.

Les travailleurs s'inquiètent surtout de savoir si la direction est décidée à discuter maintenant. Ils ne s'accrochent pas à une revendication particulière. Ils sont surtout satisfaits de faire une bonne grève, pour une fois. Beaucoup de travailleurs considéraient le chômage technique imposé à 4 ateliers, la semaine précédente, comme une atteinte à leur dignité.

Correspondant LO

MASSEY-FERGUSON
(Marquette-les-Lille - Nord)

Pas de cantine pendant un mois !

A Massey-Ferguson, pendant tout le mois d'octobre, la cantine a été fermée. Près de 600 travailleurs, sur 2 600 personnes, mangent régulièrement à la cantine. Depuis un mois, les chauffe-gamelles sont surchargés.

Ce sont les syndicats CGT et CFDT qui gèrent les œuvres sociales dont le restaurant d'entreprise. Ils ont pris la décision de le fermer pour faire des économies. En effet, le budget consacré à la cantine a été largement dépassé, et accuse un déficit de plusieurs dizaines de millions d'anciens francs. Ils disent ne pas vouloir prendre davantage dans le budget des autres activités sociales, et réclament une rallonge de budget à la direction. Celle-ci a toujours refusé, reprochant aux syndicats de mal gérer leur affaire. Elle a de plus traîné les responsables CGT et CFDT devant le juge des référés, pour les obliger à rouvrir la cantine. Dans les ateliers, c'est plutôt la grogne. Certains travailleurs reprennent les arguments des syndicats, en disant que la direction doit renflouer le budget. D'autres travailleurs critiquent les syndicats, leur reprochant d'avoir pris seuls la décision de fermer la cantine, de ne pas savoir ou passe l'argent du comité d'entreprise. Les syndicats n'ont d'ailleurs appelé à aucune réunion d'information sur ce problème. En acceptant de gérer les œuvres sociales, un certain nombre de syndicalistes ont trouvé avantageux pour eux de se retrouver à des places de gestionnaires manipulant des millions.

Quand ça va bien, ils ne manquent pas une occasion pour dire qu'ils font mieux que les patrons. Maintenant qu'ils sont dans le pétrin, les syndicats réclament à la direction de reprendre la gestion de la cantine.

La direction n'est évidemment pas décidée à faire cela, elle ne trouve pas son intérêt dans cette affaire. Elle préfère laisser cette tâche à des syndicalistes qui acceptent le rôle de « marchands de soupe ». Et elle se frotte les mains quand ces mêmes syndicalistes récoltent le mécontentement des travailleurs.

Correspondant LO

Les travailleurs en lutte...

Alsthom Belfort :

5e semaine de grève

A la veille du long week-end de la Toussaint, les travailleurs de l'Alsthom Belfort en sont à leur cinquième semaine de grève totale avec occupation. A l'heure où nous écrivons, le tribunal de Besançon qui doit se prononcer sur la demande d'évacuation posée par la direction, n'a pas encore rendu son arrêt. Mais de toute évidence, quelque soit le jugement, il ne règlera en rien la grève.

D'une part, il apparaît qu'une forte majorité de travailleurs ne sont pas décidés à reprendre sans obtenir satisfaction, et d'autre part, les syndicats, regroupés en une intersyndicale qui dirige le mouvement, déclarent être décidés eux aussi à aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement pour contraindre la direction à la reprise des négociations.

La revendication essentielle — un demi 13e mois, ce qui représente environ une augmentation de 120 francs par mois — ne remet pas en cause la politique de freinage des salaires que veulent maintenir gouvernement et patronat. Et dans la situation actuelle, le risque de voir les luttes offensives se généraliser spontanément et de voir les directions syndicales débordées semble limité. C'est du moins le raisonnement qu'elles ont fait, semble-t-il ; en particulier la CGT n'est pas gênée pour prendre la tête d'un mouvement revendicatif comme celui de Belfort.

Mais cela ne va pas sans tiraillement. Par exemple, la CFDT insiste pour que la lutte soit menée surtout au plan local, alors que la CGT pèse pour que la grève s'étende, au moins à l'ensemble du groupe Alsthom. Avec ses réticences, la CFDT a réussi à retarder au 30 octobre la « montée sur Paris ». Mais les divergences tactiques qui se manifestent ainsi entre organisations syndicales relèvent plus de la concurrence et de la lutte d'influence.

Sur la conduite générale du mouvement, les syndicats s'affirment toujours d'accord, mais ce sont la CGT surtout, et dans une moindre mesure la CFDT, qui dirigent les opérations.

En ce qui concerne l'occupation de l'usine, la CGT et la CFDT n'ont rien fait les premiers jours pour l'organiser, si ce n'est d'envoyer les 6 000 grévistes aux portes, là où les guérites des gardiens ne permettent qu'à un petit nombre de grévistes de rester. Et de fait, l'occupation a démarré plutôt comme une gardiennage de l'usine. Poussant dans ce sens, un système tatillon de laissez-passer a été mis en place, si bien que parfois des visiteurs, et même des travailleurs de l'Alsthom ont été acueillis fraîchement.

Bien sûr, pour la petite communauté de plusieurs dizaines de travailleurs qui gardent leur porte, c'est l'occasion de discuter, de faire des soirées chaleureuses. Mais de fait, par roulement, ce sont près d'un millier de travailleurs combatifs qui sont ainsi confinés dans une tâche de gardiennage. Et comme ils n'ont quasiment jamais l'occasion de se retrouver ensemble pour discuter de leur grève, des actions à organiser ou des choix à faire, le rôle de décision peut être, en toute tranquillité, monopolisé par une poignée de dirigeants syndicaux.

A deux reprises, les travailleurs de l'Alsthom Belfort ont arrêté « l'Arbalète » au niveau de l'usine au début d'octobre.

Malgré tout, les travailleurs des piquets ont cherché à se faire entendre de l'intersyndicale. Certains ont fait des pétitions, demandent des actions spectaculaires. Et finalement, les plus déterminés sont venus imposer leur présence à l'intersyndicale. Actuellement, les piquets envoient des représentants à l'intersyndicale.

Mais cette situation, CFDT et CGT surtout ne l'ont pas admise facilement.

Correspondant LO

Radio Alsthom pas spontanément démocratique

Depuis le début de la grève, Radio Alsthom en lutte émet deux fois par jour sur 102 mégahertz en modulation de fréquence avec le matériel de Radio Lion Rouge qui existait auparavant. Au fil de la grève, ses émissions sont de plus en plus écoutées à Belfort, et aujourd'hui, cette radio constitue un moyen d'information efficace.

A chaque émission, Radio Alsthom éprouve le besoin de préciser qu'elle est ouverte à tous les grévistes. Pourtant jusqu'à présent, elle ne répercutait que les décisions de l'intersyndicale, et le point de vue de la CGT ou de la CFDT, et accessoirement celui des autres syndicats. Lundi midi 29 octobre, lorsqu'un gréviste a voulu expliquer son avis sur la répartition de l'argent de la caisse de grève, il a d'abord dû s'imposer à un responsable du PCF, qui voyait d'un mauvais œil qu'un point de vue, différent de celui de l'intersyndicale, passe sur les ondes.

Delle Alsthom Villeurbanne rejoint la lutte du groupe Alsthom

Depuis le jeudi 25 octobre, l'usine Delle-Alsthom de Villeurbanne est en grève. Pourtant, jusqu'alors il semblait que c'était le calme plat. Il y avait bien eu un débrayage de soutien pour Belfort. Des cahiers de revendications venaient d'être déposés à la direction. Devant le refus de la direction locale de se prononcer, les syndicats organisaient une consultation à bulletin secret. Les deux questions étaient : êtes-vous pour des débrayages tournants, ou pour une grève de 24 heures reconductible ? Sur 1.486 travailleurs consultés, 864 étaient pour les 24 heures reconductibles et 413 pour les débrayages tournants. L'énorme majorité était pour faire quelque chose.

Depuis vendredi, les travailleurs ont chaque matin reconduit la grève. Elle est suivie par la presque totalité des ouvriers. Par contre, la majorité des employés des grands bureaux travaille malgré les piquets de grève dissuasifs placés tous les matins. Lundi matin, après le pont de la Toussaint, les travailleurs devront décider s'ils poursuivent ou non leur lutte. Mais les travailleurs les plus combatifs pensent que si la grève continue lundi, il faudra occuper l'entreprise.

Correspondant LO

Les Alsthom dans la rue mardi, à Paris

Mardi à 13 heures, le train spécial de Belfort déversait pres de 1.300 ouvriers de l'Alsthom à la gare de l'Est où la manifestation des grévistes de Saint-Ouen était venue les attendre. Il y avait là plusieurs cars venus de Villeurbanne, de Tamaris, de Marseille, de Châlon. Et, à l'Etoile, les entreprises du Bourget et de La Courneuve — qui avaient appelé à un débrayage assez suivi pour l'après-midi — se joignaient au cortège.

C'est donc environ 2.000 ouvriers qui manifestaient ensuite devant les portes du siège d'Alsthom-Atlantique où les cris Occupation jusqu'à satisfaction **seront largement repris.**

Aux fenêtres, une belle brochette de chefaillons qui seront largement conspués à mesure qu'on les reconnaît.

Bien sûr, pour personne le problème n'est réglé par la manifestation mais tout le monde est content et bien décidé à ne pas céder.

Alsthom-Atlantique - Saint-Ouen : Ça continue

Lundi, alors que commençait le 18e jour de grève à Saint-Ouen, malgré une présence très importante des chefs et de la maîtrise à la porte, une dizaine de nouveaux grévistes sont venus demander leur carte.

Inutile de dire que le moral était au beau fixe et que lorsque, dans la matinée, est organisée une manifestation à la Bourse des valeurs, c'est environ une centaine de grévistes qui s'y retrouveront.

Mardi, dans la foulée, en partant à la gare de l'Est, les grévistes iront faire le coup de poing contre les CRS qui avaient, le matin même, fait évacuer la Salta (entreprise de location de camions) en grève depuis plus d'un mois.

Mardi 30 octobre les métallos lyonnais bloquent les trains

Mardi soir, nous qui sommes en grève à Delle-Alsthom, nous sommes allés manifester à la Gare de Lyon-Perrache. A plusieurs centaines, nous avons investi le métro, en en profitant pour expliquer notre grève aux voyageurs. A la gare, nous avons rejoint les travailleurs de chez Berliet, qui bloquaient déjà les trains depuis une heure. Et plus tard, nous avons été rejoints par plusieurs délégations de travailleurs de la métallurgie de Lyon. Il y avait une bonne ambiance dans la gare, nous étions contents de nous retrouver ensemble. Puis nous sommes repartis en manifestant, dans les rues de Lyon, et en faisant une petite halte dans le hall des bureaux du journal Le Progrès, **histoire de l'informer, car il n'a pas l'air d'être au courant de notre grève !**

Correspondant LO

FILMS FILMS FILM

"Le malin" de John HUSTON

A son retour de l'armée, Hazel Motes, devenu orphelin et se retrouvant sans rien à faire, devient prédicateur et fonde une secte religieuse : « sans Jésus-Christ et sans péchés ».

John Huston, le réalisateur, suit son héros pas à pas parmi les prédicateurs de rue d'une petite ville du sud des Etats-Unis, un monde d'arnaqueurs, de faux aveugles, de gens paumés, sorte de cour des miracles où les seuls êtres sincères sont les simples d'esprit ou les fous.

John Huston voulait-il illustrer, dans ce film, le foisonnement des sectes religieuses qui se sont toujours développées aux Etats-Unis ? Si c'était là son propos, c'est un échec. Le Malin décrit le chemin d'un individu vers la folie mystique.

Hazel Motes meurt après s'être brûlé les yeux à la chaux vive et bardé le torse de fil de fer barbelé.

Bien que soient campés autour de lui quelques personnages bien typés, le spectateur reste sur l'impression d'une histoire complètement irréelle. Quant à toutes les questions qu'on peut se poser en voyant le film, elles restent sans réponse : qu'est-ce qui peut bien expliquer tout ce foisonnement de prédicateurs ? Pourquoi les gens se rassemblent-ils aussi facilement autour d'eux quand ils montent sur le capot d'une voiture et débitent des phrases insensées sur dieu, le péché ou la religion ? Pourquoi donnent-ils de l'argent à la première demande ?

Le fait que le film soit bien joué ne sauve pas les spectateurs de l'incompréhension et de l'ennui.

Pierre LEMAIRE

Hazel Motes (Brad Dourif), le jeune prédicateur du *Malin*.

ON NOUS COMMUNIQUE

Le groupement régional parisien de la Fédération française des ciné-clubs organise, avec Cinéma 79, un week-end du cinéma français les 17 et 18 novembre, de 12 h à 24 h, au cinéma Jean-Renoir : neuf films suivis de débats, dont la plupart en présence des réalisateurs.

Au programme :

Mais où est donc Ornicar.
La tortue sur le dos.
Passe-Montagne.
Passe ton bac d'abord.
Les belles manières.
La question.
La fille de Prague avec un sac très lourd.
L'hypothèse du tableau volé.
Corps à cœur.

(Pour tout renseignement : FFCC. Tél. 206-96-06 et 08.)

Tarifs individuels : 1 film : 12 F ; 3 films : 30 F ; 9 films : 60 F.

Adhérents FFCC : 1 film : 10 F ; 3 films : 25 F ; 9 films : 50 F.

Sélection

Films récents

APOCALYPSE NOW, de F.F. Coppola, avec Marlon Brando.

Une dénonciation de la guerre du Vietnam et de l'intervention américaine. Un film cependant teinté de fatalisme quant à la noirceur de la nature humaine.

Gaumont - les - Halles (1er) - ABC (2e) - Impérial (2e) - Hautefeuille (6e) (vo) - Ambassade (8e) (vo) - Fauvette (13e) - Gaumont Sud (14e) - Montparnasse-Pathé (14e) - Sept-Parnassiens (14e) (vo) - Broadway (16e) (vo) - Clichy-Pathé (18e) - Gambetta (20e).

LE SYNDROME CHINOIS, avec Jane Fonda, Jack Lemmon, Michael Douglas.

Un accident dans une centrale nucléaire américaine. Le nucléaire laissé entre les mains des capitalistes est un danger pour l'humanité.

Publicis St-Germain (6e) - Paramount City Triomphe (8e) - Paramount Opéra (9e) - Paramount Montparnasse (14e).

LE TAMBOUR, de Volker Schloendorff, d'après le roman de Günter Grass.

Dantzig de 1924 à 1945 : 21 ans d'histoire et surtout de petites histoires vues par un sale gosse trop sensible. Malgré un symbolisme souvent obscur, une évocation et une dénonciation du nazisme.

Capri (2e) - UGC Opéra (2e) - Odéon (6e) - Biarritz (8e) - George V (8e) - Paramount Opéra (9e) - UGC Gare de Lyon (12e) - Paramount Montparnasse (14e) - Bienvenue (15e) - Kinopanorama (15e) - Tourelles (20e).

SANS ANESTHESIE, d'A. Wajda.

En Pologne, un journaliste au faîte de sa gloire voit tout s'effondre autour de lui, aussi bien au niveau personnel que professionnel.

Forum des Halles (1er) - Studio de la Harpe (5e) (vo) - St-André-des-Arts (6e) (vo) - Balzac (8e) (vo) - Elysées-Lincoln (8e) (vo) - St-Lazare-Pasquier (8e) - Paramount-Galaxie (13e) - Sept-Parnassiens (14e) (vo) - 14-Juillet (15e) (vo).

CEDDO, de Sembene Ousmane.

Au XVIIe siècle, en Afrique, l'affrontement entre les traditions tribales et les missionnaires, principalement ceux de l'Islam.

Marais (4e) (vo).

et moins récents

BLUE COLLAR, de P. Schreder.

Un épisode de la vie de trois ouvriers de l'automobile aux USA.

Grand-Pavois (15e) (vo).

LES ENFANTS DU PARADIS, de M. Carné, avec Arletty, J.-L. Barrault, Pierre Brasseur.

Une histoire d'amour dans le Paris populaire des années 1850. Un classique du cinéma.

Escurial (13e).

LA FLUTE ENCHANTEE.

Opéra de Mozart filmé par Bergman.

Panthéon (5e) (vo) - Saint-Charles-Convention (15e) (vo).

RETOUR, avec Jane Fonda.

Le drame du retour de soldats américains de la guerre du Vietnam.

Châtelet-Victoria (1er) (vo) : 20 heures 15.

PAIN ET CHOCOLAT, avec Nino Manfredi.

Les grandes illusions d'un émigré italien en Suisse. Drôle et émouvant.

Saint-Michel (5e) (vo).

"Le toubib"

de GRANIER-DEFERRE, avec Alain DELON...

Les rôles de Delon se suivent et se ressemblent... Cette fois encore, on nous le montre dans un personnage de séducteur taciturne, en l'occurrence un médecin militaire.

L'action se déroule avec pour arrière-fond une guerre, dont on ignore tout aussi bien le lieu que les causes et même les belligérants. On n'en voit que les blessés, que l'on soigne dans une antenne chirurgicale de campagne, et les morts victimes d'un raid ennemi. Dans ce cadre, le chirurgien bourru et amer, dont la rudesse cache une blessure personnelle mal cicatricée, découvre l'amour sous les traits d'une jolie infirmière, qui est atteinte d'une lésion irréversible aux poumons.

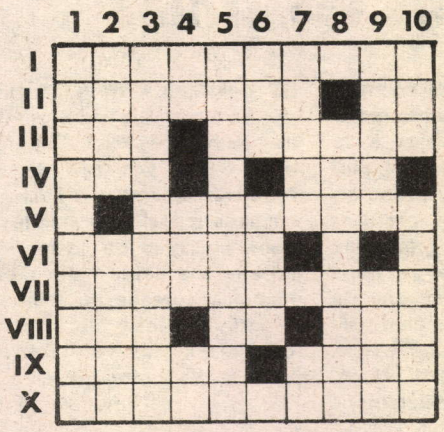
De toute façon, elle meurt victime d'une mine à infrarouges en allant cueillir des coquelicots dans un champ de blé.

Ce roman-photo aura au moins le mérite de nous montrer quelques-unes des machines de guerre sophistiquées en service dans l'armée (le film a été tourné au camp militaire de Sissone) et les moyens médicaux qui sont utilisés pour essayer de rafistoler ceux que les engins de mort n'ont pas réussi à achever.

A la suite de Prévert, Delon semble dire : « *Quelle connerie la guerre* ». Mais il n'y a pas que la guerre qui soit une connerie... à cette différence près qu'il est plus facile de sortir indemne d'une salle de cinéma.

J.P.V.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Inscrivit dans la réalité tangible. — II. Qui n'est pas coutumier - Deux romain. — III. Matière d'enseignement - Précède l'hôpital. — IV. Permet de tourner rond - Entre do et ré. — V. Approfondit à nouveau. — VI. Changea avec le temps. — VII. Ont en fin de compte. — VIII. Pas mort de sa belle mort - Un tiers - Brame. — IX. Abritent des objets allongés - Fait la roue. — X. Il maintient un assemblage (mot composé).

VERTICALEMENT. — 1. Servent à faire de la fumée, pas du feu. — 2. Pierre - Courbé. — 3. Forme des chiffres. — 4. En cas - Et elle possède (phonétiquement) - Fin d'infinitif. — 5. Tourne en dérision. — 6. Parti basque - On ne le quitte pas sans risque. — 7. Entre ciel et campeur - Fleuve d'Italie. — 8. Apprécierai en connaisseur. — 9. Qui lui sont personnels - Gaz rare. — 10. Il vaut mieux qu'il garde la chambre - Agissent en justice.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	F	E	C	T	O	I	R	E
II	A	C	A	R	I	A	T	R	E	S
III	S	O	U	R	D	■	A	L	E	P
IV	S	E	X	E	■	O	R	A	L	E
V	E	U	■	R	U	P	I	N	■	R
VI	H	R	A	■	D	I	E	D	R	E
VII	B	E	G	U	I	N	■	A	I	R
VIII	L	E	A	■	N	I	A	I	S	E
IX	E	■	C	R	E	O	N	S	■	N
X	R	■	E	E	■	N	E	E	■	T

TELE TELE TELE TE

L'Islam aux « Dossiers de l'écran »

Mardi 30 octobre, les Dossiers de l'écran d'Antenne 2 étaient consacrés à la deuxième partie d'un débat sur l'Islam, ouvert la semaine précédente par la projection de la première partie du film Le Message.

La deuxième partie du film, projetée mardi 30 octobre, montre quelques épisodes de la lutte de Mahomet et de ses fidèles pour gagner à la religion musulmane l'Arabie tout entière. On sait que Mahomet, né à La Mecque, ne fut d'abord pas prophète en son pays. Se heurtant à l'incompréhension de ses concitoyens, il dut partir pour la ville voisine de Médine, en l'an 622.

Les dix années qui suivirent, jusqu'en 632, année de la mort du prophète, furent dominées par l'affrontement entre les habitants de La Mecque et les musulmans de Médine. Elles se terminèrent par la victoire de l'Islam. A sa mort, Mahomet avait gagné à sa religion l'Arabie entière, à l'échelle de laquelle il avait construit un véritable Etat. Dans le siècle qui suivit, l'Islam connut une extension prodigieuse, puisqu'en 732 les combattants musulmans étaient à Poitiers, après avoir gagné à eux, à l'ouest l'Afrique du Nord, l'Egypte et l'Espagne, et à l'est la Syrie et l'empire Perse, arrivant jusqu'aux confins de l'Inde.

En France, des préjugés racistes courants à l'égard des peuples arabes sont associés à un certain nombre d'idées reçues sur la religion musulmane. Celle-ci se serait imposée surtout grâce à la cruauté fanatique des combattants musulmans et à une intolérance extrême à l'égard des autres religions. Ces préjugés ne pouvaient manquer d'apparaître dans les questions des téléspectateurs à Antenne 2, aussi bien mardi 30 octobre que la semaine précédente.

Le film de Mustapha Akkad répondait dans une certaine mesure par avance à ces questions et à ces préjugés. En fait, c'est surtout politiquement que Mahomet gagna l'Arabie ; il sut combattre militairement et gagner quand il le fallait, mais il sut aussi composer, passer des compromis, permettre à ses ennemis d'hier de le rejoindre et de devenir ses meilleurs combattants. Il sut surtout construire un véritable Etat, en s'appuyant sur des hommes qui n'étaient pas animés seulement par la soif d'un butin, ou bien par défense de leur « honneur » individuel, comme la plupart des combattants des diverses tribus qui s'opposèrent à lui. Les musulmans avaient le sentiment de combattre pour le bien collectif, pour construire une société où chacun aurait sa place. Mahomet sut gagner les puissants à lui, mais il sut gagner aussi les pauvres. Tout comme la religion chrétienne à ses débuts, l'Islam ne put s'imposer que parce qu'il sut exprimer, à un moment donné, les aspirations de millions d'hommes à plus de justice et d'égalité, leur aspiration à être des hommes, tout simplement.

C'est d'ailleurs pourquoi on ne peut guère discuter de l'Islam en tant que tel, ou même de tout autre religion, en dehors d'un contexte politique et social donné. Le débat le montra à sa manière. A ceux qui reprochaient à l'Islam sa « barbarie », citant la condition des femmes, ou la peine de la main coupée pour les voleurs, les participants au débat, musulmans de différents pays, eurent beau jeu de répondre. On ne peut imputer à l'Islam tout ce que des musulmans ont fait en son nom, ou alors il faut imputer à Jésus-Christ la responsabilité de massacres innombrables. Si barbarie il y a, alors c'est celle d'une société, d'un régime politique, et non celle d'une religion. Et si l'on discute de cela, purent dire en substance les participants au débat, l'un iranien et proche de l'ayatollah Khomeiny, les autres égyptiens ou africains, alors la barbarie des sociétés dites occidentales et chrétiennes vaut bien celle des sociétés musulmanes, sans parler de toute la barbarie et de l'oppression coloniale que les premières ont fait subir aux secondes...

Sur ce plan, il n'y a en effet rien d'autre à répondre aux préjugés exprimés contre la religion musulmane, qui ne sont au fond qu'une forme du mépris politique des anciennes puissances coloniales et impérialistes à l'égard du monde arabe et musulman. Si les débats d'Antenne 2 ont contribué à faire comprendre cela, alors ils n'auront sans doute pas été inutiles.

Il reste évidemment d'autres questions, notamment celle du rôle de l'Islam aujourd'hui. Comme toutes les religions, il joue un rôle de stabilisation politique et de conservatisme social dans les régimes qui l'adoptent. L'ami de Khomeiny présent dit presque explicitement que l'Islam, en Iran, a pu contribuer à canaliser et amortir la colère populaire, tandis que l'ambassadeur du Niger reprocha à la « République islamique » de Khomeiny de pratiquer un amalgame dangereux des structures politiques et religieuses, courant ainsi le risque qu'un discrédit du régime ne devienne un discrédit de l'Islam en tant que tel, ce dont tous ceux qui, de par le monde, s'en servent comme d'un facteur de conservation sociale ne pourraient que pâtir...

Cela touche là bien des problèmes politiques et c'est tout un autre débat. Mais ce n'était pas dans le cadre de cette émission, et avec ces invités, qu'il pouvait se dérouler...

André FRYS

Des Iraniens prient durant une manifestation contre le chah.

Sélection télé

Samedi 3 novembre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Madame Sourdis.** Dramatique d'après une nouvelle d'Emile Zola. Cette courte nouvelle raconte l'histoire d'un couple, où le mari, peintre, continue à signer ses toiles et même devient célèbre, alors que c'est sa femme qui tient le pinceau.

FR3 - 20 h 30 - **Le pape des escargots.** Dramatique en trois épisodes, réalisée par Jean Kerchbron. Première partie. D'après un roman d'Henri Vincenot. Une histoire typiquement bourguignonne.

Dimanche 4 novembre

TF1 - 20 h 45 - **La sirène du Mississipi.** Un film de François Truffaut (1969), avec Jean-Paul Belmondo et Catherine Deneuve. D'après le roman policier de William Irish.

TF1 - 22 h 35 - **Le sacre du printemps.** Ballet sur la musique d'Igor Stravinsky. Par l'orchestre philharmonique de l'ORTF. Avec le Ballet-Théâtre Joseph Russillo.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Littérature et politique : Jean Giraudoux.**

FR3 - 20 h 30 - **Les grandes villes du monde : Varsovie.** Un aperçu historique (avec des bandes d'actualité de l'époque) sur la capitale de la Pologne, en partie détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rien n'est montré sur la Varsovie actuelle.

FR3 - 22 h 45 - Cinéma de minuit : **Anno Uno.** Un film de Roberto Rossellini inédit en France : la vie des chefs de la Démocratie Chrétienne, de Gasperi, qui va être à la tête du pays dans les années d'après-guerre. Le film semble surtout avoir été tourné dans un but de propagande.

Lundi 5 novembre

TF1 - 20 h 35 - **Le voyou,** un film policier de Claude Lelouch, avec J.L. Trintignant. Une histoire de vengeance, de truand qui s'évade et de rapt d'enfant. Le tout fait un film drôle et bien enlevé !

Mardi 6 novembre

TF1 - 20 h 30 - **Histoire de la marine : 3 : l'aventure à la voile ».** La grande aventure des voiliers du XVI[e] au XIX[e] siècles. Pour les amoureux de la mer, et pour tous ceux qui aiment l'histoire.

ANTENNE 2 - 20 h 40 - **Les Dossiers de l'écran : Le juge Fayard dit le shériff.** Un film d'Yves Boisset, avec Patrick Dewaere. Le film est inspiré de plusieurs faits réels, en particulier l'assassinat du juge Renaud. A sa sortie, il n'avait pas plu aux gens du SAC car on parlait d'eux en les mêlant à des truands. Le mélange de certains hommes politiques de la majorité avec certains hommes du milieu du banditisme, c'était sûrement un sujet beaucoup trop imprudent pour le débat qui suivra. La question posée : **« Pourquoi tant de crimes impunis ? »** permettra certainement d'éluder les sujets épineux, et de ne pas répondre au film. Pour l'instant, le ministre Peyrefitte et le journaliste Derogy sont invités. Le film, de toute manière, est à voir ou à revoir.

Mercredi 7 novembre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Mi-Fugue, Mi-Raison : Les voisins, les problèmes de communications.**

ANTENNE 2 - 22 h 30 - **Les jours de notre vie.** Emission médicale de Pierre Desgraupes, consacrée au sommeil et aux rêves.

Jeudi 8 novembre

FR3 - 20 h 30 - **Le viager.** Un film de Pierre Tchernia, avec Michel Serrault et Michel Galabru. Le vieux, celui qui a vendu sa maison en viager, ne se décide pas à mourir. Comédie amusante... et parfois caustique.

Vendredi 9 novembre

ANTENNE 2 - 22 h 45 - **Ciné-Club : L'ennemi public .** Un film américain en version originale sous-titrée avec James Cagney et Jean Harlow. Un classique du film noir, avec gangsters à gogo.

LIVRES_LIVRES_LIVR

"La grande armée"

de Georges BLOND

Sous ce titre, Georges Blond publie chez Laffont une histoire des armées napoléoniennes. En quelque cinq cents pages, il évoque le sort du million six-cent mille hommes qui, du camp de Boulogne-sur-Mer (à partir duquel Napoléon espérait envahir l'Angleterre) en 1803, à la bataille de Waterloo en 1815, servirent à un moment ou à un autre sous les ordres de Napoléon. 850 000 furent tués. A ces chiffres, qui ne portent que sur les troupes françaises, il convient d'ajouter ceux concernant les armées étrangères (belges, italiennes, autrichiennes, allemandes) qui, au gré des alliances et des coalitions, furent amalgamées à l'armée impériale.

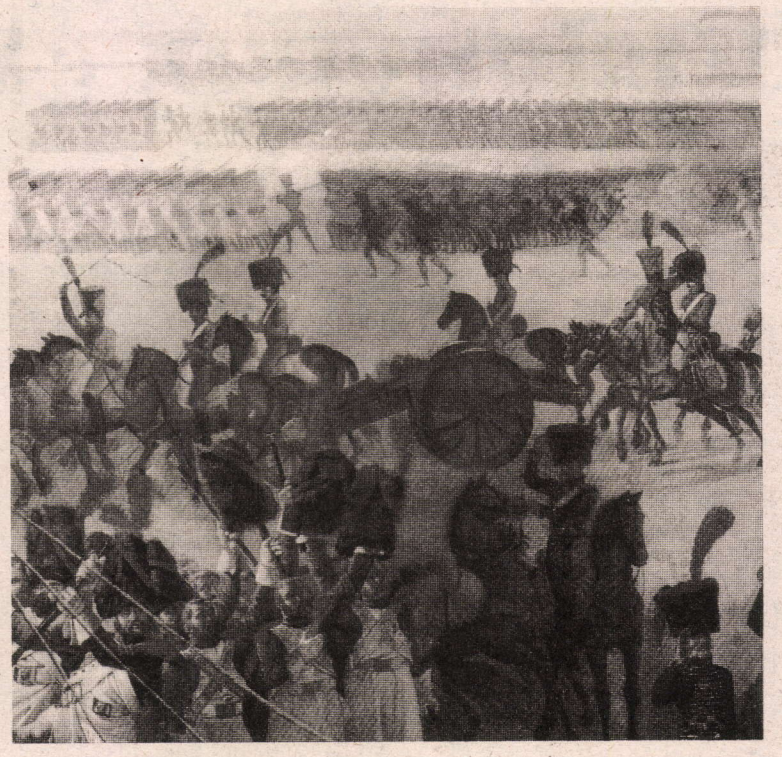
Georges Blond a choisi de se placer du point de vue du simple soldat, de montrer quelles fatigues signifiaient les fameuses marches et contre-marches effectuées à toute vitesse (de 30 à 50 km par jour, un sac de 30 kilos sur le dos), la rapidité étant l'un des gages des succès de Napoléon. Il montre quelles boucheries furent les grandes batailles. Les soldats, formés en carrés, progressaient en serrant les rangs pour combler les vides creusés par la pluie des boulets. Il les décrit, immobiles, tirant sans désemparer pour briser la charge des cavaliers.

L'ébauche de service de santé mis en place par Napoléon est bien insuffisant. Malgré le dévouement et le courage des chirurgiens Larrey et Percy qui, fait nouveau à l'époque, interviennent en pleine bataille, les blessés meurent par milliers, les malades pourrissent dans les hôpitaux de fortune, véritables foyers d'infection.

Bien souvent, l'intendance ne suit pas. Le pillage est la principale ressource des soldats. Ils s'abattent sur les villes et les villages, pillant de la cave au grenier, le bétail, volant les chevaux, tuant et violant les habitants qui n'ont pas fui. La Grande Armée est d'ailleurs suivie dans ses déplacements par des milliers de charettes qui transportent le butin des soldats et des officiers, leurs épouses ou leurs maîtresses, des enfants et les fameuses « vivandières », officiellement cantinières, en fait, infirmières, receleuses et prostituées.

Les officiers ne furent pas les derniers à participer aux pillages. Nombre de maréchaux d'Empire en ont tiré d'énormes fortunes. L'auteur les décrit cupides, assoiffés d'honneurs et de titres, mais aussi intrépides au combat.

Mais malgré son épaisseur, le livre de Georges Blond n'apporte pas toutes les réponses aux questions que l'on peut se poser. Si la reconstitution de la vie des soldats est minutieuse dans ce livre présenté comme une sorte de reportage reconstitué à partir des témoignages de l'époque, par contre il se borne à quelques explications sur les causes des guerres napoléoniennes, sur le rôle politique qu'eut son armée en Europe, et il ne fait guère référence à la filiation du régime de Bonaparte avec la Révolution française.



Cela dit, cette façon de montrer l'envers du décors de l' « épopée » napoléonienne, un peu comme l'avaient fait Erckmann-Chatrian dans **Le conscrit de 1813** par exemple, mais d'une manière plus développée, et de la présenter pour ce qu'elle était : la première boucherie guerrière à l'échelle européenne, n'est pas sans intérêt.

Michel RITTER

La Grande Armée **de Georges Blond - Ed. Robert Laffont - 580 p. - 85 F environ.**

"La mer confisquée"

de Gilles CHOURAQUI

C'est aux richesses de la mer, à leur exploitation et aux lois qui la réglementent qu'est consacré le livre de Gilles Chouraqui qui est conseiller du président de la mission interministérielle de la mer.

Il montre comment la mer, jusque-là utilisée comme surface de navigation et comme réserve de pêche, pourrait devenir source de matières premières, de pétrole extrait de la plate-forme continentale ou des fonds marins, de métaux issus des nodules qui tapissent les grands fonds, de gaz, ou encore de nourritures produites grâce à la pêche ou même grâce à la création de « fermes marines » pratiquant l'élevage de certaines espèces ou bien tirées des protéines que contient la mer.

C'est d'ailleurs là l'aspect le plus intéressant du livre. Les explications simples et claires de Gilles Chouraqui rendent facilement compréhensives les problèmes posés par ces découvertes. Et au fil des pages, on découvre les conséquences que pose leur exploitation dans la société capitaliste, comme par exemple lorsque l'auteur évoque l'industrialisation de la pêche ; ou, dans un autre domaine, quand il montre comment les techniques d'exploitation du pétrole ont énormément progressé... et sont devenues responsables d'une des plus graves pollutions marines : 6 millions de tonnes de pétrole sont déversées chaque année dans la mer !

Gilles Chouraqui montre aussi comment la législation a suivi et entériné cette ruée vers les richesses de la mer, comment c'est au profit des plus forts, des grands Etats impérialistes et des grandes compagnies pétrolières et autres que la mer a été « confisquée », que le droit de la mer a été modifié.

Cette partie est ardue à lire, car il analyse en détail les multiples lois, déclarations et réunions qui se sont succédé.

Mais si l'ensemble de la partie descriptive de ce livre est intéressante, la partie consacrée aux remèdes est pour le moins peu concluante.

Gilles Chouraqui discute gravement du bien-fondé d'une politique maritime propre aux « puissances moyennes » telles la France, ou de l'efficacité d'un Commissariat à l'Océan. En fait, Chouraqui est avant tout soucieux de préserver les intérêts de la France dans la course internationale pour l'exploitation des richesses de la mer. A croire que les intérêts des capitalistes français se confond avec la lutte pour la protection de l'environnement !

Et comme il se garde bien de remettre en cause le système capitaliste responsable de la façon scandaleuse dont les richesses marines sont exploitées, il ne faut pas attendre de lui la moindre solution.

Nelly MEYER

La mer confisquée, de Gilles Chouraqui - Editions Le Seuil - L'histoire immédiate - Prix : 57 F environ - 263 pages.

"L'heure du taureau"

de Yvan EFREMOV

L'heure du taureau **est un roman soviétique de science-fiction, écrit en 1968. Pour l'auteur de** La nébuleuse d'Andromède, **il s'agissait de nouveau de contrebalancer une tendance, dans la science-fiction occidentale et soviétique, de ne considérer l'avenir de la société que sous un visage sombre avec des destructions, des catastrophes, des échecs... L'avenir peut avoir un autre visage : celui du bonheur et du communisme.**

C'est pour bien mettre en valeur les différences entre la société qu'il conçoit pour le futur, et la nôtre, qu'il a imaginé ce roman.

Une équipe d'astronautes de l'EMT (Ere des mains qui se touchent — le communisme —) rentre en contact avec une civilisation qui en est encore au stade du sous-développement social et politique. Un tyran gouverne ce monde, appelé planète des Tourments, et appuie son pouvoir sur une caste privilégiée qui maintient le reste de la population dans la servitude la plus complète. Dans cette société, l'incroyable rapidité de l'accroissement de la population et le développement du capitalisme ont conduit à l'épuisement de la planète.

L'auteur va s'attacher surtout à montrer les différences de comportement entre les individus des deux sociétés. Ainsi les attitudes et les traits de caractère comme la prétention, la jalousie, l'obsession du pouvoir, la vengeance ou la phallocratie apparaissent bien pour ce qu'ils sont, barbares, grotesques et absurdes.

Il dénonce également dans le régime de la planète des Tourments, l'incompétence de la bureaucratie et la terreur qu'elle exerce. Et il faut croire que les bureaucrates d'Union Soviétique se sont sentis visés puisqu'à l'époque de sa parution, le livre avait été critiqué sur ce point par les autorités. Et pourtant la description de la bureaucratie est bien sommaire et simpliste, comme d'ailleurs celle du capitalisme lui-même. Et les personnages, eux-mêmes, sont bien schématiques.

Ces défauts rendent la lecture de ce roman longue et un peu fastidieuse bien qu'il nous fasse entrevoir en contrepoint, une société humaine, sans guerre, sans classes, sans argent, préoccupée réellement du bien des hommes.

Yves MORINIER

L'heure du taureau de Ivan Efremov - Ed. Outrepart - L'âge d'homme - 360 p. - 60 F environ.

LIVRES

"La route de la liberté"

de Howard FAST

Introuvable en librairie depuis des années, La route de la liberté **de Howard Fast vient d'être réédité aux Presses de la Renaissance.**

Howard Fast est un auteur américain qui fut un temps affilié au Parti Communiste. Il est l'auteur de Spartacus, **un roman qui retrace une grande révolte des esclaves de l'empire romain. Il a écrit aussi toute une série de romans retraçant les principaux épisodes de l'histoire du peuple américain et de ses luttes pour l'indépendance et les droits démocratiques.**

La route de la liberté **raconte l'histoire des Noirs d'une plantation de coton de Caroline du Nord, un des Etats du sud des Etats-Unis, dans les années 1865-1870. Et à travers cette histoire, c'est celle de tout le peuple noir américain, à cette époque appelée « Reconstruction », qu'il évoque.**

Quand le récit débute, la guerre de Sécession a pris fin depuis deux ans et l'esclavage est aboli. Quittant l'armée nordiste, ou sortant de leurs cachettes, les Noirs reviennent peu à peu sur les terres de leurs anciens maîtres. Pour ces quatre millions de Noirs, c'est la liberté, mais c'est aussi l'inquiétude ; car, s'ils sont citoyens, s'ils ont le droit d'élire des représentants aux assemblées des Etats, les « conventions », aucun d'eux ne sait à quoi vont bien pouvoir servir ces conventions et ces représentants.

En face, les riches planteurs du Sud, qui ont perdu leurs esclaves et fui leurs terres, attendent que ces conventions, une invention des « Yankees » (les habitants du Nord des Etats-Unis, ceux qui ont gagné la guerre), meurent de leur belle mort. Et ils se moquent cyniquement, forts de leur supériorité de Blancs, du spectacle que va leur donner ce « cirque de babouins ». Mais tout ne se passe pas selon leurs désirs. A travers l'histoire de Gédéon Jackson, le personnage qu'il a imaginé, Fast évoque la soif de liberté, le désir d'apprendre, de ces Noirs encore dans leur grand nombre analphabètes, parmi lesquels surgissent des leaders qui arrivent à faire voter dans certaines assemblées des lois favorables aux Noirs.

Ainsi, par exemple, la convention de Caroline du Sud, à majorité noire, vote, avec l'appui des représentants des Blancs pauvres, une constitution qui proclame l'égalité des Noirs et des Blancs et le droit à l'instruction pour tous. Elle vote aussi une motion favorable au partage des terres des plantations et à leur rachat par ceux qui les travaillent. Et des votes semblables ont lieu aussi ailleurs.

Mais ces conventions n'auront pas le pouvoir de faire appliquer de telles lois. Et dans la deuxième partie du livre, Fast montre comment le Ku-Klux-Klan, une organisation qui s'est créée à ce moment-là à l'instigation de riches planteurs, va se développer en terrorisant les Noirs et ceux des petits fermiers blancs qui avaient commencé à cultiver les terres côte à côte, puis en massacrant ceux qui se défendent, et va dresser de nouveaux fossés de haine et de peur entre les Noirs et les Blancs.

Et les Républicains yankees, qui avaient mené la guerre au nom de la libération des Noirs, puis ne leur avaient donné le droit de vote que parce que cela allait dans le sens de leurs intérêts politiques et économiques, retirèrent leurs troupes du Sud et laissèrent le champ libre aux assassins.

Tout le livre de Fast dénonce avec force cette haine de classe qui unissait les riches du Sud et du Nord contre le combat des Noirs opprimés qui se dressaient pour recouvrer liberté et dignité.

Frédéric FERRIERES

La route de la liberté de Howard Fast - Presses de la Renaissance - 55 F environ.

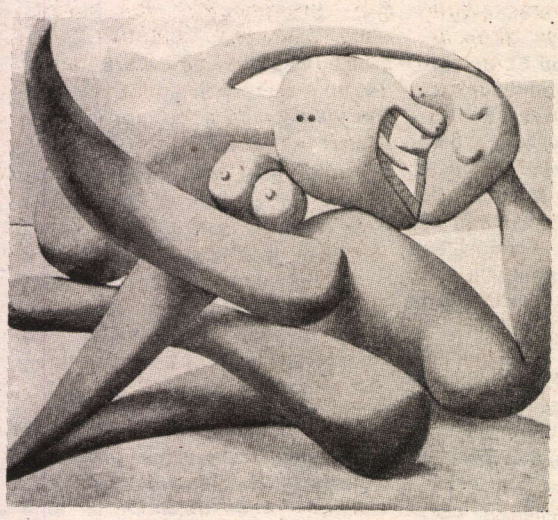
exposition

Picasso au Grand Palais

L'exposition qui se tient à Paris au Grand-Palais, jusqu'au 7 janvier prochain, réunit en avant-première l'essentiel des œuvres de Picasso remises à l'Etat par ses héritiers en paiement des droits de succession, en attendant qu'elles soient disposées dans le futur musée Picasso qui ouvrira ses portes en 1981 : 228 peintures, 149 sculptures et plusieurs centaines de dessins, estampes et céramiques, que Picasso avait conservés tout au long de sa vie, sont ainsi présentés.

Picasso fut un artiste d'avant-garde ouvert à toutes les influences et préoccupé d'élaborer des formes nouvelles d'expression. Il est un représentant talentueux, sans doute un de ceux qui ont connu la plus grande notoriété, de ce bouleversement dans les manières de peindre qui s'est manifesté dans les principales écoles du XX[e] siècle (cubisme, surréalisme...).

Quand ses *« Demoiselles d'Avignon »*, dont on peut voir un grand nombre d'esquisses et d'études préparatoires, ont fait scandale au début du siècle, avec leurs traits anguleux et



volontairement dissymétriques, inspirés par l'art africain, Picasso s'est expliqué : *« La nature ne fait jamais deux fois la même chose. Je veux dévoiler au spectateur quelque chose qu'il ne peut découvrir sans moi. C'est pourquoi j'insiste sur la dissemblance entre l'œil droit et l'œil gauche. Un peintre ne devrait pas les faire pareils. Ils ne sont pas comme cela »* disait-il.

Les œuvres présentées dans l'exposition couvrent toutes les périodes de son activité de peintre et de sculpteur de 1894 à sa mort en 1973. Elles fournissent un panorama intéressant des styles et des genres très divers qu'il a abordés. On y voit ses premiers portraits de forme traditionnels, de nombreux dessins. Puis ce sont des œuvres cubistes qui décomposent les objets et les corps en de multiples facettes aux dessins géométriques afin d'en montrer en même temps tous les aspects visibles ou cachés. *« Ce qu'il faut,* disait-il alors, *c'est que le monsieur qui regarde ait sous la main toutes les choses dont il a besoin... Alors il les mettra lui-même à leur place avec les yeux ».*

Sont aussi présentés des collages de papiers et de matériaux divers parfois inclus dans un tableau, des objets insolites et de nombreuses compositions abstraites réduites à l'état de symboles ou formant de véritables rébus de personnages, de monstres et de signes dont le sens n'est pas toujours évident.

Répondant au désir d'innover et de rompre avec le conformisme en peinture, Picasso est devenu en quelque sorte une institution, un monument de l'anti-conformisme et de la peinture abstraite.

Devant pareil foisonnement, on souhaiterait pouvoir disposer de quelques explications. Reste au visiteur la possibilité, sinon de comprendre autant qu'il le souhaiterait cette multiplicité des genres et ces compositions abstraites, au moins de s'arrêter devant les œuvres qui lui parlent le plus.

Une odieuse campagne contre la liberté d'expression

A l'annonce du suicide de Boulin, on a assisté à une levée de boucliers. Le **Canard Enchaîné** était sur la sellette, plus encore que **Minute.**

Raymond Barre a dénoncé les « **conséquences de certaines ignominies d'une grande bassesse** ». Jean Foyer, lui, vitupérait : « **La plume est une arme aussi efficace pour tuer les gens que le poison** ». Chaban-Delmas, dans son intervention à la Chambre des députés, même s'il s'est repris après, a commencé par traiter ceux qui écrivaient ces articles d' « **assassins** ». **Le Figaro** parlait, lui, de « **mœurs de Bas Empire** ». Et ces réactions, qui furent très nombreuses, ne sont pas venues seulement de la droite. Une partie de la gauche politique et syndicale s'est aussi faite l'écho de cette responsabilité directe de la presse. C'est à Roland Leroy, dans **l'Humanité,** que revient la palme, écrivant le lendemain du suicide de Boulin : « **La campagne du** Canard **a abouti à la mort d'un homme** ».

Dans ce concert, un gaulliste de gauche a même été jusqu'à lâcher ce que beaucoup sous-entendaient : « **Il faut interdire le** Canard Enchaîné ».

La liberté de la presse serait, d'après tous ces journalistes et hommes politiques, la grande responsable de la mort de Boulin.

Et les journalistes n'ont pas été les derniers à se fustiger eux-mêmes. A les entendre, ils avaient péché, jusqu'ici, par excès de hardiesse. Ils en étaient effrayés rétrospectivement. Et ils promettaient par avance de s'auto-censurer encore plus dans l'avenir, en ne parlant plus d'affaires de ce genre. Comme si la majorité des journaux avaient l'habitude de se distinguer par un excès de liberté et de franchise ! C'est plutôt l'inverse : la grande presse, les radios, la télévision, les agences de presse ont une longue habitude de l'information orientée, pesée, calculée, filtrée.

Pour la bonne raison que l'essentiel des moyens d'information est actuellement aux mains des puissances d'argent, ou contrôlé par le pouvoir. Et le plus souvent les deux à la fois.

N'est-il pas exagéré, dans ces conditions, de parler d'un abus de liberté d'expression ?

N'est-il pas osé de prétendre que l'information constitue un second pouvoir, hostile au pouvoir en place ?

S'il y a campagne aujourd'hui, c'est une campagne du gouvernement, de ceux qui contrôlent l'information, pour restreindre le droit d'expression et de critique.

Et cette campagne utilise un odieux chantage : le chantage sentimental. C'est pas joli, joli.

Boulin n'a pas voulu plonger seul

En dépit de leurs propos attristés, les membres du gouvernement, les hommes politiques de la majorité, semblaient plutôt accueillir l'annonce du suicide de Boulin avec soulagement, voire même avec une certaine jubilation. Il fallait les voir tous, d'un même mouvement, reprendre en chœur la thèse du suicide provoqué par une « odieuse campagne de presse ». **Tous incriminaient les œuvres scandaleuses, disaient-ils, de journalistes en mal de sensationnel. Ce suicide arrivait vraiment à point pour faire écran, et escamoter les éclats des diamants, pour rendre douteuses et caduques les révélations concernant Giscard. Mais une telle hâte s'est vite révélée imprudente.**

Car Boulin a pris ses propres amis à contre-pied. Il avait laissé derrière lui une bombe à retardement, munie d'un système méticuleusement mis au point, où les allusions et les accusations soigneusement calculées ont provoqué plus que de l'embarras parmi les amis ou ex-amis de l'ex-ministre.

En effet, dans cette lettre, il expliquait qu'il mettait fin à ses jours, non pas à cause du Canard Enchaîné **ou de** Minute, « mais à cause de la collusion évidente d'un escroc paranoïaque, mythomane, pervers, maître-chanteur, et d'un juge ambitieux, haineux de la société et considérant a priori un ministre comme un prévaricateur, ET DE CERTAINS MILIEUX POLITIQUES OU HELAS MES PROPRES AMIS NE SONT PAS EXCLUS » **(souligné par nous). Ainsi donc, de cadavre providentiel, Boulin devenait en une journée un cadavre gênant. D'autant que, plus loin, il met carrément en cause Peyrefitte, ministre qu'il dit** « plus préoccupé de sa carrière que du bon fonctionnement de la justice ».

Alors, il y avait bien une affaire dans laquelle se trouvait mêlé Boulin, au côté d'un dénommé Tournet, homme d'affaires plus que douteux, mais gaulliste historique, nous dit-on, et vieil ami de Boulin. Alors, grâce à cette amitié, il avait bien pu obtenir — coup de chance, n'est-ce pas — le terrain à vil prix, à Ramatuelle, pour y construire une maison de campagne, pour laquelle il avait obtenu — second coup de chance — le permis de construire dans une zone où il fut le premier — et le dernier — à pouvoir le faire. Alors, c'était vrai ? Tout aurait pu bien se passer, si les amis de Boulin avaient agi comme de véritables amis.

Mais puisque les compagnons du gaullisme ne sont plus ce qu'ils étaient, puisqu'ils lui ont glissé des peaux de bananes, à titre de revanche il leur en a glissé une par la poste. En toute confraternité ministérielle. Et bien glissante !

A.G.

"L'Humanité" pleure le ministre du Travail

Dans l'Humanité **du 31 octobre, Roland Leroy s'en prend aux campagnes de la presse en ces termes :** « M. Boulin était l'objet d'une campagne menée par le **Canard Enchaîné** et **Minute,** à laquelle **Le Monde** et **Le Matin** ont largement fait écho. Quelles que soient les circonstances de sa mort, M. Boulin est la victime de ceux qui s'acharnaient contre lui ». **Et plus loin :** « **Le Canard Enchaîné** et **Minute** vivent comme des champignons vénéneux, se nourrissant de scandales quotidiens, n'hésitent pas à inventer ce dont ils croient avoir besoin... La campagne du **Canard** a abouti à la mort d'un homme ».

Le lendemain, l'Humanité **réitère sous la plume de René Andrieu, avec ces titres vengeurs :** « Informer n'est pas diffamer » ; « Certains organes de presse portent une responsabilité de premier plan dans la mort du ministre ».

Ainsi donc l'Humanité **en appelle au silence. Il faudrait se taire sur ce qu'on appelle la vie privée des hommes politiques. C'est ni plus ni moins les arguments d'un Raymond Barre, et une manière d'affirmer sa solidarité avec le gouvernement sur ce problème.**

Cela a surpris bon nombre de militants communistes, dont la première réaction n'a pas été de pleurer ni de défendre un homme qui n'était pas des leurs. Et certains journaux communistes, comme la Marseillaise, **de la région de Marseille, ont fait entendre un autre son de cloche.** « Le plus important, **écrivait cet autre quotidien communiste,** c'est que ce tir nourri contre la presse vise, non pas ses atouts ou ses méthodes déloyales, mais son rôle et sa liberté d'informer ». **Mais** l'Humanité **préfère, quant à elle, pourfendre la presse et les campagnes. Et puisqu'il faut se garder, au nom des grands principes et de la morale, d'attaquer les hommes, faudra-t-il cesser aussi de parler des diamants de Giscard et des rapports que celui-ci a entretenus avec Bokassa ?**

La mort transfigure tout, et l'Humanité **n'est pas loin de voir aujourd'hui dans Robert Boulin le type parfait de l'honnête homme. S'il est mort, écrit René Andrieu,** « c'est qu'il ne pouvait supporter d'être soupçonné. Si l'on se souvient que le grief essentiel que lui faisaient certains, c'était d'avoir acheté un terrain dans le Var à un prix peu élevé, on peut penser que le prix qu'il a payé en définive est sans commune mesure avec sa faute, au cas où il en aurait commis une ». **Vraiment, que dire encore pour mieux le blanchir ?**

Robert Boulin, cet ancien ministre du Travail, qui a autorisé des milliers et des milliers de licenciements, dont un certain nombre de délégués, en particulier de militants du PCF, était un parfait représentant du gouvernement, de sa politique comme de ses combines. Mais il trouve parmi ses défenseurs les éditorialistes de l'Humanité. **Mais à qui donc** l'Humanité **adresse-t-elle ses discours et ses condoléances ?**

Dominique LEGER

Corée du Sud

Les États-Unis en sentinelle

Huit jours après l'assassinat du président de la Corée du Sud, Park Chung Hee, par le chef de la CIA sud-coréenne (le K-CIA) et ses hommes de main, on ne connaît encore ni les causes réelles de l'élimination de l'ancien dictateur, ni qui sera son successeur, puisque l'actuel président Choi Kyu Hah n'est à la tête de l'Etat que par intérim.

Est-ce un simple règlement de comptes au sein de l'appareil d'Etat, ou la mise en place préventive d'une solution de rechange à un régime qui depuis plusieurs mois semblait susciter des mouvements d'opposition divers et une agitation politique et sociale ? Nous ne le savons pas. En tout cas, les milieux dirigeants sud-coréens tentent de régler leurs problèmes à l'abri de toute intervention de la population et des forces d'opposition. C'est ainsi que, pendant que limogeages et nettoyages se succèdent dans les services de la CIA sud-coréenne et tandis que, semble-t-il, des comptes se règlent entre services secrets, la loi martiale est en vigueur sur l'ensemble du territoire, l'armée coréenne quadrille le pays et la presse est soumise à la censure militaire.

Mais les différentes cliques sud-coréennes ne sont pas seules à intervenir dans le règlement de cette affaire. Les Etats-Unis, même s'ils ne sont pas, comme ils l'affirment, à l'origine des événements, ont en tout cas montré qu'ils n'étaient pas disposés à voir leur influence remise en cause dans ce pays.

Dès l'annonce des événements d'octobre, les autorités américaines, tout en déclarant qu'elles ne s'immisceraient pas dans une affaire intérieure, ont mis en état d'alerte leurs 38 000 hommes stationnés en Corée du Sud. En même temps, ils lançaient une mise en garde à la Corée du Nord, annonçant qu'ils réagiraient contre « *toute tentative pour exploiter la situation en Corée du Sud* ». En même temps aussi, ils renforçaient leur dispositif militaire près des côtes coréennes.

C'est que la Corée du Sud, qui fut il y a un peu moins de trente ans, lors de la guerre de Corée, de 1950 à 1953, une zone d'affrontements armés entre l'impérialisme américain et l'Union Soviétique, qui fit craindre alors qu'on s'engageait dans une troisième guerre mondiale, reste pour les USA une base dans cette région du monde. Et même si la politique des USA dans le Sud-Est asiatique a évolué depuis cette période, même si en particulier l'évolution des relations entre les USA et la Chine permet une certaine détente, en tout cas plus de souplesse, il n'est pas question pour les USA de perdre pied en Corée. Ils ont tenu à le rappeler.